



**CNEARC** Centre National  
d'Etudes Agronomiques des Régions  
Chaudes



**IRAG** Institut de Recherche  
Agronomique de Guinée

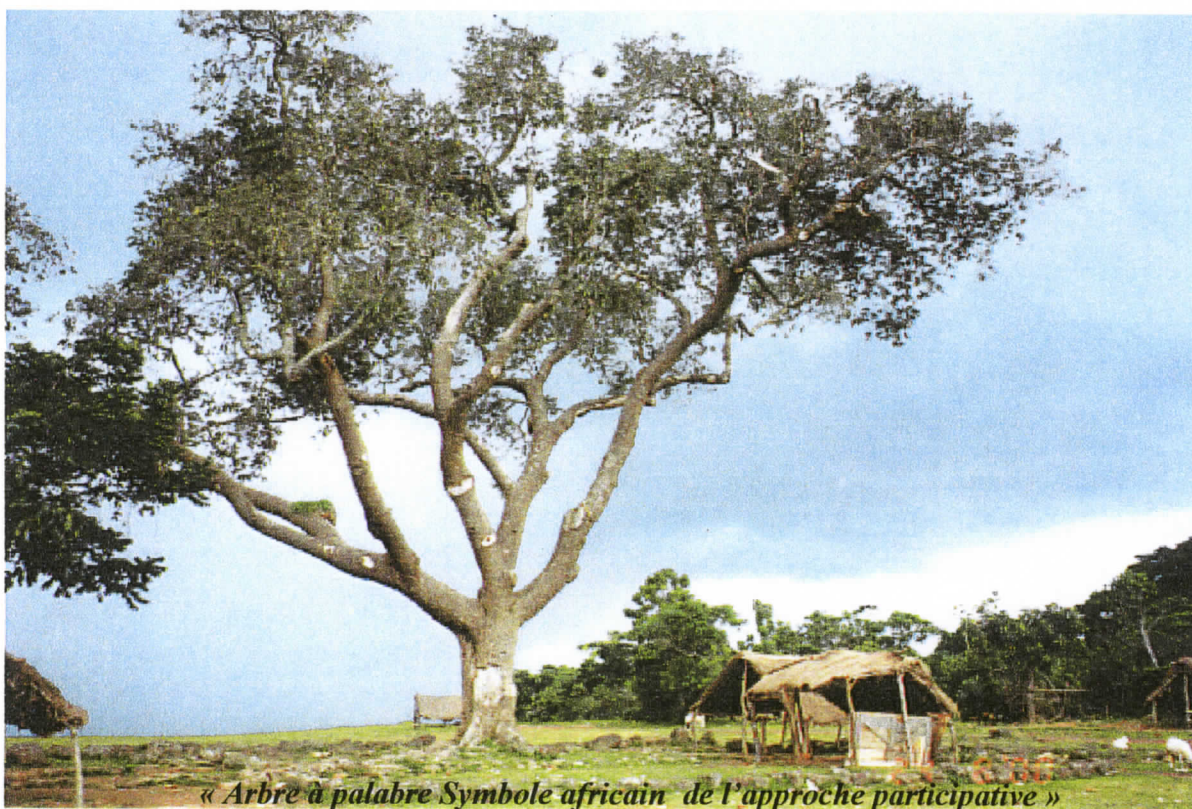


**CIRAD** Centre de Coopération Internationale en Recherche  
Agronomique pour le Développement

**Analyse de la mise en œuvre de la démarche de recherche participative  
« Villages d'étude » à l'IRAG. (Rep. de Guinée)**

Thèse de **Master DAT** Option : **Agronomie et Innovations en Milieu Rural (AGIR)**

Présentée le 22 décembre 2000 à Montpellier par **Sékouba Gbamou TRAORE**



*« Arbre à palabre Symbole africain de l'approche participative »*

Directeur de Thèse  
**Philippe JOUVE**

Co-directeur  
**Sékou BÉAVOGUI**

Maître de stage  
**Joseph WEY**

Jury

**Alain LEPLAIDEUR**  
Chercheur au CIRAD-CP  
**Claude JANNOT**  
Chercheur au CIRAD-TERA  
**Isabelle DOUNIAS**  
Professeur au CNEARC  
**Philippe JOUVE**  
Professeur au CNEARC

## Résumé

L'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) et le Service National de la Promotion Rurale et de la Vulgarisation (SNPRV) sont deux établissements publics dépendants du Ministère de l'agriculture de Guinée. Elles collaborent à promouvoir le développement agricole du pays, en réalisant notamment des expérimentations en milieu réel. C'est ainsi qu'on a entrepris depuis 1993, des actions de recherche-développement basées sur la mise en place d'unités d'expérimentation paysanne (UEP).

De l'évaluation de ces UEP faite en 1999, il ressort que les résultats escomptés n'ont pas été atteints. Au cours de la même année, une expertise extérieure a permis de concevoir une nouvelle démarche censée promouvoir d'avantage la participation paysanne. Cette nouvelle démarche de recherche participative est basée sur des villages d'étude où les chercheurs sont appelés à travailler en étroite collaboration avec leurs partenaires de la vulgarisation et du développement..

Dès l'année 2000, une réflexion a été engagée par les responsables nationaux sur les conditions de mise en oeuvre des villages d'étude. Le présent travail réalisé à la demande de l'IRAG est donc une contribution à cette réflexion et au débat ouvert sur l'amélioration des modes d'intervention des partenaires dans les villages d'étude des quatre centres régionaux de recherche agronomique. Faute de temps, l'étude n'a pu être réalisée que sur trois centres : Sérédou en Guinée forestière, Foulaya en Guinée maritime et Bareng en Moyenne Guinée.

Dans un premier temps il a été effectué une revue bibliographique des différentes notions et démarches utilisées en recherche agricole participative afin de comparer la nouvelle démarche de l'IRAG à ses précédentes et juger de sa fiabilité, mais aussi pour constituer une base bibliographique pour les cadres chargés de conduire la démarche. Par la suite, il a été procédé à des entretiens semi-directifs auprès des principaux acteurs du développement rural des trois régions étudiées, afin de recueillir leurs avis en ce qui concerne leur collaboration avec les deux institutions maîtres d'oeuvre de la démarche et réfléchir sur les conditions de leur implication dans le processus. Par ailleurs, une comparaison des méthodes de travail dans les villages d'étude des trois centres a permis d'évaluer les conditions de mise en pratique du modèle de référence.

Enfin, des propositions ont été faites sur la base de l'analyse de l'ancienne démarche (UEP), des raisons de la faiblesse de ses résultats et sur la comparaison des démarches figurant dans la littérature avec celle mise en oeuvre par l'IRAG.

---

Mots clés: Recherche participative, village d'étude, expérimentation en milieu paysan, IRAG, SNPRV, Guinée



## **SOMMAIRE**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
Objectifs de l'étude	3
 <b>PARTIE A : EVOLUTION DE LA LITTERATURE ET ETUDES DE CAS UTILISES EN RECHERCHE AGRICOLE</b>	 <b>5</b>
 <b>I. La recherche sur les systèmes de production</b>	 <b>6</b>
1.1. Genèse et intérêt de l'approche systémique	6
1.2. Définition de l'approche systémique	8
1.3. Les étapes de l'approche systémique	9
1.4. Relation entre approche systémique et recherche-développement	10
 <b>II La Démarche Recherche-Développement</b>	 <b>11</b>
2.1. Définition de la recherche-développement	11
2.2. Les étapes de la mise en oeuvre de la recherche-développement	12
 <b>III L'expérimentation en milieu paysan (EMP)</b>	 <b>13</b>
3.1. Objectifs de l'expérimentation en milieu paysan	15
3.2. Démarche de l'expérimentation en milieu paysan	15
3.3. Les différentes modalités de l'expérimentation en milieu paysan	15
 <b>IV La recherche participative</b>	 <b>18</b>
4.1. Les différents types de recherche participative agricole	18
4.2. Quelques éléments concrets de recherche participative dans le monde	22

## **PARTIE B: LA DEMARCHE GUINEENNE ACTUELLE DE RECHERCHE PARTICIPATIVE « LE VILLAGE D'ETUDE »**

<b>1.1 Qu'est-ce-que c'est que la démarche village d'étude</b>	<b>24</b>
<b>1.2 Justification de la démarche village d'étude</b>	<b>25</b>
<b>1.3 Les étapes de la mise en œuvre du village d'étude</b>	<b>25</b>
<b>1.3.1 Caractérisation globale des évolutions agricoles actuelles pour mieux orienter les besoins et les priorités en recherche</b>	<b>26</b>
<b>1.3.2 Le zonage régional, ses contributions à l'identification des contraintes et au choix des grands axes de recherche en milieu réel</b>	<b>26</b>
<b>1.3.3 L'identification et la sélection des villages</b>	<b>26</b>
<b>1.3.4 Implication des villageois dans les actions à entreprendre</b>	<b>27</b>
<b>1.3.5 Caractérisation globale du village d'étude et catégorisation des exploitations</b>	<b>27</b>
<b>1.3.6 Sélection des producteurs expérimentateurs</b>	<b>28</b>
<b>1.3.7 L'élaboration de convention de collaboration entre la recherche et le village d'étude</b>	<b>29</b>
<b>1.3.8 Les expérimentations</b>	<b>29</b>
<b>1.3.9 Les démonstrations</b>	<b>30</b>
 <b>I. La manière de travailler dans la démarche village d'étude</b>	 <b>32</b>
 <b>1.1. La Guinée Forestière</b>	 <b>32</b>
<b>1.1.1. Le centre de recherche agronomique de Sérédou (CRAS)</b>	
33	
<b>1.1.2. Les dispositifs de recherche participative du CRA de Sérédou</b>	<b>34</b>
<b>1.1.2.1. Le dispositif du point d'étude système (PES) de Kpaya</b>	
34	
<b>1.1.2.2. Le dispositif du village d'étude de Zobromaï</b>	<b>38</b>
 <b>1.2. La Guinée Maritime</b>	 <b>41</b>
<b>1.2.1. Le centre de recherche agronomique de Foulaya (CRAF)</b>	<b>41</b>
<b>1.2.2. Le dispositif du village d'étude de Touguikhouré</b>	
42	



<b>1.3. La Moyenne Guinée ou Fouta Djalou</b>	<b>44</b>
1.3.1. Le centre de recherche agronomique de Bareng(CRAB)	45
1.3.2. Le dispositif du village d'étude de Senghen	45
 <b>II. Points de vue des acteurs sur leurs collaborations avec la recherche</b>	<b>49</b>
<b>2.1 Les producteurs</b>	<b>50</b>
2.1.1. La Fédération nationale des planteurs de café de Guinée	60
2.1.2. La Fédération des paysans du Fouta Djalou	61
<b>2.2. Les développeurs</b>	<b>64</b>
2.2.1. Le service national de la promotion rurale et de la vulgarisation(SNPRV)	64
2.2.2. Les projets et ONG	75
 2.3 Les services publics: inspections régionales de l'agriculture et de élevage(IRAE); directions préfectorales du développement rural et de l'environnement(DPDRE)	77
 2.4. Les chercheurs	78
 <b>PARTIE C : DISCUSSIONS, PROPOSITIONS, CONCLUSION</b>	<b>85</b>
 1. Discussions sur les unités d'expérimentation paysannes (UEP)	85
2. Comparaison entre la démarche village d'étude et les approches de la recherche agricole	87
3. Discussion sur la mise en application de la démarche village d'étude dans les centres	90
4. Comparaison entre la démarche village d'étude et la démarche du PES de Kpaya	93
 <b>Conclusion</b>	<b>100</b>

## Remerciements

Je suis réellement mortifié de ne pouvoir citer sur cette page tous ceux à qui je dois reconnaissance pour leur participation à la réalisation de ce document. Que loin de penser à un oubli coupable qu'ils trouvent plutôt dans ce travail la joie d'être un des maîtres d'œuvre et qu'ils se félicitent de leur brillante collaboration.

Qu'ils me permettent d'adresser à eux tous mais à travers les personnes suivantes un simple mais sincère merci.

- A Docteur Sékou Cissé Directeur Général de l'IRAG pour son sacrifice soutenu à la cause de l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée, et à travers lui tous ses collaborateurs de la Direction Générale et des Centres ;
- A Monsieur Philippe Jouve qui s'est spécialement investi pour la réussite de ce travail et avec lui tous mes professeurs du CNEARC ;
- Aux responsables et chercheurs du CIRAD-TERA, particulièrement Alain Ducreux, Philippe Morant, Joseph Wey, Jannot Claude, Jacques Monnier et Edouard Latrille pour leur encadrement
- Aux familles LEPLAIDEUR, TOUZARD et BARBIER pour leur attachante amitié ;
- A mes collègues chercheurs vulgarisateurs, et aux aimables paysans de Guinée pour leur soutien ;
- A mes amis Docteur Siba Grovogui, Cécé Alexis Loua, Cécé Alexandre Lamah Sékou Béavogui, Docteur Homère, Séraphin Monèmou, Zézé Jacob, André Loua, Antoine Fénano, Arsène Diasso, Alpha Bacar Barry pour la place qu'ils me réservent dans leurs cœurs ;
- A mes plus chères ressources humaines : mon épouse Suzanne, ma fille Elisabeth et ses frères et sœurs, ma sœur Pauline, son mari et leurs enfants pour leur tendre affection ;
- A ma mère pour son lait béni, ses caresses et son travail d'éducatrice,

Toute ma gratitude et tous mes honneurs.

*Alléluia, alléluia, alléluia*



## Liste des cartes

1. Régions naturelles de la Guinée
2. Régions couvertes par l'étude
3. Zonage de la Guinée forestière
4. Terroir Zoboromaï
5. Zones et sous zones agro-écologique de la Guinée maritime
6. Terroir du village d'étude de Touguikhouré
7. Zones agro-écologiques de la Moyenne Guinée
8. Terroir du village de Senghen

## Liste des schémas et tableaux

1. Schémas 1 et 2 : différents types de relations utilisées dans la recherche agricole
2. Schéma 3 : types de transfert descendant de technologies
3. Schéma 4 : types de diagnostic de participation paysanne
4. Schéma 5 : organisation générale du PES
5. Schéma 6 : mode d'intervention des acteurs dans le village de *Zobromai*
6. Schéma 7 : mode d'intervention des acteurs dans le village de *Touguikhouré*
7. Schéma 8 : mode d'intervention des acteurs dans le village de *Senghen*
8. Schéma 9 : SNPRV seule interface entre les acteurs et les producteurs
9. Schéma 10 : Démarche descendante des UEP
10. Schéma 11 : Etapes d'intervention proposées par le guide
11. Schéma 12 : Démarche globale du PES de *Kpaya*
12. Schéma 13 : Démarche globale du village d'étude
13. Schéma 14 : Recherche participative « démarche village d'étude »

Tableau 1 : Caractérisation synthétique des trois régions d'étude

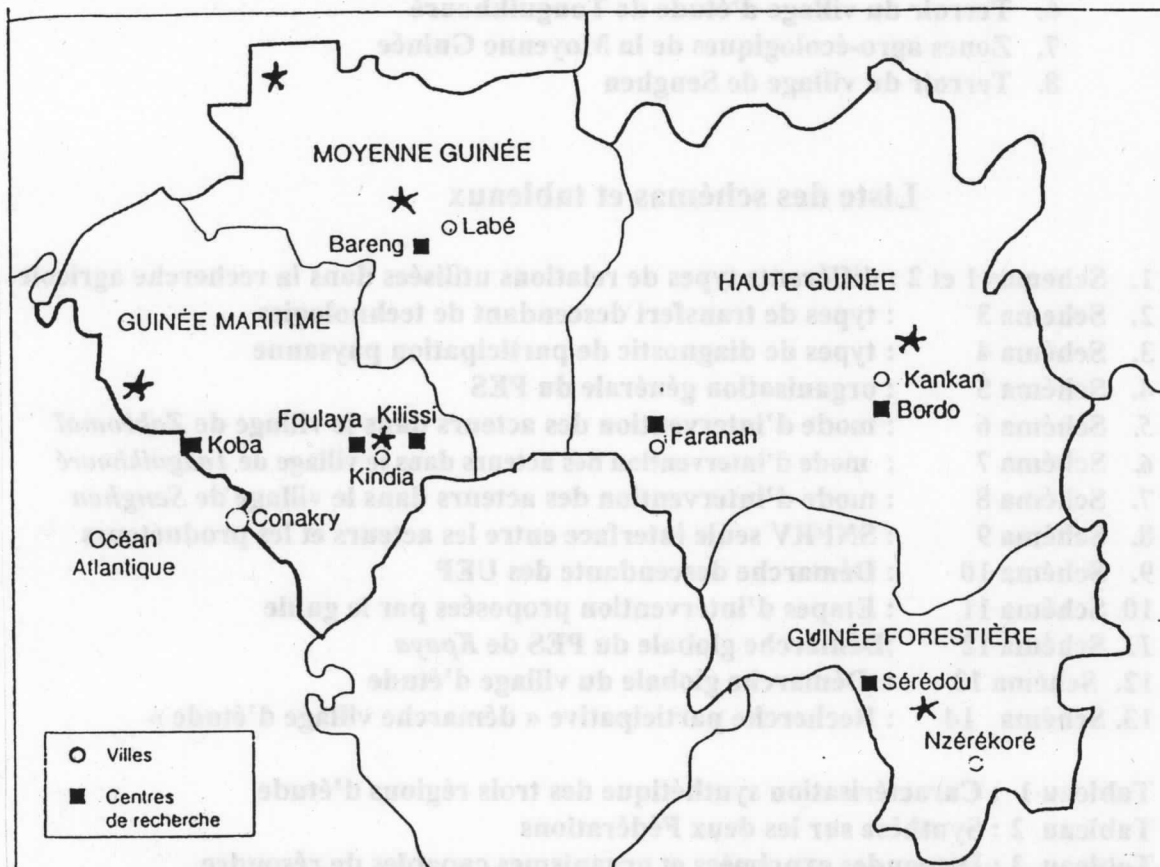
Tableau 2 : Synthèse sur les deux Fédérations

Tableau 3 : Demandes exprimées et organismes capables de résoudre

Tableau 4 : Comparaison des étapes des différentes démarches à celle de Stoop

Tableau 5 : Différence de conduite de la recherche participative entre le PES et le modèle Stoop

**Carte des quatre régions naturelles de Guinée**



★ Régions naturelles



## INTRODUCTION

L'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) seul organisme de recherche agronomique du pays est rattaché au Ministère de l'agriculture. Il a été créé par ordonnance N° 030/PRG/1999 du 13 avril 1989.

Sa mission principale a été définie par la Lettre de Politique de Développement Agricole (LPDA). Elle consiste à contribuer au développement du secteur de l'agriculture de l'élevage et des forêts en entreprenant des recherches sur :

- les productions végétales, animales, forestières et leur transformation agro-industrielle ;
- la préservation et l'amélioration des ressources naturelles concernées par ces productions.

Pour y arriver, l'institut s'est fixé pour but de faire de la recherche de proximité. C'est pourquoi, dès sa création il a installé au niveau de chacune des quatre régions naturelles du pays, un centre de recherche agronomique dont : *Foulaya* pour la Guinée maritime, *Bareng* pour la Moyenne Guinée, *Bordo* pour la Haute Guinée et *Sérédou* pour la Guinée forestière, et deux centres spécialisés : *Koba* qui est chargé des recherches sur la mangrove et *Killissi* qui s'occupe de la création et des améliorations variétales.

Chacun de ces centres ayant pour mission d'identifier et de lever les contraintes liées au développement agro-socio-économique de sa région a été doté d'une équipe de recherche système (R/S) et de programmes filières commis à cette tâche.

Les premières activités des équipes R/S consistaient à décrire le milieu naturel et à identifier les potentialités et les contraintes agro-socio-économiques des exploitations. Les programmes thématiques étaient à leur tour chargés chacun en ce qui le concerne d'installer des essais en station pour faire face à la résolution des problèmes identifiés par les équipes R/S. Les thèmes de ces expérimentations étaient définis lors des conseils régionaux d'orientation (CRO) auxquels participaient les chercheurs, les vulgarisateurs, les projets, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les paysans.

Les premiers résultats obtenus des travaux des chercheurs dans les stations ont été testés auprès des projets sur des Points d'Essai (PE) qui représentaient des milieux semi-contrôlés. Les résultats confirmés dans ces PE passaient ensuite en milieu réel par le biais des Unités d'Expérimentations Paysannes (UEP) pour leur test final et leur diffusion à grande échelle.

Des résultats ont quand même été enregistrés. Parmi ces résultats les plus nombreux concernent essentiellement l'amélioration variétale des cultures telles que le riz, le maïs, le manioc, l'ananas, le coton, le café, les cultures maraîchères etc.

Cependant, en 1999, une évaluation de l'efficacité du réseau de ces unités d'expérimentation paysanne (UEP) a mis en évidence des faiblesses du point de vue scientifique de leurs résultats. Ces faiblesses résultent du fait que **la démarche d'expérimentation en milieu paysan** conduite à travers les UEP est de **type descendant** qui n'associe pas les paysans destinataires des essais à l'identification des thèmes, mais aussi d'un manque de suivi rigoureux de la part des chercheurs et des vulgarisateurs. Ce manque de suivi serait dû entre autre, au nombre pléthorique des UEP par rapport à la faiblesse des moyens humain et financier de l'IRAG. Cette faiblesse des résultats des UEP constatée lors de l'évaluation programmée et réalisée par les deux institutions de recherche et de Vulgarisation a fait l'objet de leur très grande préoccupation.

C'est ainsi que l'IRAG et le SNPRV ont décidé de mettre sur pied une démarche de recherche participative (la démarche village d'étude) avec l'appui d'un consultant international en la personne de Stoop A. W. qui a élaboré les fondements de cette démarche en 1999.

La dite **démarche (de type ascendant)**, serait basée sur la demande des paysans et la participation active de différents acteurs à la résolution des problèmes communément identifiés.

La réalisation de la démarche est placée sous la responsabilité des équipes R/S qui entrent dès lors dans l'accomplissement de la deuxième phase de leur mandat ; celle de conduire les expérimentations en milieu paysan, la première phase ayant été consacrée au zonage et au diagnostic des systèmes de production des différentes régions du pays.

La plupart de ces équipes ont démarré les travaux dans leurs villages d'études respectifs en début de l'année 2000, à l'exception de l'équipe de *Kindia* qui a démarré en 1999.

En mai 2000, notre étude fut commanditée pour apporter un appui à la mise en œuvre de cette démarche dans les quatre centres de l'IRAG mais faute de temps, l'étude n'a pu être faite que sur trois centres (*Sérédou, Foulaya et Bareng*) .

Une demande a été exprimée à travers les termes de référence dont la copie se trouve en annexe.



Les points essentiels de cette demande sur lesquels l'étude se fonde sont :

*Premièrement, participer à la réflexion en cours (voir rapport Stoop, guide d'intervention) au sein des équipes recherche-système.*

*Ensuite, avec les chercheurs de l'IRAG impliqués, analyser les premiers travaux engagés, les résultats attendus et surtout la fiabilité de la démarche participative avec les producteurs, organisés ou non, présenter une analyse et des recommandations pour améliorer l'intervention de l'IRAG ou la qualité scientifique des travaux.*

*Deuxièmement, engager la réflexion avec les partenaires du développement présent dans les zones d'intervention (SNPRV, OP, ONG, ...) en vue de leur participation à la démarche. Par la même occasion, étudier avec eux leurs modalités d'intervention dans les villages d'étude et leur participation dans le dispositif de recherche-développement.*

*Avec ces mêmes partenaires et les chercheurs, étudier les mécanismes de diffusion possible au-delà des villages d'étude et les moyens nécessaires dans les années à venir pour couvrir les différentes zones équi-problématiques du zonage réalisé cette année (2000).*

## OBJECTIFS DE L'ETUDE

Pour traiter ce sujet, nous l'avons subdivisé en trois parties:

- Partie A : Revue de la littérature et d'autres utilisés en recherche agricole
- Partie B : La démarche actuelle de recherche participative en Guinée « village d'étude ».
- Partie C : Réflexions personnelles et propositions

Pour la partie A, nous avons procédé à une révision bibliographique sur les différentes notions et quelques études de cas utilisées en recherche agricole afin de leur comparaison avec la démarche guinéenne, mais aussi pour permettre aux chercheurs et vulgarisateurs guinéens de s'en inspirer dans la mise en œuvre de leur démarche dans les centres de recherche.

Pour la partie B, nous avons utilisée la bibliographie rédigée par les initiateurs du modèle de recherche participative de l'IRAG puis, nous nous sommes rendus dans les trois villages d'étude des centres de *Sérédou, Foulaya et Bareng* où, auprès des différents acteurs impliqués ou pas dans la démarche nous avons procédé à un recueil d'informations par la méthode des entretiens semi-directifs. Un guide dont les questionnaires différaient d'un acteur à l'autre, nous a permis de recueillir les avis des principaux acteurs du développement rural sur leurs

relations antérieures, sur la démarche des unités d'expérimentation paysannes (UEP) et sur le village d'étude. Nous nous sommes aussi intéressé au Point d'Etude Système de Kpaya qui la plus ancienne démarche de recherche participative mise sur pied afin d'évaluer ses performances.

Pour la partie C, nous avons d'abord porté nos réflexions sur les UEP, avant de confronter la nouvelle démarche guinéenne aux expériences et acquis dans d'autres situations, puis nous avons fait le bilan des différences entre les activités proposées par le guide et les activités réalisées par les centres, et enfin nous avons fait état de nos constats et propositions.

Sous la rubrique acteurs, nous avons regroupé : les producteurs (paysans groupés en organisations professionnelles agricoles, paysans isolés encadrés ou non) ; les organisations non gouvernementales et projets ; les vulgarisateurs (agents vulgarisateurs de base, superviseurs, techniciens spécialisés, chargés des opérations agricoles, techniciens spécialisés, chargés et directeurs régionaux ) ; les chercheurs (systèmes et thématiques).

Les principaux objectifs assignés à cette étude sont :

- l'analyse de la démarche village d'étude initiée dans les différents centres de recherche
- l'identification des différents acteurs et l'analyse de leurs points de vue sur leurs collaborations avec l'IRAG dans les UEP et dans les villages d'étude
- la proposition de solutions d'amélioration de la démarche

Nos interviews nous ont conduit parfois à poser des questions d'éclaircissement tout en permettant aussi aux interlocuteurs de s'exprimer en toute liberté. Les résultats de ces interviews ont été analysés et ont fait l'objet d'une restitution au centre de recherche agronomique de Sérédou (CRAS). Etaient présents à cette restitution, une mission conjointe des directions générales de l'IRAG, du SNPRV et de Stoop, les chercheurs du CRAS, les cadres des directions régionales du SNPRV de Macenta et N'zérékoré et le représentant de la Fédération nationale des planteurs de café de Guinée (FNPCG).

Nous nous sommes inspirés des rapports et du guide rédigés par Stoop et collègues sur la nouvelle démarche afin de faire une comparaison entre elle et les démarches existant dans la littérature en ce concerne les recherches agricoles.

## PARTIE A: EVOLUTION DE LA LITTERATURE ET ETUDES DE CAS UTILISES EN RECHERCHE AGRICOLE

Ce chapitre traite de l'évolution historique des approches utilisées dans la recherche agricole. Il nous situe dans la chronologie d'apparition des différentes approches utilisées pour faire face aux enjeux et défis qu'affrontent les producteurs des pays en développement. En effet, les pratiques anciennes ne s'adaptant plus aux nouvelles conditions; en particulier, l'augmentation de la production par l'extension des superficies cultivées et par l'utilisation de la fertilité naturelle produite par les forêts ont atteint leurs limites. La faible productivité des systèmes de production ne permettant pas de dégager des revenus suffisants pour satisfaire les besoins et pour investir, une analyse des politiques agricoles destinées à promouvoir des changements techniques a été faite. Cette étude a permis de mettre en évidence l'inefficacité des institutions :

- de développement tant dans leurs actions "d'animation" privilégiant l'homme et sa formation, que dans le domaine de la "vulgarisation" privilégiant le transfert technique ;
- de recherche confrontée depuis les années 80 à la double question :
  - ✓ que faire des produits ? les difficultés de diffusion des innovations techniques, la faible adoption de ces innovations par les producteurs ont été soulignées par de nombreux auteurs (Jouve et Mercoiret, 1987),
  - ✓ que chercher ? le déphasage entre des recherches de plus en plus pointues et les besoins du développement devient de plus en plus flagrant.

Les causes avancées pour expliquer ces échecs ont été diverses. L'éloignement de la recherche et du développement a été, entre autre, mis en cause (Jean-Philippe Tonneau, 1995).

Différentes approches ont par conséquent été initiées en vue de mieux prendre en compte les préoccupations des producteurs et partant, de motiver ces derniers à s'impliquer dans les processus d'élaboration et de diffusion des techniques pour la satisfaction de leurs besoins. Parmi les approches initiées à cet effet, retenons: la recherche sur les systèmes de production, la recherche développement, l'expérimentation en milieu paysan, la recherche participative.

Ces approches ont toutes des points communs :

- 1- elles sont toutes nées de la difficulté pour la recherche de faire appliquer ses recommandations à cause du manque de pertinence de celles-ci,

2- elles visent à mieux prendre en compte et à améliorer les conditions réelles de la production en vue d'une meilleure participation des agriculteurs.

Elles ont en même temps des différences fondamentales qui les classent en deux catégories: les approches descriptives et les approches adaptatives.

**Les approches descriptives** ou diagnostic des situations : l'analyse des systèmes de production, l'analyse régionale des systèmes de production, l'étude des composantes des systèmes de production.

**Les approches adaptatives** qui visent quant à elles à promouvoir des solutions pour résoudre des problèmes sont : la recherche adaptative des systèmes de production, la recherche sur les nouveaux systèmes de production (agroforesterie, les plantes de couverture etc.) et la recherche participative.

Lorsqu'on se situe dans le temps, on se rend compte que ce sont les approches descriptives qui ont été les premières à être mises en œuvre par les chercheurs et les développeurs. Parmi ces approches à la fois descriptives et adaptatives, la recherche sur les systèmes de production ou recherche système et la recherche-développement sont celles que nous allons aborder en premier lieu avant de passer aux autres.

## **I. La recherche sur les systèmes de production en agriculture**

Pour développer ce passage, nous nous inspirons des travaux sur les définitions et commentaires (1) présentés au cours ICRA à Montpellier en 1991 par Jouve Ph., (1991)

### **1.1 Genèse et intérêt de l'approche systémique et de la recherche développement**

Depuis la fin des années 60, le transfert vertical des savoirs "*top-down*" (Stoop, 1988) semble mal s'adapter aux conditions spécifiques de production de la majorité des agriculteurs, à leur diversité sociale et géographique. Les conditions agro-écologiques dans lesquelles vivent les plus pauvres ne peuvent être correctement prises en compte dans un contexte de recherche centralisée, et ce d'autant plus qu'elles sont difficiles à reconstituer en station (Farrington, 1988).

Ce constat de situation a suscité une prise de conscience de la nécessité de modifier les méthodes et démarches traditionnelles en matière de recherche et de développement rural.

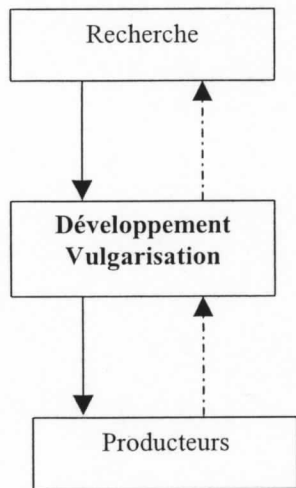
Les modifications à apporter reposent sur un certain nombre de recommandations qui font désormais l'objet d'un large consensus de la part des différentes parties concernées (chercheurs, opérateurs de développement rural, bailleurs de fonds...) Jouve, (1987). Ces recommandations se résument comme suit :

- a. **mieux prendre en compte les conditions réelles de la production agricole** dans la définition des programmes de recherche et de développement. En particulier, mieux tenir compte de la diversité des conditions et modalités d'exploitation du milieu par les communautés rurales.
- b. **considérer que changements techniques et changements économiques et sociaux** sont complémentaires et en étroite interaction. Ceci se traduit par la nécessité de prendre en compte dans la définition et la mise au point des innovations techniques et technologiques que l'on souhaite promouvoir, les conditions sociales et économiques de leur appropriation par les producteurs.
- c. **toute transformation des conditions et modalités d'exploitation du milieu rural** nécessite l'adhésion des producteurs qui ont en charge cette exploitation. Ce sont eux en dernière instance les décideurs. Leur association à la conception, l'exécution et l'évaluation des programmes et projets de développement rural est donc indispensable. Mais, au delà de la simple déclaration de principe, on doit aider les agriculteurs à s'organiser pour qu'ils puissent effectivement prendre plus de responsabilité dans les processus de développement. C'est pourquoi, il faut substituer à la démarche traditionnelle qualifiée de linéaire et descendante une relation triangulaire réciproque entre les trois principaux collaborateurs du développement que sont les producteurs, les chercheurs et les développeurs ou vulgarisateurs ; acteurs de la recherche développement tel que le montre ( R. Tourte et R. Billaz) par les schémas ci-après :

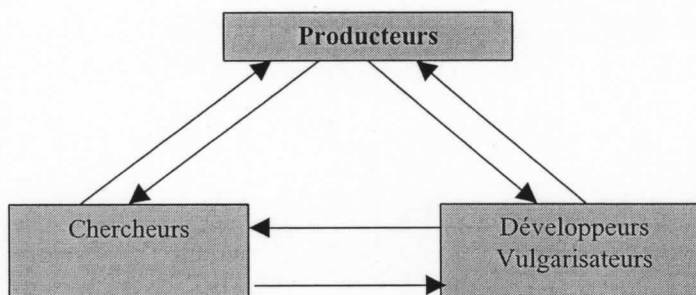


## Schémas N° 1 et 2 : les différents types de relation utilisés dans la recherche agricole

### Relation traditionnelle ascendante



### Relation triangulaire réciproque



## 1.2 Définitions de la démarche systémique

**La démarche systémique est une démarche synthétique et compréhensive** qui donne la primauté à l'étude des relations entre les éléments d'un système de production ou de culture et entre ceux-ci et leur environnement. Elle est la plus adaptée à l'étude des réalités qui résultent d'interactions entre de nombreuses composantes groupées sous l'appellation de "systèmes complexes", contrairement à la démarche analytique qui est destinée à l'identification, à la description et au classement des phénomènes étudiés.

**La démarche systémique constitue une méthode d'étude à caractère général** utilisée par plusieurs disciplines. Appliquée à l'étude et à l'amélioration des modes d'exploitation agricole du milieu, elle permet de définir des objets d'étude comme les systèmes de culture et d'élevage, les systèmes de production et les systèmes agraires.

La création au cours de ces dernières décennies de programmes chargés de l'étude des systèmes au sein des instituts de recherche, montre que ces systèmes doivent être considérés comme des objets de recherche aussi légitimes que l'étude des sols ou l'amélioration variétale des plantes cultivées.

Plusieurs appellations ont été attribuées à ce type de recherche (Division de Recherche sur les Systèmes de Production Rurale à l'IER au Mali, Département de Recherche sur les systèmes de Production et le Transfert de Technologies à l'ISRA au Sénégal, Programme Recherche Système en Guinée, Département des Systèmes Agraires au CIRAD en France, etc.). Mais la plus courante de ces recherches est la Recherche sur les Systèmes de Production (RSP) qui met l'accent sur le niveau d'organisation où se prennent les décisions en ce qui concerne l'exploitation agricole.

Cette diversité d'appellation reflète la grande diversité des types et méthodes de recherche entre les deux types d'école : l'école française (CIRAD, INRA, ORSTOM) et l'école anglo-saxonne (CIMMYT, MSU, FSSP). Les différences de démarche entre ces écoles peuvent paraître grandes et faire croire à une opposition. Mais depuis quelques temps, grâce à la coopération scientifique entre pays et institutions, une certaine unification des méthodes ou du moins des objectifs a eu lieu en ce qui concerne les recherches sur les systèmes de production. Une déclaration récente des centres internationaux de recherche agronomique (CIRA) tend à établir un consensus sur les caractéristiques de base de cette recherche sur les systèmes de production considérée comme :

- une recherche finalisée par la résolution des problèmes des agriculteurs qui reconnaît explicitement le paysan et les autres acteurs du secteur agricole, comme les "clients" les plus importants des systèmes de recherche agronomique ;
- une recherche qui prend en compte les interactions entre les différents sous-systèmes de production et qui souvent intéressent plusieurs productions ;
- une recherche basée sur une approche pluridisciplinaire nécessitant une collaboration étroite entre les spécialistes des sciences techniques (physiques, et biologiques) et des sciences sociales.

### **1.3 Les étapes de l'approche systémique**

Les étapes d'une recherche globale sont quel que soit le niveau d'organisation auquel on s'adresse de quatre ordres :

- 1- **d'écrire ces différents systèmes** tels qu'ils se présentent en milieu rural, en vue de mieux connaître les pratiques adoptées par les agriculteurs, en complément des informations qu'on a le plus souvent sur les conditions physiques, biologiques et sociales du milieu et les caractéristiques élémentaires des systèmes de production ;

- 2- **comprendre leur fonctionnement** c'est-à-dire identifier les raisons qui sont à l'origine des décisions des pratiques des agriculteurs qui déterminent le fonctionnement des systèmes considérés. La réalisation de cette étape fait forcément appel à une collaboration entre chercheurs agronomes et chercheurs sociologues étant donné que les motivations qui sont à l'origine des pratiques paysannes sont non seulement techniques , mais aussi économiques, sociales et culturelles ;
- 3- **juger de l'efficacité de ce fonctionnement** à travers la compréhension de la rationalité qui existe entre les choix faits par les agriculteurs et les moyens qu'ils disposent face aux contraintes qu'ils subissent. Cette phase nécessite aussi le travail d'une équipe multidisciplinaire afin d'aborder les problèmes d'ordre agronomique, économique et sociologique relatif au fonctionnement des exploitations ;
- 4- **expérimenter et proposer des améliorations** aux systèmes existants ; l'expérimentation d'innovations techniques doit pouvoir appuyer les travaux de description, de compréhension et de jugement antérieurement exécutés. Elle sera donc conçue en fonction :
  - ✓ des objectifs des agriculteurs et de leurs moyens de production ;
  - ✓ des orientations de la politique nationale ou régionale de développement rural ;
  - ✓ des potentialités du milieu physique ;
  - ✓ des acquis techniques et références fournis par la recherche thématique ;
  - ✓ de la valorisation des expériences paysannes dans la zone .

#### **1.4 Relations entre approche systémique et recherche thématique**

La recherche sur les systèmes de production et la recherche thématique sont deux types de recherche qui se complètent mutuellement. La première valorise les acquis de la seconde en cherchant à les intégrer dans la construction de nouveaux systèmes qui soient mieux adaptés aux exigences du développement et aux besoins des agriculteurs.

Lorsque ces acquis sont inexistantes, ou inadaptés, elle suscite les recherches thématiques nécessaires à l'élaboration de ces nouveaux systèmes. De façon générale, elle identifie et hiérarchise les contraintes qui limitent la production, et contribue ainsi à l'orientation des programmes de recherches thématiques. Mais généralement, la faiblesse des possibilités d'analyse et de jugement des systèmes d'exploitation agricole et le non recours à des méthodes rigoureuses de jugement des pratiques paysannes sont à l'origine du caractère souvent

superficiel et essentiellement descriptif de beaucoup de recherches sur les systèmes de production, ce qui contribue à leur dévaluation.

En conclusion de cette partie, retenons les points suivants:

- l'approche systémique appliquée à l'agriculture ne constitue pas une science nouvelle, mais une démarche qui vise à intégrer les différents points de vue à prendre en compte pour comprendre et améliorer l'exploitation agricole;
- elle trouve sa concrétisation dans la définition d'objets d'étude nouveaux que sont les systèmes de culture et d'élevage, les systèmes de production et les systèmes agraires;
- les recherches concernant ces nouveaux objets d'étude sont de nature pluridisciplinaire et nécessitent l'association des sciences agronomiques et des sciences sociales. Ces recherches sont finalisées par l'amélioration des systèmes de production;
- ces recherches valorisent les pratiques et le savoir faire des agriculteurs en faisant la base de l'étude et de l'amélioration des modes d'exploitation du milieu;
- l'analyse des systèmes agricoles constitue le fonctionnement du diagnostic du milieu rural qui est le préalable à toute opération de recherche-développement.

## **II La Démarche Recherche-Développement**

La recherche-développement est une démarche relativement nouvelle en agronomie, et la diversité de ses modes d'application est à l'origine d'une certaine confusion concernant le sens qu'on lui donne. Son application dans l'industrie est par contre plus ancienne et pose de ce fait moins de problèmes.

### **2.1 Définition de la recherche-développement**

La recherche-développement peut se définir comme: "l'expérimentation en vraie grandeur et en concertation étroite avec les agriculteurs des améliorations techniques, économiques et sociales et organisationnelles de leurs systèmes de production et des modalités de gestion de leurs ressources".

## 2.2 Les étapes de la mise en œuvre de la recherche-développement

On peut noter trois principales phases dans la mise en œuvre de la démarche recherche-développement qui sont:

- l'analyse et le diagnostic du milieu rural : elle est basée sur l'analyse des différents niveaux d'organisation du milieu rural en partant de la région à la parcelle, afin de pouvoir stratifier un niveau d'étude particulier (parcelles par exemple) en fonction du niveau d'organisation supérieur (exploitation). Elle peut ainsi permettre d'extrapoler les résultats sur l'ensemble de la zone d'étude ;
- l'expérimentation et la mise au point des innovations techniques et organisationnelles : cette phase d'expérimentation concerne aussi bien les changements technologiques que les changements socio-économiques et organisationnels, car c'est seulement en combinant ces deux types de changement que l'on peut améliorer réellement le fonctionnement des systèmes de production. Afin d'éviter de voir la phase de d'analyse se prolonger, il faut le plus vite passer à l'action pour montrer rapidement aux paysans la finalité de l'opération de recherche de développement. Il convient particulièrement d'associer les paysans à l'ensemble du processus d'expérimentation, ceci suppose des échanges confiants avec eux qui ont été chargés d'apprécier les conclusions des diagnostics en vue de l'orientation de l'ensemble des activités ;
- la diffusion et l'appropriation par les agriculteurs de ces innovations : la phase d'expérimentation que nous venons de présenter est forcément limitée dans l'espace à **quelques villages choisis comme étant représentatifs de situations agricoles plus vastes.**

Malheureusement, les sites souvent choisis sont généralement situés en bordure de route pour des problèmes d'accessibilité. Ce mauvais choix des sites pourrait affecter largement leur représentativité de l'ensemble de la zone où ils sont situés. Ceci étant, si l'opération de recherche-développement se limite à ces seuls sites (quelques villages sur plusieurs centaines dans la zone d'intervention), la démarche de recherche-développement ne peut avoir d'impact significatif au niveau régional, d'où la nécessité de **se préoccuper très tôt de l'extension des résultats obtenus sur les sites vers le plus grand nombre de producteurs.**

Le transfert des méthodes et connaissances relatives au milieu rural est donc à organiser prioritairement pour les agents de développement rural sous forme de sessions d'application



sur le terrain, leur permettant de mettre en pratique des outils et méthodes d'élaboration et de transfert des technologies existantes.

L'importance doit être donnée aux conditions d'intégration et d'assimilation des progrès techniques en insistant sur les besoins en communication et en formation car, face aux difficultés manifestées par les producteurs (ou un certain types de producteurs) dans l'identification de leurs problèmes ou plus exactement dans la traduction de ces problèmes en demandes à la recherche, dans l'adaptation des systèmes de production pour intégrer les technologies produites par la recherche, la recherche et la vulgarisation jouent un grand rôle.

La recherche et la vulgarisation doivent expliciter les choix des agriculteurs face à la complexité des situations agricoles, procéder à l'intégration des aspects techniques et sociaux, et à l'articulation entre les différentes échelles.

Pour ce faire, la vulgarisation apparaît ainsi comme un moyen indispensable pour faire comprendre la nécessité et l'intérêt de la modernisation. C'est pour cette raison que les auteurs comme Schutz (1961) et Benor (1988) ont recommandé de renforcer l'efficacité de la vulgarisation à destination des petits producteurs.

L'existence de liaison entre les institutions de recherche agronomique et leur clientèle agriculteurs et agences de transfert de technologies revêt une importance capitale pour un développement et une diffusion réels des technologies. Les liens directs avec les agriculteurs, établis par le biais de la recherche en milieu réel, garantissent l'adéquation de la recherche et un retour rapide d'information.

L'objectif à atteindre est donc de préparer des lignes directrices à l'intention des gestionnaires de la recherche, sur les moyens d'intégrer la recherche en milieu réel à travers l'expérimentation en milieu paysan (EMP) qui demeure un passage obligé des résultats de la recherche vers les consommateurs.

### **III L'expérimentation en milieu paysan (EMP)**

L'EMP est la démarche utilisée par les chercheurs pour concrétiser les deux précédentes ; la recherche système et la recherche-développement. De Ponteves et Jouve, (1990) lui donnent les deux définitions suivantes :

- 1) L'EMP correspond à une mise au point d'innovations techniques qui soient mieux adoptées par les paysans car elles s'intègrent plus facilement aux systèmes de production existants. En tant que tel, ces innovations répondent ainsi mieux à l'attente des paysans. Elles conduisent aussi à surmonter les principales contraintes de production rencontrées par les producteurs, sans en créer de nouvelles.
- 2) L'EMP est une expérimentation dans les conditions de la pratique paysanne, des améliorations possibles des modes et conditions d'exploitation agricole et de mise en valeurs du milieu afin d'en évaluer les effets techniques, économiques et sociaux sur le fonctionnement des exploitations.

On a parfois tendance à confondre l'expérimentation en milieu paysan (EMP) et l'expérimentation multilocale, mais P.JOUE (1989), définit l'expérimentation multilocale comme celle qui "vise généralement à tester dans des conditions pédoclimatiques différentes, l'efficience de telle ou telle amélioration culturale ou variétale préalablement expérimentée en station". Ce type d'expérimentation peut aussi être appelé essai en milieu semi-contrôlé ; tandis que l'expérimentation en milieu paysan consiste à tester ou à expérimenter des technologies dans les conditions réelles du milieu paysan.

Nous privilégierons donc l'EMP qui part de l'identification des problèmes des paysans par le diagnostic concerté sans préjuger dès le départ du programme des thèmes sur lesquels portera l'expérimentation comme dans le cas de la démarche ascendante.

Le rôle des agriculteurs dans l'expérimentation en milieu paysan n'est donc pas neutre et passif et ne se limite pas seulement à fournir le terrain où les chercheurs installent leurs essais, comme c'est souvent le cas pour les expérimentations multilocales. L'EMP ne se fait ainsi pas seulement chez les paysans mais, doit se faire avec eux et pour eux. Dans ces conditions, l'EMP devient un passage obligé de la recherche vers le développement. Elle sera d'autant efficace, qu'elle sera conduite de façon participative, c'est-à-dire intégrant les paysans au diagnostic, à la mise au point d'innovations techniques, à la diffusion et au suivi-évaluation.

### **3.1 Objectifs de l'expérimentation en milieu paysan**

L'EMP d'après Jouve, Ph (1985) a pour objectifs :

- de favoriser le dialogue entre chercheurs, développeurs et paysans ;
- d'identifier les problèmes techniques et sociaux des paysans, de rechercher avec eux des solutions et, d'orienter les programmes de recherche agronomique ;
- de prendre en compte la diversité du milieu naturel et humain ;
- de tester et évaluer la faisabilité technique et sociale des innovations mise au point ;
- d'évaluer leurs impacts sur les systèmes de production paysans.

### **3.2 Démarches de l'expérimentation en milieu paysan**

Elles portent sur :

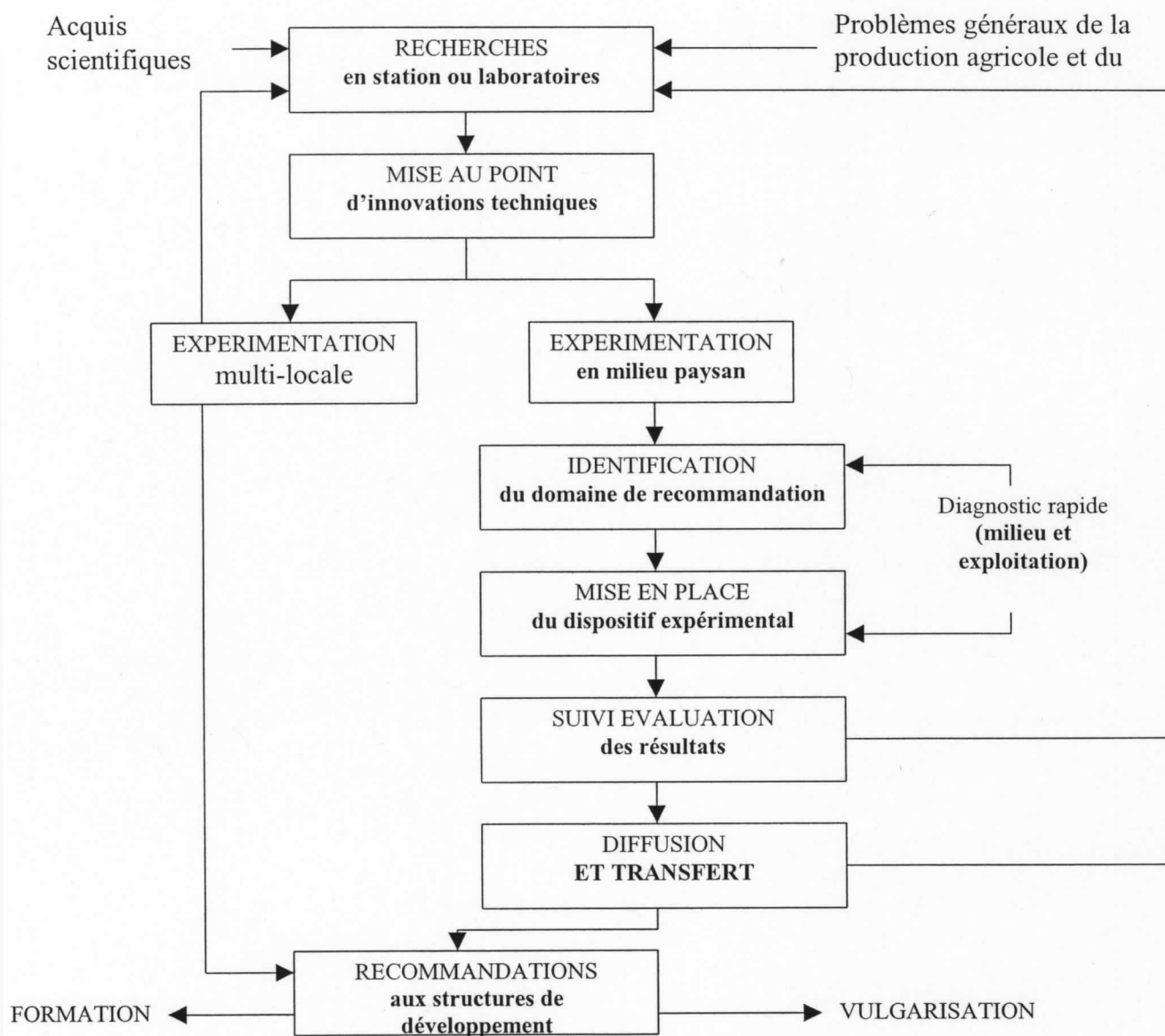
- l'identification des problèmes ;
- la sélection des thèmes de l'expérimentation ;
- le choix des sites et des paysans partenaires ;
- l'élaboration et la réalisation du protocole et des dispositifs expérimentaux ;
- le suivi des essais ;
- leur analyse et interprétation ;
- la valorisation, le transfert et l'appropriation des résultats.

### **3.3 Les différentes modalités de l'expérimentation en milieu paysan**

Les analyses comparées de cas d'EMP ( Gouyon, 1985 ; De Ponteves et Jouve, 1989), cités par Jouve (1990), montrent qu'il existe une grande diversité de façons de conduire une EMP. Selon l'importance accordée aux différents objectifs, on peut distinguer deux grands types d'EMP : celles qui ont pour objectif principal de contribuer au transfert d'innovations techniques élaborées en station, et celles qui au contraire, donnent la priorité à la résolution des problèmes rencontrés par les paysans.

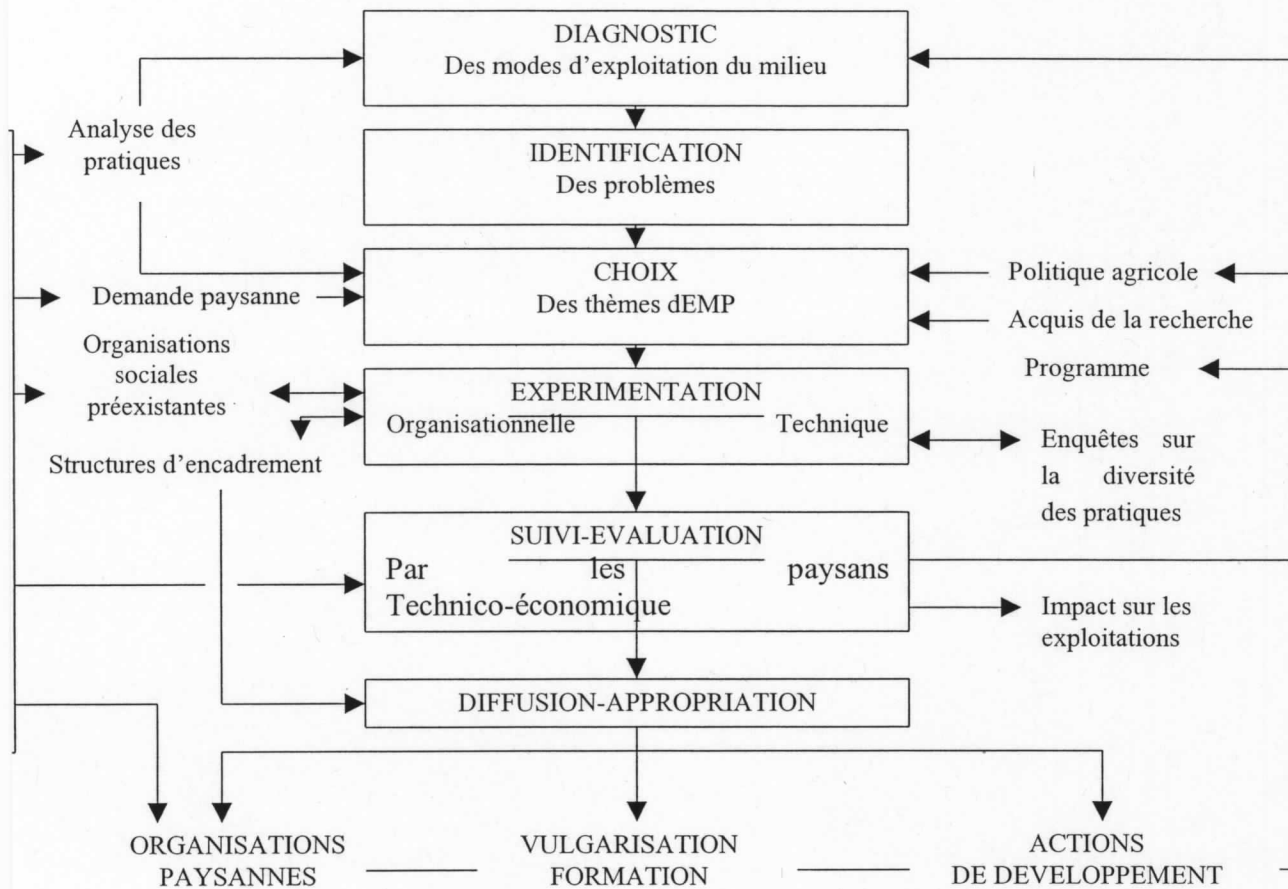
- Le premier type est une démarche générale de transfert de technologie (TT) qui va de la station ou du laboratoire vers le milieu paysan et que l'on peut qualifier de descendante ;

**Schéma N° 3 Type de Transfert descendantde technologie Jouve Ph., (1990)**



Le deuxième type part de l'identification des problèmes des paysans par le diagnostic et la participation paysanne (DPP) sans préjuger de ceux sur lesquels va porter l'expérimentation ; c'est la démarche ascendante.

- Schéma N° 4 Type de Diagnostic et participation paysanne Jouve Ph., (1990)



Les problèmes à résoudre peuvent être de nature très variée et concerner soit des processus techniques de production, soit les conditions socio-économiques de cette production. De ce fait, cette EMP nécessite une approche pluridisciplinaire et intégrée.

Dans le premier type, le rôle joué par les recherches systèmes se limitait jadis au diagnostic dont la démarche peut se résumer de la façon suivante : à partir de liste de critères agro-écologiques, socio-économiques et techniques propres aux exploitations, faire émerger les contraintes et les atouts de la zone étudiée, regrouper les exploitations en des ensembles homogènes, appelés “domaines de recommandation”. Ceux-ci sont des groupes d'exploitations dont les conditions agro-économiques et techniques sont à peu près analogues et permettent de leur faire bénéficier des mêmes conseils (Harrington, Tripp, 1984)

Le deuxième type semble être celui qui s'accommode le mieux à la recherche participative (centre d'intérêt de la présente étude.) ; car pour que les expérimentations en milieux paysans conduisent à la réponse aux problèmes posés par les producteurs, il faut que ces derniers soient impliqués tant dans la conceptions que dans la réalisation des thèmes à expérimenter.



## **IV La Recherche Participative**

La notion de participation (mot à la mode), est aujourd'hui devenu incontournable dans les actions de recherche et de développement. Cependant, la participation est un concept flou du fait qu'elle peut avoir plusieurs sens : la participation passive et la participation active.

Pour Debouvry (1994), la participation passive peut être conçue comme une action matérielle, dictée par les cadres d'un projet et réalisée par une population en échange d'un transfert technique. Elle peut aussi être définie comme un engagement financier local. C'est alors le fait de prendre part à une action, sans aucun pouvoir sur elle, qui guide la démarche.

Quant à La participation active, elle peut être explicitement invoquée par un projet comme une forme particulière de communication, d'échange ou comme une expertise de la négociation. La population considérée est ainsi perçue comme un groupe actif, qui prend part à une action, à un ensemble de décision, en vertu d'un pouvoir propre.

La participation est à l'heure actuelle une préoccupation des institutions de recherche et de développement ; car elle consiste à préparer, accompagner et favoriser l'appropriation des résultats des projets, donc des innovations proposées. Cette appropriation provoque une certaine remise en question des méthodes de travail et d'intervention des différents organismes de développement et nécessite de se préoccuper de la mobilisation, de l'insertion des populations cibles à l'élaboration des outils méthodologiques et à la mise en route des projets. Or, les conditions sociales de l'activité agricole ont souvent été négligées au profit d'une vision techniciste de l'agriculture (Kleitz, 1995).

### **4.1 Les différents types de recherche participative agricole**

Il existe de nombreux types de recherche participative utilisés dans le développement agricole, avec aussi de nombreuses interprétations du concept de participation. Farrington J. et Martin A., 1988 ont différencié le concept suivant le stade de la recherche et de la vulgarisation à laquelle se fait la participation ou en fonction du type d'interaction. A un extrême, la notion ne diffère que peu du modèle de transfert conventionnel de technologie "top-down" : l'agriculteur se contente de donner son avis sur le bagage technologique peu avant sa vulgarisation, avec un léger pouvoir de modification.

A un autre extrême, la recherche implique l'agriculteur dans la définition des besoins, le programme de recherche, les essais et évaluations. Le chercheur adopte les méthodes de recherche de l'agriculteur et agit comme un catalyseur, en guidant et encourageant les agriculteurs à développer leurs propres programmes de recherche (Chambers et al, 1985).

Les différentes formes de recherche participative selon Marc. P. Lammerink et Ivan Wolffers (1998) vont de la participation en tant que premier pas vers un profond changement politique à la participation afin d'obtenir des données fiables, de la sensibilisation des populations pour les amener à coopérer dans le cadre d'un programme jusqu'à un plus grand contrôle de leurs ressources.

La recherche participative connaît de nombreuses modalités : elle peut être orientée vers l'action et mise en place par la communauté (ou par une ONG ou une organisation gouvernementale qui agit comme catalyseur), la communauté définissant les priorités et restant engagée durant l'ensemble du processus, y compris lors de l'analyse des données et de la formation d'un plan d'action.

La recherche participative peut également être plus verticale, un chercheur ou une institution de recherche prenant alors l'initiative de contacter la communauté afin de faciliter ses recherches comme il en a été en Guinée dans les années 1991 à 1999 dans l'expérimentation en milieu paysan (version UEP).

Ces deux formes de recherche sont différentes par leurs caractères. C'est pourquoi certains projets de recherche peuvent être très différents de ce qui est le plus nécessaire en matière de développement.

Faire de la recherche participative est peut être plus une attitude qu'une méthode. Dans ce sens, Rahman écrit que la recherche participative est une philosophie et un style de travail avec les populations pour les encourager à se prendre en charge de manière autonome. Prendre conscience que les gens ont un savoir et une sagesse qui leur sont propres et que ce savoir et cette sagesse doivent être inclus dans le processus de recherche est un premier pas (Lammerink et al, 1998).

A partir du moment où l'on est disposé à faire de la recherche participative, il peut être utile d'examiner comment d'autres chercheurs, des ONG, des gouvernements ou des mouvements populaires ont effectué une telle recherche.

Ainsi, Biggs, (1989) distingue quatre types de participation des agriculteurs : contractuelle, consultative, collaborative et collégiale.

- **Contractuelle** : les chercheurs passent un contrat avec les agriculteurs afin de pouvoir utiliser leurs terres ou avoir recours à leurs services. C'est le cas de certaines formes d'expérimentation en milieu paysan.
- **Consultative** : les chercheurs consultent les agriculteurs au sujet de leurs problèmes, puis élaborent des solutions ; c'est le type de recherche basée sur le diagnostic externe et transfert verticale (top-down) de nouveautés qui est comparable à la relation " médecin-patient " ; les chercheurs définissent les systèmes d'exploitation agricole et diagnostiquent les problèmes prioritaires par le truchement d'enquêtes formelles et informelles. A la lumière des résultats, ils conçoivent les expériences qui devront leur permettre de tester plusieurs solutions ou d'affiner leur compréhension des contraintes. L'accent est mis sur l'adaptation de la technologie au contexte agro-écologique et socio-économique des agriculteurs. Les exploitants sont principalement impliqués au cours du diagnostic et, ultérieurement, lors de l'évaluation des solutions proposées.
- **Collaborative** : chercheurs et agriculteurs collaborent au processus de recherche en tant que partenaires. Cette option, suppose une interaction plus intensive et continue. Les chercheurs tirent profit des connaissances et des expériences des agriculteurs pour résoudre les contraintes identifiées. Des réunions sont organisées régulièrement entre les agriculteurs et les chercheurs dans le mieux comprendre les pratiques culturelles courantes, de définir les problèmes de recherche prioritaires, d'élaborer des solutions potentielles, d'évaluer le progrès accompli et d'examiner conjointement les acquis ;
- **Collégiale** : les chercheurs renforcent le système de recherche et de développement informel et indépendant qui existe dans les zones rurales. Il s'agit ici d'accroître la capacité des exploitants à entreprendre des recherches de leur propre chef et à solliciter des informations et des services de la part du système officiel de recherche. Ce mode de

participation, qui est couramment utilisé avec les producteurs commerciaux, est rarement étendu aux paysans à revenu modeste.

**L'approche coopérative et l'approche collégiale** de la recherche participative forment un contraste net avec **l'approche contractuelle** plus conventionnelle, dans laquelle les membres de la communauté sont traités comme des sujets passifs, tandis que dans la recherche coopérative, et plus encore dans la recherche collégiale, quelques membres de la communauté étudiée collaborent activement avec la chercheur professionnel tout au long du processus de recherche, depuis l'organisation initiale de la recherche jusqu'à la présentation des résultats et la discussion de leur implication pratique. En Guinée, au PES de Kpaya, un comité de paysans a été constitué pour participer aux travaux de recherche auprès des chercheurs.

D'un point de vue idéal, la recherche participative est menée avec la population, pour elle, et non à son sujet. Ainsi la mise en place d'un projet de recherche participative peut démarrer par un processus d'émancipation de la communauté qui demande à ce que les ressources (y compris la Recherche) soient gérées en fonction de ses besoins et de ses priorités.

En résumé, disons qu'il existe deux sortes de méthode : la **recherche participative active** (collaborative et collégiale) et la **recherche participative passive** (contractuelle et conventionnelle.) La première consiste en une mobilisation sociale (introduite généralement par des organisations politiques ou des ONG) par laquelle la communauté développe ses compétences et accède aux connaissances qui lui permettent d'être impliquée dans le processus de décision. La seconde consiste pour les chercheurs à trouver la meilleure manière d'impliquer les populations dans le développement de la communauté (Farrington et al, 1993), cité par J. Guilhaume (1997) considère que les quatre types identifiés par Biggs caractérisent la profondeur de la participation, de superficielle à approfondie, et distingue ce critère de celui de l'étendue de la participation (quels secteurs et à quelles étapes du projet de recherche). Les auteurs insistent sur les domaines organisationnels, en soulignant le fait que les niveaux significatifs de participation impliquent généralement une **approche collective plutôt qu'individuelle**.

Les critères de l'introduction des méthodes participatives dans la recherche dépendent de l'environnement socio-économique régional et national, des conditions économiques des agriculteurs, mais également de l'institution qui prend l'initiative d'appliquer ces méthodes.

Autrement dit, ces diverses options ne s'excluent pas mutuellement. A chaque cadre institutionnel, objectif ou problème de recherche correspond un mode de participation approprié ; les chercheurs combineront plusieurs options ou les utiliseront successivement. La participation consultative est moins intensive que les participations associative ou collégiale. Elle convient généralement mieux aux régions pour lesquelles les chercheurs possèdent déjà une bonne perception des conditions agroclimatiques fondamentales et pensent détenir des technologies qui, après une mise au point éventuelle, pourront résoudre des problèmes. Ce type de participation prévoit la prise en charge de la technologie par les agriculteurs qui, confirment son adaptabilité aux conditions locales (Ashby, 1990 ; Biggs, 1989).

Par contre, les participations collaborative et collégiale sont souvent plus efficaces lorsque les problèmes agro-écologiques et techniques sont mal appréhendés et lorsque les interactions avec les systèmes de production sont empreintes de complexité. Il en est de même si les chercheurs estiment que l'élaboration de nouvelles techniques est nécessaire à la levée des contraintes. Ces options sont également privilégiées par les programmes de recherche qui ont besoin d'assurer un suivi de routine et de collecter des données sur l'environnement paysan ; tel est le cas des programmes de recherche sur l'élevage et la protection contre les ravageurs (Biggs, 1989; Merrill-Sand et al., 1990)...

#### **4.2 Quelques éléments concrets de recherche participative dans le monde**

De nombreux systèmes nationaux de recherche agricole ont entrepris il y a quelques dizaines d'années, des efforts considérables dans le domaine des recherches en milieu réel axées sur les producteurs. Ces activités visent à concevoir des techniques adaptées aux conditions agro-écologiques très diversifiées, et souvent marginales, des petits exploitants à faibles ressources ou même sans ressources.

Des progrès notables ont sans doute été réalisés dans l'élaboration de méthodes pratiques et efficaces destinées à la recherche en milieu paysan. Toutefois, l'utilisation de ces méthodes s'est souvent heurtée à des difficultés d'ordre institutionnel (problèmes inhérents à la politique, l'organisation, la gestion et le personnel de recherche) ou à un manque d'appui logistique aux activités en place.



Il n'y a donc pas d'approche unique pour l'établissement de liaisons efficaces entre les institutions de recherche agronomique, les développeurs et les producteurs. Chaque institution s'insère dans un contexte qui lui est propre.

Plusieurs expériences en matière de recherche participative en milieu réel existent à travers le monde. Nous avons sélectionné quelques unes (cf annexe) pour servir d'exemples. Un rapprochement peut être fait entre ces exemples et la façon dont la démarche guinéenne est conduite par les différentes équipes de recherche système.

## PARTIE B : LA DEMARCHE GUINEENNE ACTUELLE DE RECHERCHE PARTICIPATIVE « LE VILLAGE D'ETUDE »

Cette seconde partie du travail nous montre comment les responsables guinéens de la recherche et de la vulgarisation, en s'appuyant sur les expériences précédentes sont entrain de mettre en œuvre leur nouvelle démarche de recherche participative. Elle présente tout d'abord la démarche en la définissant et en donnant les raisons de sa création avant de passer aux différentes étapes de sa conduite. Elle se termine par notre réflexion en ce qui concerne les avantages et les inconvénients de cette démarche et par la façon dont elle a été conduite dans les centres.

Comme nous l'avons signalé plus haut, les rapports des différentes missions effectuées par Stoop et collaborateurs en avril 1998, août 1999, décembre 1999 et le guide relatifs à la mise sur pied de la démarche village d'étude, nous permis de présenter la démarche telle qu'elle a été conçue par ses auteurs.

### 1.1 Qu'est-ce que c'est que la démarche village d'étude ?

L'approche village d'étude selon ses auteurs cités plus haut, est une démarche de recherche participative associant les approches systémique et participative fondées sur le dialogue continu entre producteurs et les chercheurs avec les autres acteurs du développement. C'est un cadre d'organisation des producteurs et des acteurs de développement pour faciliter ces dialogues.

Ces approches cherchent à associer les producteurs dans les actions de production et de transfert de technologies, et parallèlement, de procéder à la formation sur le terrain des partenaires, elles contribuent à améliorer progressivement le savoir-faire et les conditions de vie des participants. Elles permettent aussi à la recherche et à la vulgarisation de mieux apprécier les atouts et les faiblesses des systèmes locaux, de vérifier et d'adapter les nouvelles technologies.

## **1.2 Justification de la démarche village d'étude**

Toute intervention, selon Clouet Y., et al., (1995) qui s'exerce dans un espace géographique et social réduit, peut être appréhendée et maîtrisée par l'ensemble des acteurs locaux. Ainsi, le village semble pour Stoop et al., (1999), le niveau le plus bas et le plus gérable pour démarrer plusieurs types de recherche en milieu réel, y compris la recherche-action). Trois composantes essentielles d'un système agricole y sont réunies :

- le territoire villageois (les champs, les pâturages, les eaux et les forêts) constitue l'ensemble des ressources naturelles disponibles aux villageois ; n'importe quel type d'exploitation est donc impliqué dans sa gestion ;
- la communauté villageoise, constituée par ces différents types d'exploitations (des grands aux petits et des riches aux pauvres) ;
- les organisations villageoises et les institutions externes intervenant au village (les partenaires du développement, comme le SNPRV, les ONG et projets, etc.).

Le niveau village représente donc en même temps l'opportunité de créer des groupes de producteurs expérimentateurs, ainsi que des partenariats entre les acteurs de développement. Les éléments clés de l'approche village d'étude peuvent être :

- sa perspective participative ;
- l'organisation en groupement de producteurs (expérimentateurs) ;
- la création de partenariats entre les acteurs de développement, qui sont impliqués déjà dans le village d'étude.

## **1.3 Les étapes de la mise en œuvre du village d'étude**

La recherche en milieu réel d'après Mutsaers et al., (1997) cité par (Stoop et al., 1999), repose sur trois composantes principales :

- la compréhension claire des conditions rurales et du fonctionnement des exploitations, y compris une appréciation des stratégies de production des paysans ;
- le choix et le développement des innovations, en collaboration étroite avec les producteurs, suivis d'une expérimentation de ces innovations en milieu réel ;

- l'évaluation de la performance des innovations et le suivi de l'adoption, et/ou une analyse des causes de la non adoption.

### **1.3.1 Caractérisation globale des évolutions agricoles actuelles pour mieux orienter les besoins et les priorités en recherche**

Pour mieux orienter la recherche en milieu réel, il est important de savoir quelles sont les principales évolutions agricoles en cours dans la zone ou sous zone d'intervention. Un des facteurs les plus importants de cette évolution est la pression démographique locale. Car, plus cette pression augmente, plus la population est obligée de modifier son système de production, et plus la pression sur les ressources naturelles est importante, affectant ainsi la durabilité des systèmes.

### **1.3.2 Le zonage régional, ses contributions à l'identification des contraintes et au choix des grands axes de recherche en milieu réel**

Le zonage agroécologique des quatre régions de la Guinée est à réaliser par la composante système d'information géographique (SIG) des équipes de recherche/système des centres. Il permet de visualiser globalement et de déterminer les zones pertinentes pour le développement agricole. Par exemple, la combinaison des informations bio-physiques (topographie, altitude, sols, climat/pluviométrie et température, la végétation), avec les informations socio-économiques (densité de population, productions agricoles). Il peut donner des informations indispensables à l'orientation des travaux de recherche.

En tant que tel, le SIG est un outil nécessaire aux programmes R/S des CRA (centres de recherche agronomique) pour visualiser les potentiels agricoles et les contraintes majeures des régions permettant ainsi aux centres de s'exprimer globalement sur les possibilités et les limites d'extrapolation des résultats de recherche vers les zones similaires, et partant, donner des idées sur la représentativité des villages d'étude.

### **1.3.3 L'identification et la sélection des villages d'étude**

Le choix des villages d'étude doit se faire suite à un diagnostic participatif réalisé par une équipe composée des principaux partenaires que sont : la recherche, la vulgarisation, les

producteurs et éventuellement autres acteurs. Ce choix est raisonné et fondé sur des critères discriminants :

- l'accessibilité en toute saison ;
- la proximité de nombreux villages voisins, mais surtout du centre de recherche ;
- la motivation de la communauté villageoise pour sa participation à la recherche ;
- la taille du village doit être moyenne afin de faciliter les contacts ;
- la présence des autres acteurs de développement.

#### **1.3.4 Implication des villageois dans les activités à entreprendre**

Après la sélection du village d'étude, la première opération à entreprendre consiste à impliquer les villageois et principalement leurs autorités en leur expliquant en détail les objectifs et les conditions d'intervention, les responsabiliser dans toutes les interventions organisationnelles et techniques, et définir clairement le rôle qui les incombe dans ce processus. La seconde opération, devrait être l'organisation des producteurs en groupements ; afin de favoriser la majorité de la communauté villageoise à accéder aux résultats de la recherche. Ainsi, les groupements serviront de point de contact privilégié entre la recherche, les villageois et les autres acteurs, et de ce fait, ils pourraient sans doute jouer un rôle important de communication avec les communautés des villages voisins.

#### **1.3.5 Caractérisation globale du village d'étude et catégorisation des exploitations**

Elles font partie des premières activités à mener dans le VE, avec pour but principal d'établir une carte du territoire, d'inventorier et de catégoriser globalement toutes les exploitations ; ceci pouvant faciliter une sélection raisonnée des producteurs expérimentateurs, et constituer une base de données à partir de laquelle on pourra suivre l'adoption et l'impact des interventions.

L'inventaire des exploitations permet aux chercheurs de mieux connaître les ressources disponibles du village, mais aussi la diversité existant entre les exploitations ; ces deux critères (disponibilité des ressources et diversité des exploitations) étant indispensable au processus d'identification et de sélection des paysans expérimentateurs, ou des exploitations à étudier plus profondément.

Le modèle de fiche pour réaliser ces opérations comportera des paramètres bien connus comme :

- le nombre de personnes et d'actifs par exploitation ;
- la disponibilité en différents types de terre (bas-fond, coteau, plaine, plateau) par exploitation ;
- les types d'animaux et/ou de cultures ;
- les sources de revenu de l'exploitation ;
- la main d'œuvre (familiale ou salariée).

La catégorisation doit aussi être légère et facile à comprendre et à gérer. Pour ce faire, ne retenir que trois à quatre types d'exploitation :

- type A, composé de grosses exploitations possédant beaucoup d'actifs, tous les types de terrain, des cultures de rente et plusieurs sources de revenu ;
- type B, ce sont des exploitations moyennes avec 4 à 5 actifs, et ayant tous les types de terrain, des cultures de rente et plusieurs sources de revenu ;
- le type C, ce sont aussi des exploitations de taille moyenne avec 4 à 5 actifs, mais ne possédant pas tous les types de terrain, peu de sources de revenu ;
- le type D, comprend les exploitations de petite taille de 3 ou moins d'actifs, n'ayant pas tous les types de terre, et un nombre réduit de sources de revenu (souvent des exploitations de subsistance).

Chaque type diffère des autres par ses potentialités et ses contraintes, et partant, nécessite des solutions particulières sachant que la capacité d'adoption des technologies proposées varie aussi d'un type à l'autre.

Cette catégorisation doit être faite en concertation entre les chercheurs et leurs partenaires afin de produire des informations fiables sur les problématiques et les dynamiques agricoles du village. Ces informations compléteront celles fournies par les précédents travaux.

### **1.3.6 Sélection des producteurs expérimentateurs**

Il n'est pas évident pour la recherche de travailler avec tous les producteurs d'un village ; c'est pourquoi, une sélection raisonnée des producteurs est nécessaire. Cette sélection doit toucher les femmes et les hommes étant donné que leurs intérêts sont souvent différents. Il est



donc préférable de constituer des groupes séparés sur la base d'un volontariat manifesté par les adhérents.

Le choix des producteurs doit couvrir la diversité des types d'exploitation rencontrés, ce qui implique qu'il ne faut pas abandonner totalement les paysans isolés dont certains peuvent être plus progressistes capables de servir de paysans pilotes ou de leaders.

### **1.3.7 L'élaboration de convention de collaboration entre la recherche et le village d'étude**

Les équipes R/S doivent rédiger chacune un projet de convention entre leurs CRA respectifs et les autorités des VE et représentants des différents groupements. Ce projet de convention doit clarifier les objectifs et rôles de chaque partenaire en vue d'éviter des attentes irréalistes des partenaires (paysans) à l'endroit de la recherche. Il peut servir aussi comme modèle pour les autres organismes. Sa diffusion au village doit être élargie à toute la population par écrit, mais essentiellement par voie orale ( voir en annexe, l'exemple de convention de l'équipe R/S de *Sérédou* avec le village d'étude de *Zobromaï*).

### **1.3.8 Les expérimentations**

plusieurs types d'expérimentation sont réalisés par la recherche (Stoop et al. 1999) ; en station ou milieu contrôlé et hors station ou milieu réel.

En ce qui concerne le village d'étude, seuls les essais en milieu réel et en vraie grandeur s'appuyant sur les facteurs principalement socio-économiques devraient être choisis.

Les essais actuellement installés dans les villages d'étude et au PES sont fonction des responsabilités de trois types :

- type 1 : dans ce type, la conception et la gestion tant en station qu'au point d'étude système (PES) sont l'apanage du chercheur ;
- type 2 : ici, la conception est réalisée par le chercheur, alors que la gestion est assurée par le producteur comme c'est le cas au village d'étude de *Touguikhouré* et dans les villages satellites du PES de *Kpaya* ;
- type 3 : là, la conception et la gestion sont effectuées par les producteurs comme prévu dans le village de *Touguikhouré* pour l'an 2000.

### **1.3.9 Les démonstrations**

Les vulgarisateurs quant à eux seront chargés de mener dans les villages deux types de transfert :

- des tests dont la conception est réalisée par le chercheur avec le vulgarisateur et la gestion assurée par le vulgarisateur et producteur ;
- des parcelles de démonstration dont la conception est assurée par le vulgarisateur et la gestion par lui et le producteur.

Après l'analyse des propositions faites par les responsables pour la mise en place de la démarche village, notre premier jugement porte sur les avantages (atouts) et les inconvénients (faiblesses) possibles de cette démarche. Ce jugement, encore prématuré mérite d'être considéré comme une hypothèse à confirmer ou à infirmer en la confrontant aux résultats des enquêtes sur la conduite de la démarche par les différentes équipes et les points de vue des acteurs impliqués ou non.

#### **Atouts de la démarche “ village d'étude ”**

La démarche village d'étude permet à l'IRAG et au SNPRV de concentrer dans un village situé non loin d'un centre de recherche agronomique, leurs moyens techniques et humains en vue de tester les innovations disponibles en station sollicitées par les producteurs ou leurs organisations et les agences de développement (ONG et projets).

La plupart des villages d'étude sont choisis suite à un diagnostic participatif par une équipe composée essentiellement des principaux partenaires que sont : la recherche et la vulgarisation, ce qui peut constituer une base solide de collaboration. Les villages d'études constituent des lieux privilégiés pour l'élaboration et la diffusion participatives des innovations. Ils facilitent la communication avec les paysans ainsi que la collecte de données et la supervision du travail de terrain. Ils facilitent également l'organisation des journées de visite des cultures, de rencontre et de communication des paysans.

Nous convenons ainsi avec Stoop et al., (1998), que l'approche de recherche participative dans les villages d'étude associe les aspects suivants :

- un diagnostic rapide et itératif, permettant la caractérisation globale des systèmes de production et des exploitations et le démarrage rapide des interventions sous forme de recherche-action ;
- une responsabilisation progressive des producteurs et de leurs organisations à toutes les étapes de la démarche ;
- une responsabilisation des autres acteurs du développement présents dans le village, afin qu'ils servent de relais et/ou d'appui pour la diffusion des résultats à une échelle plus large ;
- un apprentissage pour les chercheurs de la recherche/système à adopter un comportement de "facilitation", au lieu d'instruction, et ensuite de transfert progressif de ce comportement aux vulgarisateurs et autres développeurs.

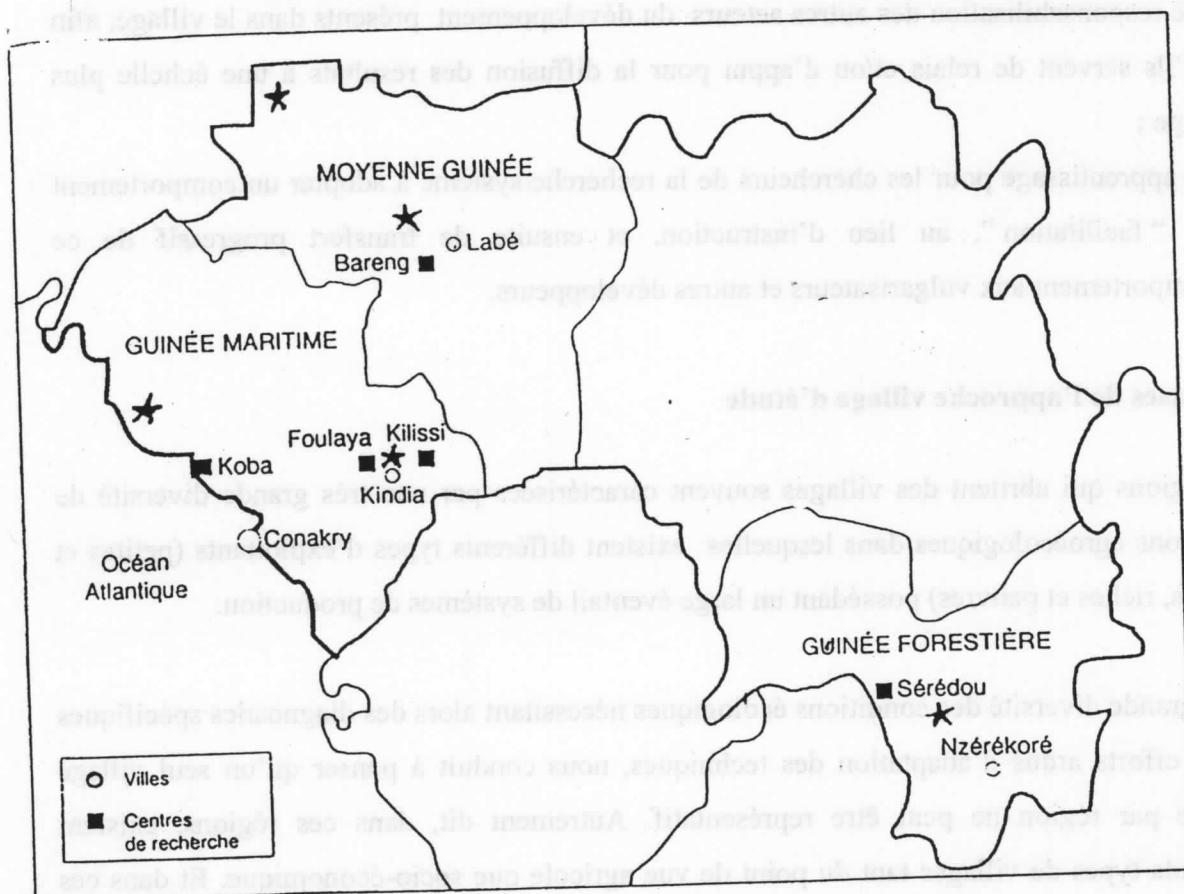
### **Faiblesses de l'approche village d'étude**

Les régions qui abritent des villages souvent caractérisées par une très grande diversité de conditions agroécologiques dans lesquelles existent différents types d'exploitants (petites et grandes, riches et pauvres) possédant un large éventail de systèmes de production.

Cette grande diversité des conditions écologiques nécessitant alors des diagnostics spécifiques et des efforts ardu d'adaptation des techniques, nous conduit à penser qu'un seul village d'étude par région ne peut être représentatif. Autrement dit, dans ces régions, existent différents types de villages tant du point de vue agricole que socio-économique. Et dans ces conditions, la mise au point de technologies adaptées à tous les types d'exploitants semble être très difficile à partir d'un seul village.

Bien que l'esprit qui a conduit l'IRAG à l'initiation par centre régional d'un village d'étude se fonde sur la valorisation de personnel et de moyens restreints, il nous semble que l'évolution des actions du village d'étude risque de prendre du temps et mettre dans une longue attente les développeurs et les producteurs. Il conviendrait donc de ne prendre en compte que quelques spéculations communes à la région et de surseoir à l'expérimentation sur une large gamme de cultures afin d'éviter la surcharge des chercheurs, des vulgarisateurs et même des producteurs du village d'étude.

**Carte Localisation des trois régions couvertes par l'étude**



★ Régions naturelles

Nous allons vérifier ces hypothèses à travers les résultats de nos enquêtes sur les modes de mise en œuvre de la démarche par les différentes équipes dans leurs régions respectives et sur les points de vue des acteurs impliqués ou pas.

## **I. La manière de travailler des centres dans la démarche village d'étude**

Dans ce chapitre, nous commençons par présenter brièvement les caractéristiques agro-socio-économiques, bio-physiques et climatiques des trois régions naturelles couvertes par notre étude sur quatre, avant de passer à leurs différents centres de recherche et leurs programmes stratégiques, puis les villages d'étude et les thèmes des expérimentations qui y sont installées. Ceci peut nous permettre non seulement de ressortir la diversité agroécologique et socio-économique des régions, mais surtout de voir jusqu'à quel point les programmes prioritaires des centres, le degré de représentativité des villages d'étude, l'adéquation et la pertinence des thèmes de recherche expérimentés dans chaque village d'étude peuvent résoudre les contraintes de productions de chaque région. (carte des trois régions)

Par la même occasion, nous allons mettre en lumière la façon par laquelle chaque équipe R/S conduit ses activités par rapport au guide pratique de la démarche village d'étude, et aussi présenter les différents acteurs rencontrés et interviewés et leurs points de vue face à la démarche.

Nous commençons notre série de présentation des régions de leurs centres de recherche et de leurs villages d'étude par la Guinée forestière, avant de passer à la Guinée maritime et enfin à la Moyenne Guinée.

### **2.1. La Guinée forestière :**

La Guinée forestière, comme son nom l'indique, est parmi les quatre régions naturelles du pays la plus boisée. Son couvert végétal comprend : la forêt dense le long des frontières du Libéria de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone, la forêt secondaire au centre et la savane au nord.

Les précipitations annuelles varient de 1700 à 3000 mm environ avec une saison pluvieuse s'étalant sur huit mois, d'avril à novembre (IRAG, 1996). L'ensemble de la région représente 20% de la superficie du pays et 25% de la population totale (MAEF, 1995 ; IRAG, 1996). La densité rurale de population est supérieure aux autres régions et la superficie cultivable par habitant est de l'ordre d'un hectare. La pression foncière y est accrue ces dernières années suite à l'afflux massif des réfugiés libériens et sierra-léonais.

Le système de culture est partout dans cette région basé sur la défriche-brûlis. La durée de la jachère diminue en fonction de la densité de population en passant du sud vers le nord.

Les principales cultures sont : les cultures vivrières (riz, bananes douce et plantain, manioc, maïs, arachide) et les cultures de rente (café, cacao, cola, palmier à huile) etc.

Le centre de recherche agronomique de cette région est le centre de *Sérédou*. (carte de région)

### **2.1.1 Le centre de recherche agronomique de Sérédou (CRAS) :**

Centre régional pour la Guinée forestière, le CRAS est situé dans la Sous préfecture de *Sérédou* à 40 km de *Macenta* (le chef lieu de la préfecture), sur la route nationale 1. Ses objectifs actuels sont :

- promouvoir une agriculture durable des vivriers sur les coteaux et les basses terres ;
- mettre au point des systèmes intensifs de production des principales cultures de rente notamment le caféier, le palmier à huile, l'hévéa, le kolatier, le bananier en prenant en compte les contraintes liées à la protection de l'environnement.

Ainsi, suite à la programmation stratégique de l'IRAG en 1996, les programmes prioritaires de recherche retenus pour le centre de *Sérédou* sont les suivants :

- programme " systèmes de production à base de riz " portant sur les spéculations tels que le riz pluvial et autres vivriers (maïs, manioc, niébé, plantain, légumes divers) ;
- programme " palmier à huile et hévéa " concerne le palmier et l'hévéa ;
- programme " café, kola " pour le caféier, le kolatier et le cacaoyer ;
- programme " Recherche système " dont les actions de recherche portent sur l'affinage du zonage, agro-écologique de la région, l'étude des systèmes de production, l'étude de l'intégration agriculture/élevage au nord de la région ; l'amélioration du partenariat entre



la recherche et les autres acteurs en vue du transfert rapide des techniques à travers notamment les villages d'études (Condé C. K. et al., 2000).

De nos jours, tous ces programmes sont fonctionnels même si les objectifs de recherche dont ils sont investis ne sont tous pas encore atteints.

L'équipe R/S du centre de *Sérédou*, par exemple n'a pas encore réalisé l'étude de l'intégration agriculture/élevages systèmes de production au nord de la région, tandis que l'amélioration du partenariat de la recherche avec les autres acteurs est en cours d'exécution dans le village d'étude.

### **2.1.2 Les dispositifs de recherche participative du CRA de *Sérédou***

L'équipe R/S doit coordonner toutes les interventions et les contributions des autres programmes de recherche, ainsi que celles des organismes et acteurs du développement dans ses villages d'action. Dans le cadre de ses activités, l'équipe R/S du CRA de *Sérédou* mène en Guinée forestière des travaux de recherche et de coordination des interventions des partenaires depuis 1996 au point d'étude système (PES) de *Kpaya* et ses villages satellites, puis au village d'étude de *Zobromaï* depuis le début de l'année 2000. L'équipe de *Sérédou* conduit ainsi deux dispositifs de recherche participative au PES de *Kpaya* et ses villages satellites et à *Zobromaï*.

#### **2.1.2.1 Le dispositif du Point d'Etude Système (PES) de *Kpaya***

En 1996, une mission du CIRAD conduite par Alain Leplaideur et Joseph Wey s'est rendue en Guinée forestière pour une étude conjointe avec l'IRAG, le SNPRV et l'AFVP sur la problématique de la baisse du rendement de la culture de riz pluvial dans la région. Le village de *Kpaya* fut choisi à cause de sa situation dans une zone de forte pression foncière où la durée de jachère n'atteint guère huit ans.

Le système de culture est basé sur la défriche-brûlis et la dynamique des plantations de caféière. Les plantations sont essentiellement de type traditionnel avec du café "tout venant" (Guillaume J., (1999). La riziculture de coteau ou riziculture pluviale n'est plus possible tous les ans à cause du raccourcissement insoutenable de la durée des jachères occasionnant une

forte baisse des rendements. Etant donné que tous les agriculteurs ne possèdent pas des bas-fonds, la seule alternative trouvée et proposée par la recherche aux agriculteurs est la gestion biologique des jachères par le biais des plantes de couverture.

C'est pourquoi l'étude conjointe IRAG/SNPRV/AFVP/CIRAD sur la situation recommanda d'installer dans la région un programme de recherche "Création-Diffusion" basée sur la gestion participative de la fertilité biologique des terres de coteau Leplaideur A. et al., (1996) ; et c'est ainsi que le "point d'étude système" (PES) de *Kpaya* fut créé.

#### **a. Localisation**

Le site du "Point d'Etude Système" est situé à 10 km de *N'zérékoré* centre sur la route reliant *Beyla* à *N'zérékoré* et à 110 km du Centre de Sérédou. Il couvre une superficie de 10 ha louée à un paysan par l'équipe de chercheurs dotée d'un financement du FAC.

#### **b. Objectifs**

L'objectif visé est la mise au point d'itinéraires techniques, d'assolements et de rotations dont la gestion soit logique, cohérente et préservatrice de l'environnement et cela dans une perspective de répondre à la fois aux problèmes de l'érosion, de la fertilité, des techniques culturales et des moyens des producteurs.

Il se concrétise par des dispositifs expérimentaux localisés en milieu réel sur des thèmes d'intensification qui ne sont pas étudiés isolément, mais en interaction à l'intérieur des systèmes de culture.

Le dispositif du PES de *Kpaya* comprenait au départ, une unité centrale et trois niveaux de diffusion A. Leplaideur et J. Wey (1996).

L'unité centrale était composée de deux types de parcelles :

- des parcelles réduites, où l'équipe d'agronomes avait installé des essais thématiques classiques et des tests de confirmation sur le comportement des variétés de riz exotique et de riz local et sur les plantes de couverture. Les paysans travaillant sur ces parcelles sont rémunérés à titre de travailleurs temporaires, tandis qu'ils acquièrent des connaissances. Les paysans du comité et ceux des bandes systèmes sont généralement présents lors des travaux dans ces parcelles;

Un réseau de paysans expérimentateurs  
6 villages  
8 paysans/village

Un village d'accueil  
**GBAYA**

un site central de mise au point des innovations de visites et formations

Bandes systèmes


Espace de formation et travaux pratiques


Opérations thématiques


Gbouo  
Konia  
Zoué  
Ouéta  
Gbotoye  
Gbaya

P1 P2 P3 P4 P5 P6 P7 P8

Un réseau de paysans expérimentateurs  
6 villages  
8 paysans/village

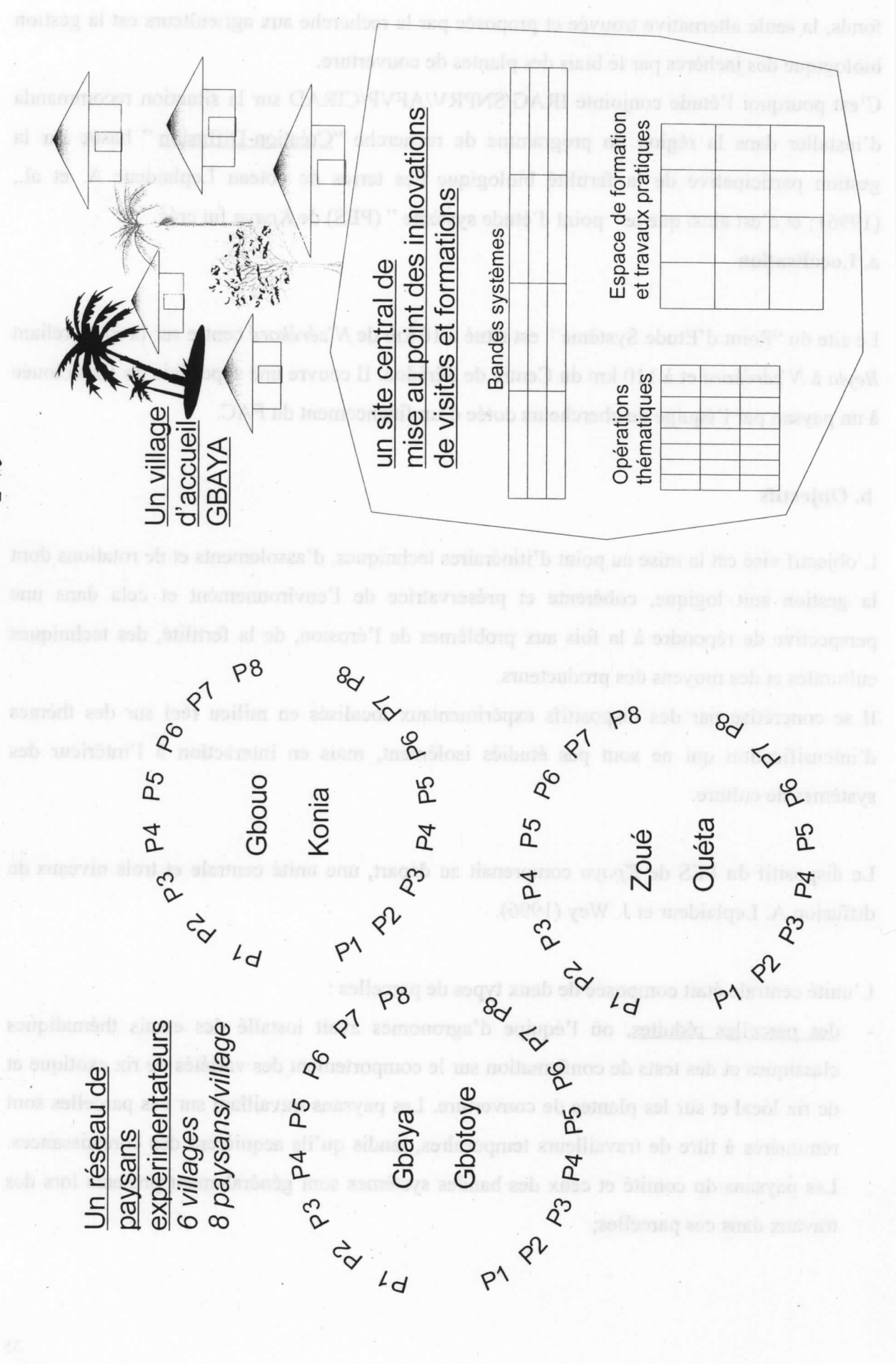
Un village d'accueil  
**GBAYA**

un site central de mise au point des innovations de visites et formations

Bandes systèmes							

Opérations thématiques


Espace de formation et travaux pratiques

The diagram illustrates the research network structure, divided into two main parts: a central site and a network of villages.

**Un village d'accueil GBAYA**

**Un site central de mise au point des innovations de visites et formations**

**Bandes systèmes**


**Opérations thématiques**


**Espace de formation et travaux pratiques**


**Un réseau de paysans expérimentateurs 6 villages 8 paysans/village**

The network consists of eight villages, each with eight experimental farmers (P1 to P8):

- Gbouo
- Konia
- Gbaya
- Gbotoye
- Zoué
- Ouéta

The diagram illustrates the research network structure, centered around a central site and a network of villages.

**Central Site:**

- un site central de mise au point des innovations de visites et formations
- Bandes systèmes** (represented by a grid of 10 rows and 2 columns)
- Opérations thématiques** (represented by a grid of 10 rows and 4 columns)
- Espace de formation et travaux pratiques** (represented by a grid of 10 rows and 4 columns)

**Network of Villages:**

- Un réseau de paysans expérimentateurs 6 villages 8 paysans/village
- The network consists of 6 villages, each with 8 experimental farmers (paysans expérimentateurs).
- The villages are arranged in a circular pattern around the central site, connected by lines representing the network.
- The villages are labeled: **Gbouo**, **Konia**, **Zoué**, **Ouéta**, **Gbotoye**, and **Gbaya**.
- Each village is associated with a set of 8 points (P1 to P8) arranged in a circular pattern, representing the experimental farmers.

Un réseau de paysans expérimentateurs  
6 villages  
8 paysans/village

Un village d'accueil  
GBAYA

un site central de mise au point des innovations de visites et formations

Bandes systèmes							

Opérations thématiques							

Espace de formation et travaux pratiques							

Un réseau de paysans expérimentateurs  
6 villages  
8 paysans/village

Un village d'accueil  
GBAYA

un site central de mise au point des innovations de visites et formations

Bandes systèmes							

Opérations thématiques							

Espace de formation et travaux pratiques							

- des parcelles en grandeur réelle de 1000 m<sup>2</sup> environ chacune appelées “ bandes systèmes ” sur lesquelles les producteurs effectuent tous les travaux et où sont comparés les systèmes traditionnels de culture et des systèmes alternatifs. A cette échelle sont étudiés les calendriers culturaux , les techniques culturales, les temps de travaux et les réactions des producteurs face aux innovations. Sur ces bandes systèmes les risques sont partagés entre les paysans et l'équipe des chercheurs ;
- une parcelle dite espace de formation vient de s'ajouter aux deux précédentes. Elle est le lieu où les paysans expérimentateurs du réseau mettent en pratique les formations reçues lors des visites. Cette pratique peut être supervisée par leurs pairs des bandes systèmes ou du comité villageois appuyés par les équipes techniques de chercheurs et vulgarisateur.

Les toutes premières actions entreprises par ces partenaires furent : une introduction variétale de riz à cycle court en vue de leur comparaison aux variétés traditionnelles. Ces variétés à cycle plus court permettent d'avoir une récolte pendant la période de soudure (juillet-septembre).une introduction de plusieurs espèces de plantes de couverture en vue de leur criblage par les partenaires. Au cours de la même période des actions de diagnostic sur :

- la grande variabilité des rendements de riz dans la région et,
- l'hypothèse de la carence azotée des sols au cours de la phase tallage montaison du riz dans les champs des paysans de la région (Wey J. et al., 1997,1998).

Les secondes actions concernaient les tests d'adaptation des premiers résultats du site portant sur l'amélioration des jachères pour les cultures vivrières à travers les plantes de couverture (*Pueraria Javanica*) et la diminution des temps d'entretien des cultures pérennes par l'installation de l'*Arachis Pintoï* sous ces cultures en vue de réduire l'effet des adventices.

Ces actions ont d'abord été réalisées dans le premier niveau de diffusion, constitué de parcelles tests installées chez des paysans du village site et environs par l'équipe d'agro-économistes avant de passer dans le second niveau de diffusion.

Le second niveau est élargi à certains villages de la région. Il regroupe actuellement 48 paysans expérimentateurs répartis en nombre égale dans 6 villages. Initialement il était prévu que ce niveau de diffusion soit sous la responsabilité d'une ONG, mais de nos jours, il est géré par l'équipe d'agro-économistes appuyé par celle des agronomes.. Dans ces villages, on procède à l'introduction des plantes de couvertures, des variétés de riz à cycle court et à la complantation de diverses cultures. (schéma dispositif en face)

Le troisième niveau est celui de la diffusion élargie à toute la région, il est placé sous la responsabilité du service de la vulgarisation. Ce niveau de diffusion n'est pas encore atteint.

### **c. Collaboration de la Recherche et de la Vulgarisation au sein du PES de Kpaya**

En ce qui concerne la collaboration de la recherche et de la vulgarisation au sein de ce dispositif, c'est en Juin 2000 que la direction du SNPRV de N'zérékoré a décidé l'affectation totale au PES d'un agent de vulgarisation. Cet agent est géré par la recherche mais rémunéré par la vulgarisation à l'exemple de l'étude de cas N° 3 ( détachement d'un vulgarisateur auprès de la recherche en Zambie).

Ceci indique que le partenariat qui devrait s'établir dès le début de la mise en œuvre de la démarche a souffert d'insuffisance qu'il faut corriger en vue d'améliorer et de rendre plus opérationnelle la collaboration.

### **d. Particularités**

Ce dispositif permet de rassembler paysans, chercheurs et agents de développement dans un même site et pour plusieurs années.

Un comité villageois de 10 membres dont 5 femmes et 5 hommes est nommé par les habitants de Kpaya en vue de les représenter auprès des chercheurs avec lesquels ils sont appelés à tester les nouvelles alternatives.

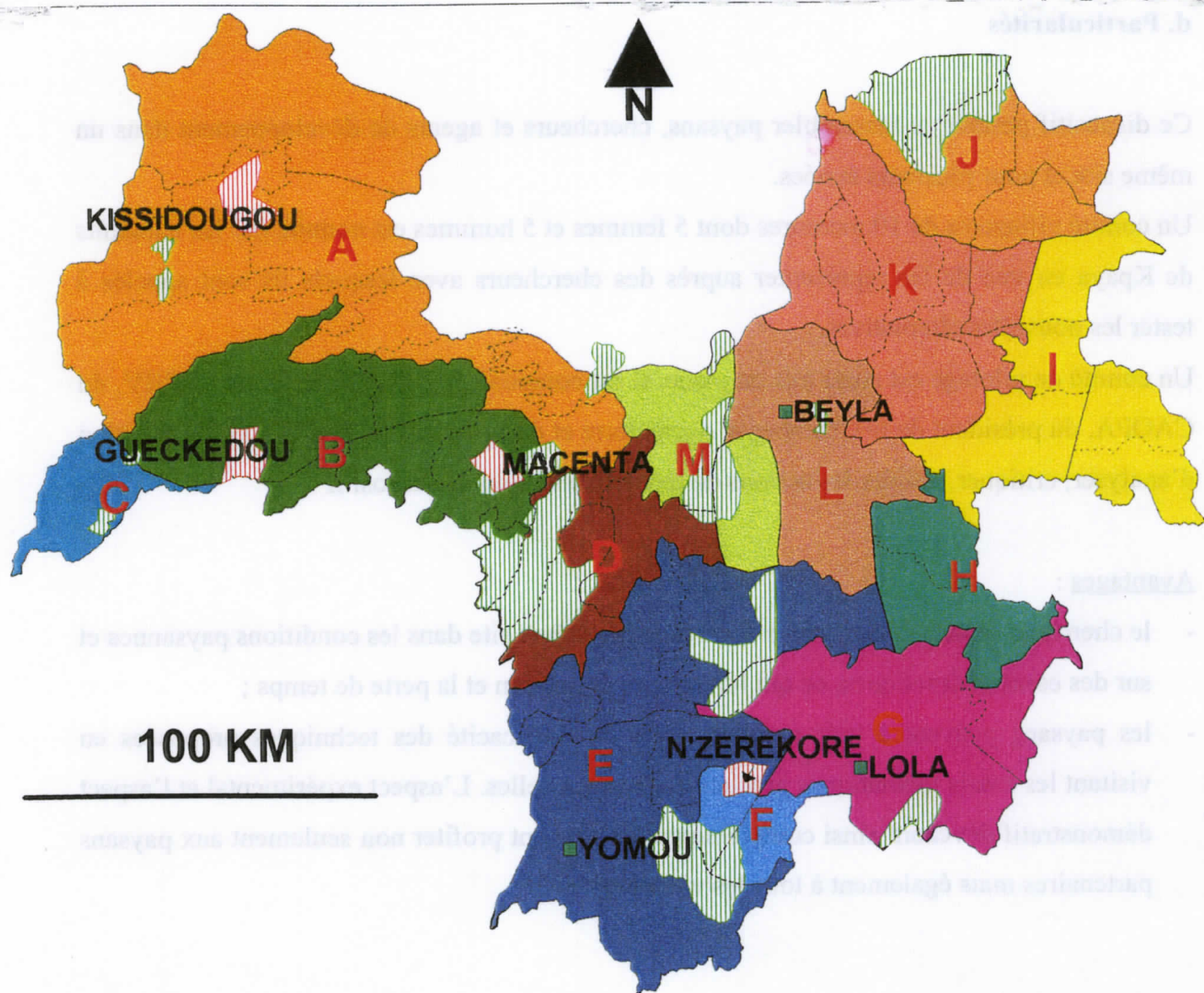
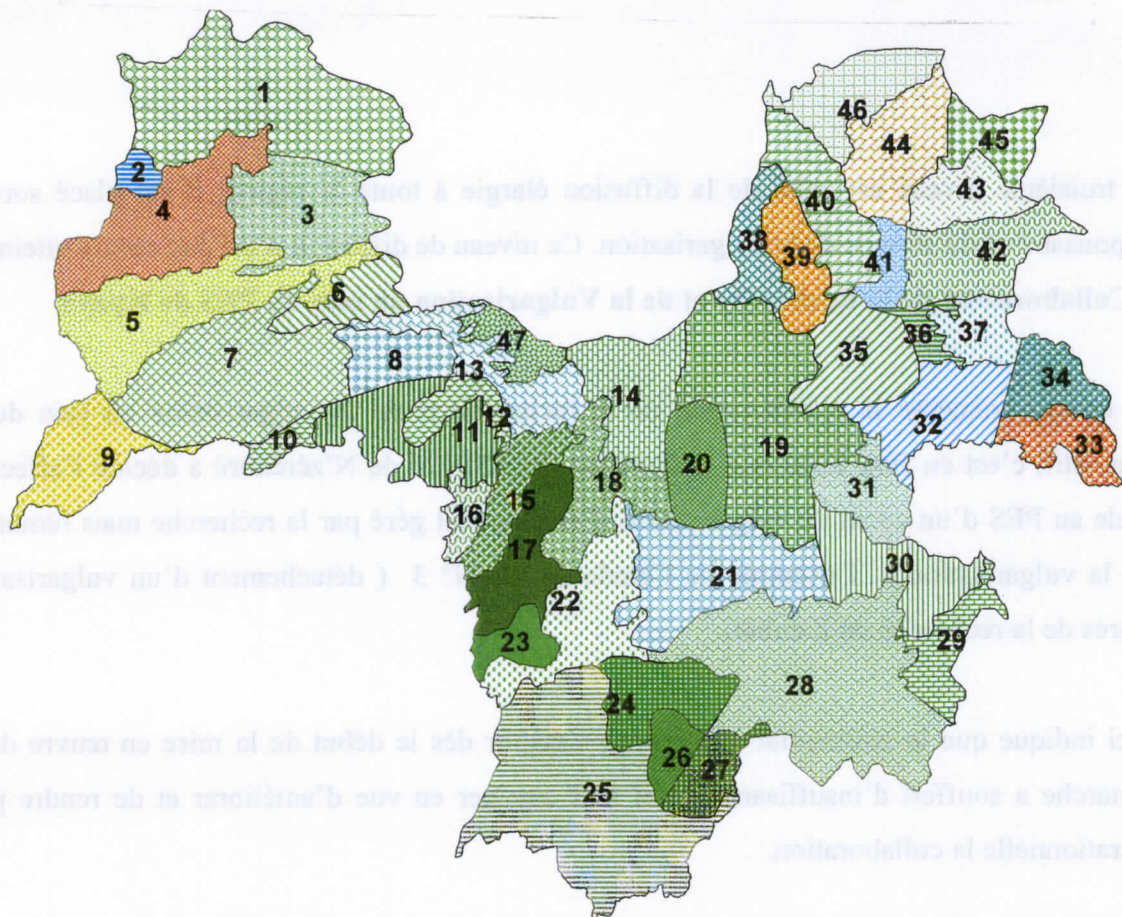
Un comité de pilotage est aussi mis en place. Il est composé de l'IRAG (R/S), du SNPRV, du CAOPA, du président de la Chambre d'Agriculture et du président de la FNPCG. Sa fonction d'analyser, critiquer, valider les actions de recherche au sein du dispositif

#### Avantages :

- le chercheur étudie de nombreux thèmes sur le même site dans les conditions paysannes et sur des essais thématiques, ce qui lui évite la dispersion et la perte de temps ;
- les paysans peuvent à tout moment juger de l'efficacité des techniques proposées en visitant les essais thématiques proches de leurs parcelles. L'aspect expérimental et l'aspect démonstratif devenant ainsi complémentaires peuvent profiter non seulement aux paysans partenaires mais également à tous les visiteurs ;



# ZONAGE DE LA GUINEE FORESTIERE





- chercheurs peuvent procéder à des aménagements permettant aux visiteurs de circuler librement sans occasionner des dommages sur les installations ;
- la possibilité pour les partenaires d'organiser régulièrement des visites au niveau du site sans risque de surcharge ni des paysans, ni des techniciens.

Inconvénients : ce type de dispositif bien que très performant, risque d'allonger la durée du processus de création diffusion d'innovation ; car les innovations issues du PES doivent ensuite être testées et adaptées chez d'autres paysans avant de les diffuser au niveau régional.

### 2.1.2.1 Le dispositif du village d'étude de *Zobromai*

L'équipe R/S de Sérédou vient de démarrer des activités dans le village de *Zoboromai* depuis le début de l'année 2000. Ces activités font suite à une étude diagnostique menée sur six villages aux alentours du centre de recherche par une équipe de partenaires composée de l'IRAG et du SNPRV. Pour les informations qui suivent, nous nous sommes inspirés du premier rapport de l'équipe R/S du centre de Sérédou.

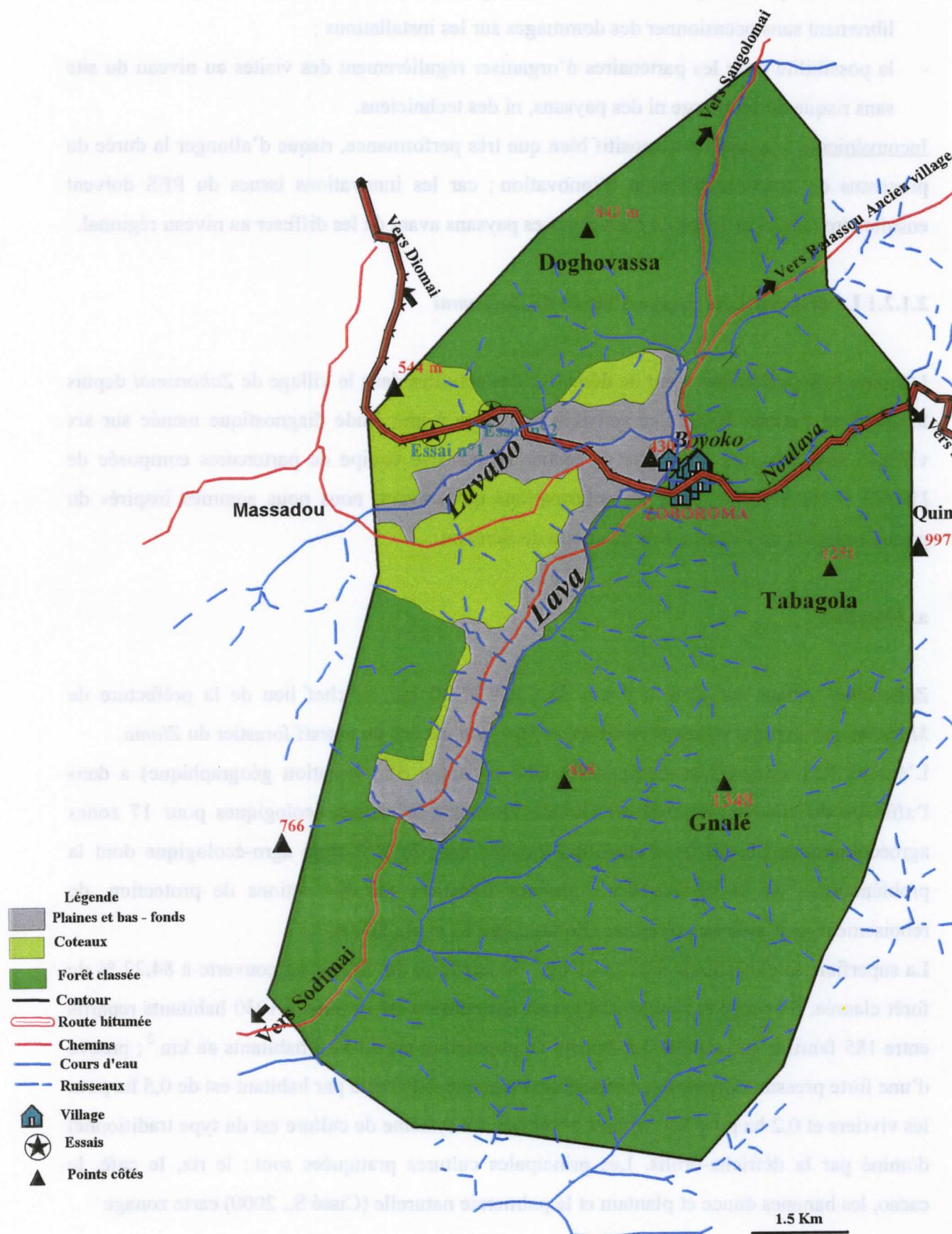
#### a. Situation

*Zoboromai* village est situé à 9 km du CRA et 30 km du chef lieu de la préfecture de *Macenta*, sur la route reliant *N'zérékoré* et *Macenta*, au bas du massif forestier du *Ziama*.

L'équipe R/S à travers sa composante SIG (système d'information géographique) a dans l'affinage du zonage, identifié en Guinée forestière, 47 zones écologiques pour 17 zones agroécologiques. Le village d'étude est localisé dans la 9<sup>ème</sup> zone agro-écologique dont la problématique est la gestion des domaines forestiers par des actions de protection, de reboisement, et d'aide aux riverains (Zoumanigui K. et al., 2000).

La superficie totale estimée à 123,601 km<sup>2</sup> du territoire du village est couverte à 84,22 % de forêt classée. Sa population essentiellement agricultrice est estimée à 1030 habitants repartis entre 185 familles paysannes. La densité de population est de 52,8 habitants au km<sup>2</sup> ; preuve d'une forte pression foncière. La superficie moyenne cultivable par habitant est de 0,5 ha pour les vivriers et 0,2 ha pour les cultures pérennes. Le système de culture est du type traditionnel dominé par la défriche-brûlis. Les principales cultures pratiquées sont : le riz, le café, le cacao, les bananes douce et plantain et la palmeraie naturelle (Cissé S., 2000) carte zonage

# TERROIR DE ZOBOROMA



autres par des actions concrètes. Mais étant donné que le nombre de paysans à encadrer était limité par la recherche, tous les volontaires n'ont pu être choisis. Le vulgarisateur en poste dans ce village a quand même participé à ce choix et depuis il travaille en coude à coude avec la recherche auprès de laquelle il est totalement affecté ;

- en ce qui concerne le choix des thèmes, les paysans et les chercheurs affirment avoir défini ensemble les thèmes d'intervention. Les paysans ont émis leurs souhaits et les chercheurs leur ont proposé des solutions toutes prêtes. Les paysans n'avaient qu'à prendre en charge le matériel végétal que leur recommandaient la recherche et la vulgarisation qui à leur tour aidaient les paysans à la mise en place des essais ; c'est ainsi que deux parcelles de complantation riz et cultures pérennes plus une pépinière de palmier à huile ont été réalisées ;
- quant à l'implication des autres acteurs dans le village d'étude, il faut signaler que tout reste à faire par l'équipe R/S, car l'information a totalement fait défaut en ce domaine. Même les acteurs comme la GTZ ( volet mesures riveraines du PGRR) pour la protection et la gestion des forêts n'est pas associée alors qu'elle peut être un partenaire sur lequel compter pour le financement de certaines opérations de la recherche contribuant à cette protection des forêts. Le centre de Sérédou n'a pas de spécialiste en ce qui concerne les cultures maraîchères sur lesquelles porte présentement l'action de la GTZ après la construction du poste de santé dans le village, mais le centre a la possibilité de faire appel à l'expertise d'un centre homologue pour soutenir cette action. Si les paysans voient se tisser entre la Recherche et la GTZ une forte relation de collaboration, ils adhéreront aussitôt sachant qu'ils ont déjà une confiance en la GTZ.

#### **b. Les étapes de la démarche dans le village d'étude de *Touguikhouré* :**

- le diagnostic : le diagnostic qui a abouti au choix du village de *Touguikhouré* a été réalisé par une équipe associant chercheurs et vulgarisateurs ;
- le choix des thèmes s'est fait entre la recherche et les paysans sans que les vulgarisateurs soient associés. Les paysans ayant longtemps travaillé avec la Recherche et la Vulgarisation n'ont pas hésité à citer un grand nombre de cultures et les techniques culturales y afférant. La Recherche leur a aussitôt proposé des solutions



qu'elle a en station. La seule condition exigée par la Recherche étant que les paysans se réunissent en groupements ;

- le choix des paysans s'est aussi fait en l'absence des vulgarisateurs. La primauté étant accordée aux groupements, les paysans qui ont tout à gagner d'une participation aux essais ont consenti aussitôt à se regrouper. Des groupements se sont rapidement formés en plus de ceux qui existaient déjà. On est ainsi passé de quatre groupements à dix. Bon nombre de ces groupements d'opportunité ne sont pas encore dotés de cadre juridique ;
- le rôle des paysans est de fournir la main-d'œuvre, les intrants locaux (fumier ou terreau), et non la terre étant donné que le terrain qui porte les essais appartient à toute la communauté contrairement aux autres villages d'étude. La Recherche elle apporte en plus de la technique, le matériel végétal (semences et plants), les intrants (engrais), les pesticides et parfois les matériaux de construction du barrage (ciment). Toutes les récoltes appartiennent aux paysans à tel point qu'on ne peut parler de partage de risques entre la Recherche et les paysans ;
- Il n'existe pas de convention écrite entre le village et les chercheurs, car le projet de convention n'est pas encore signé.

**c. Les étapes de la démarche dans le village d'étude de *Senghen* :**

- Le diagnostic a été réalisé sur quatorze villages par l'équipe recherche système de *Bareng* sans la participation des vulgarisateurs,
- le choix du village a porté sur *Senghen*, village se trouvant à 40 km contrairement à la recommandation du guide qui voudrait que le village soit situé à environ 10 km du centre.
- le choix des thèmes, a aussi été réalisé par la Recherche en fonction des contraintes énumérées par les paysans. Là également, il n'y a eu aucune implication des autres intervenants ;
- le choix des paysans expérimentateurs a été fait en consultant le vulgarisateur qui travaille dans le district de *Senghen* depuis trois ans et qui connaît bien les paysans ;
- l'installation des essais a été réalisée par les chercheurs thématiques et parfois en l'absence de l'équipe R/S ;
- les semences, les intrants et techniques ont été apportés par la recherche, tandis que les paysans n'ont fourni que la terre et la main d'œuvre ;

**Tableau N° 6 Différence de conduite de la Recherche participative entre les modèles de Stoop et du PES de Kpaya**

N°	Etapas du modèle de la bibliographie	Etapas du modèle de Stoop	Etapas du modèle de Kpaya	Appréciations	Propositions
1	Zonage de la région	Zonage réalisé avant Stoop	Zonage sur gradient de jachères	Zonage partiel	Peu importe le modèle de zonage, le mieux c'est de bien le faire
2	Sélection des zones représentatives	Proximité CRA	Zones de forêts de Jachères	zones relative-ment repré-sentatives	Création d'un nombre raisonné de villages d'étude ou de PES par région
3	Catégorisation et choix des villages	Proches des CRA	Proximité ville Zones de forêt	Identiques	Faire une bonne typologie des villages par région et par zone
4	Typologie paysans Association vulgarisateur au choix paysans partenaires	4 types Oui	5 types Oui	Identiques presque	Faire une typologie en fonction des réalités des zones
5	Organisation des groupements	Oui	Oui	Pratiquée différemment	Travailler avec des volontaires, les amener progressivement à former des groupements
6	Association vulgarisateur au choix des thèmes	Oui	Oui	Oui par principe non en réalité	Le mieux serait d'associer les partenaires développeurs
7	Association vulgarisateur aux expérimentations	Oui	Oui mais pas réalisé au début	Dépend des institutions	L'association de vulgarisateur souhaitable pour diffusion
8	Suivi-évaluation impacts	Tous acteurs	Tous acteurs	Identiques	Bonnes informations acteurs et leur implication au départ

- le vulgarisateur n'est pas directement associé aux actions de la recherche dans le village, poursuit ses anciens programmes avec les paysans et SG 2000 ;
- la collaboration avec les paysans est informelle, car il n'y a pas encore de convention écrite entre la Recherche et le village ;
- le manque d'information sur le village est notoire et ne peut dans ces conditions permettre aux autres acteurs de s'y investir.

Nous avons vu à travers la réalisation des différentes étapes de l'EMP que les différents centres ont plus ou moins respecté le contenu du guide même s'il existe des différences en ce qui concerne le niveau d'implication des différents acteurs surtout la Vulgarisation. A cela s'ajoute les différences d'avancement des équipes dans la finalisation des rapports de zonage et de caractérisation des villages d'étude. Rappelons que pour la plupart de ces équipes, le choix du village d'étude a été fait avant la finalisation des rapports de zonage.

#### **4. Comparaison entre la démarche village d'étude et la démarche du PES de Kpaya**

Le point d'étude système (PES) de *Kpaya* n'est pas un village d'étude, mais nous ne saurions parler des villages d'étude sans parler de lui, étant donné qu'il représente la première expérience de recherche participative mise en œuvre par l'IRAG dans un village. La comparaison des deux démarches (PES et village d'étude) permet de voir les avantages de l'une et de l'autre en vue d'une amélioration de ces deux démarches.

Le PES de *Kpaya*, a utilisé une démarche presque descendante en proposant aux paysans des techniques à tester ensemble. En effet, cette démarche n'est pas forcément mauvaise si elle permet de fournir de nouvelles références à des paysans qui n'ont souvent pas d'éléments de comparaison, eu égard à leur peu de mobilité\* qui ne les permet d'avoir accès à de nouvelles alternatives existant ailleurs. Ainsi, les chercheurs ont fait découvrir aux habitants de *Kpaya* et alentour de nouvelles choses à comparer à celles auxquelles ils sont habitués. Cela a fourni des sujets de discussion entre eux et les chercheurs et a instauré entre eux des relations conduisant à un climat de confiance réciproque. Désormais chercheurs et paysans peuvent discuter sur la recherche de nouvelles solutions aux problèmes identifiées par les paysans. Ainsi, en juillet 2000, certains paysans ont clairement posé à la recherche les problèmes qu'ils souhaiteraient résoudre avec son appui. Ceci montre que la recherche participative peut



utiliser différentes méthodes. Elle peut commencer par la méthode consultative ou contractuelle et aboutir à la méthode collaborative ou collégiale dans laquelle, chercheurs et paysans conçoivent et réalisent conjointement un programme.

Les développeurs y compris la vulgarisation n'ont pas été associés à la démarche au début. Mais progressivement, leur adhésion est entrain de se mettre en place. De même les paysans qui n'ont pas été consultés pour le choix des thèmes d'expérimentation, ont été ensuite associés à travers un comité villageois de dix membres choisis par les villageois pour les représenter dans la mise en place des essais. La mise en place d'une démarche est donc progressive, car au début même si le chercheur connaît les étapes et les règles à respecter, les conditions d'exécution peuvent nécessiter quelques modifications à corriger au fil du temps.

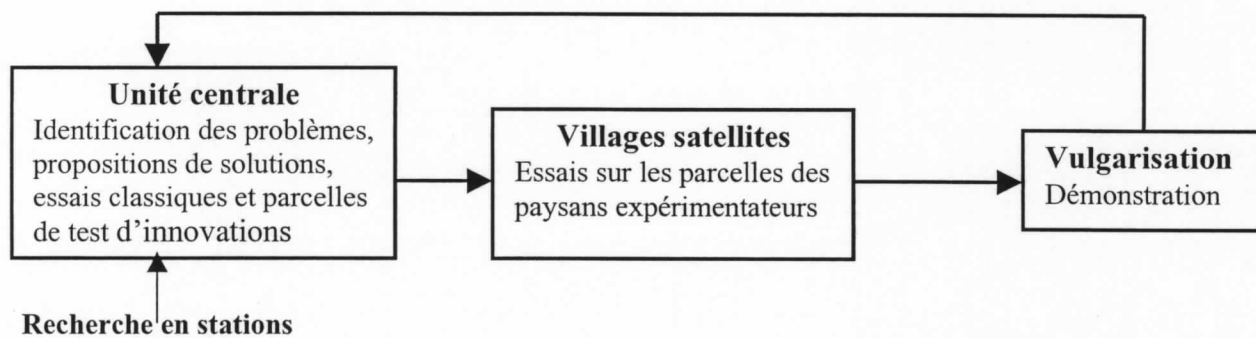
Il existe des similitudes et des différences entre les deux démarches. Selon le modèle Stoop, il faut choisir les villages d'étude au voisinage du centre de recherche et auprès d'une voie praticable toute l'année pour faciliter le suivi et les visites par les partenaires. Il faut aussi associer les vulgarisateurs aux différentes étapes de réalisation des actions dans le village d'étude. Le PES de Kpaya a emprunté la même démarche depuis 1996 en choisissant un site dans un village proche d'une ville et d'une grande voie de circulation. Il avait prévu d'associer les vulgarisateurs dès le début mais c'est seulement en juillet 2000 que cela a été concrétisé.

Les différences rencontrées sont que, la démarche du PES a été d'abord descendante avant d'être descendante. Aussi, le PES dispose d'une unité centrale où essais thématiques et tests d'innovations se côtoient. Il dispose en plus d'un réseau de villages satellites pour la prédiffusion .

---

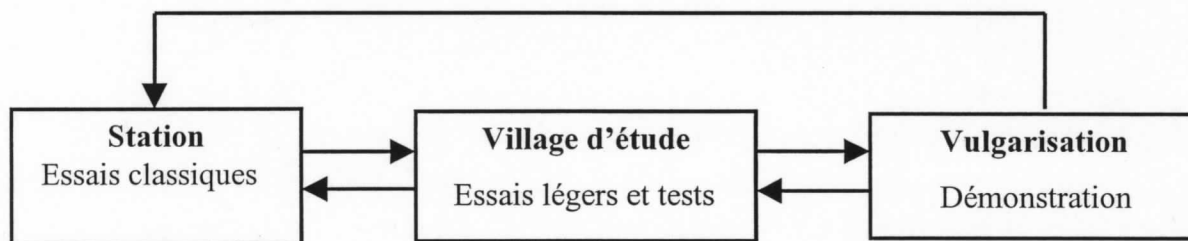
\* Les paysans sont moins voyageurs, d'où la nécessité de leur proposer parfois des choses qui existent ailleurs et auxquelles ils n'ont pas accès en restant chez eux et qui cependant peuvent leur être utiles.

### Schéma N° 3 : Démarche globale du Point d'étude système de Kpayà



La démarche village d'étude par contre se veut ascendante et ne prévoit pas de parcelles d'essais classiques et de test d'innovation dans le même site. Elle ne prévoit pas non plus de villages de prédiffusion

### Schéma N° 4 : Démarche globale village d'étude



### Constats généraux et propositions globales

#### ➤ Constats

Des constats issus des entretiens avec les institutions étatiques (IRAG, SNPRV), les développeurs (projets, ONG) et les producteurs et les observations personnelles faites dans les régions couvertes par l'étude, il ressort que :

- de façon générale, les collaborations entre les différents partenaires et l'IRAG restent encore informelles. Elles se caractérisent essentiellement par des invitations réciproques à des réunions organisées par chaque partenaire. Autrement dit, il manque des conventions de collaboration bien formalisées qui puissent permettre à chaque partenaire d'être impliqué et responsabilisé dans des actions communes ;
- en ce qui concerne la collaboration IRAG /SNPRV, le même constat de manque de convention cadre entraîne la non-implication des vulgarisateurs dans les activités de création diffusion entreprises par la Recherche dans les villages d'étude et du PES,

- la surcharge de l'agent vulgarisateur de base, seule interface entre les multiples intervenants et le paysan semble être une des causes principales de la faiblesse constatée dans l'adoption des innovations proposées,
- pour le cas spécifique du centre de Sérédou, il a été constaté un manque de synergie et de complémentarité entre les programmes de recherche. En effet, les différentes composantes du programme R/S à savoir, le PES, le Village d'étude et le SIG agissent séparément chacun dans son coin. Il en va de même pour le consortium bas fond et le programme EPHTA qui semblent encore absents du PES et du village d'étude etc.,
- ce qui est plus difficile à gérer par les partenaires est le fait que le centre de Sérédou ait mis en œuvre deux dispositifs de recherche participative dont l'un au PES de Kpaya concerne la gestion biologique des jachères alors qu'au village d'étude l'accent est mis sur la complantation des cultures riz, café, cacao, banane. Le problème qui se pose alors est comment faire participer les autres acteurs surtout le SNPRV dont les deux directions régionales se trouvent obligées de se faire représenter chacune dans ces deux sites,
- par ailleurs, dans les régions, les projets et ONG, les DPDRE (Directions Préfectorales du Développement Rural et de l'Environnement) et l'IRAG ont pour la plupart initié la même démarche de recherche participative. Dans ces régions, les développeurs, les DPDRE et l'IRAG ont chacun identifié des villages d'action où ils ont réalisé des diagnostics et élaboré des plans de gestion ou de développement participatifs. Entre ces acteurs voulant chacun amener leurs partenaires dans leurs villages respectifs pour la réalisation des plans, on risque d'assister à une sorte de concurrence si aucun consensus ou aucun comité de coordination n'est mis en place ;
- cependant, l'existence de ces différents villages de diagnostic a des avantages de diffusion tant pour leurs initiateurs que pour les villageois pourvu qu'une convention entre les opérateurs régie les modalités d'intervention.

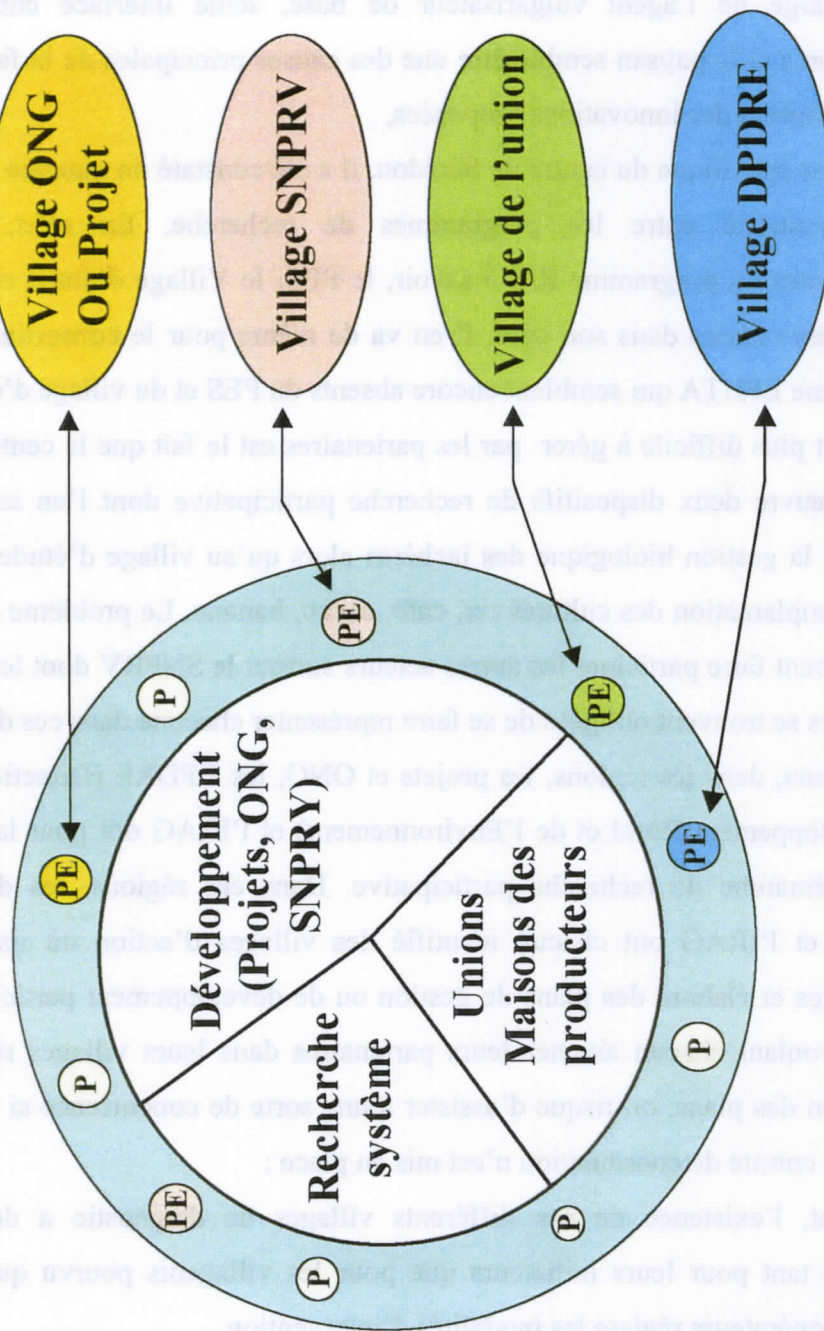
## ➤ Propositions

### En guise de propositions

- 1) Nous aurions préféré que des point d'essai à l'image du PES de Kpaya soient installés dans les domaines de la recherche auprès de chaque centre pour servir de véritables écoles de formation. Là, les chercheurs en collaboration avec leurs partenaires auraient la possibilité de tester en vraie grandeur les innovations. L'évaluation des essais étant assurée par les producteurs et leurs unions à partir du centre de Recherche, la

# Recherche participative « démarche village d'étude »

Village d'étude



Station	
Essais thématiques	Recherche participative

- (P)** Paysan non encadré
- (PE)** Paysan expérimentateur

dissémination des techniques pourrait sans doute être plus rapide. Aussi, il serait facile pour les chercheurs d'évaluer les risques et d'éviter ainsi toute erreur qui, faite dans le champ du paysan au village d'étude peut entraîner une perte de confiance grave entre paysans et encadreurs. Progressivement, les techniques qui seraient appréciées par les paysans expérimentateurs et/ou visiteurs pourraient passer dans des villages satellites ou villages d'étude. Les développeurs les plus proches pourraient directement à partir du centre qui serait par conséquent un centre de recherche participative et de formation diffuser les techniques dans leurs zones d'action. Les autres qui sont éloignés peuvent se former dans les villages d'études situés au voisinage des villages qu'ils encadrent (cf schéma en page opposée) ;

- 2) Pour que le village d'étude soit un vrai pôle d'attraction pour les paysans, il serait très intéressant pour le moyen terme de construire dans chaque site une maison des producteurs. Cette maison pourrait contenir des intrants et du matériel agricole (petit outillage semoir pesticides etc.) à prix raisonnables et à double modalité de paiement '(une partie au comptant et l'autre à crédit). Le système de location du matériel est même à privilégier. En effet, il s'agit de créer chez l'utilisateur, le besoin et la dépendance. L'idée de la construction de la maison des producteur fait penser au fait que quand on crée une innovation, il faut des mesures d'accompagnement ; la résolution d'un problème entraînant souvent un autre problème.
- 3) - il faudrait dès maintenant penser à la formation non seulement du personnel chargé de la coordination du partenariat, mais aussi à celle des agents chargés de la diffusion. Aujourd'hui, on parle beaucoup du remplacement du vulgarisateur de base par le conseiller technique, mais a-t-on pensé à l'indispensable préalable qui est la formation de ce conseiller, il faut que « *le jeu en vaille la chandelle* » ;
- 4) -il serait souhaitable que des conventions cadres donnant lieu à des contrats entre les partenaires soient établies afin que chacun soit responsabilisé et joue le rôle qui lui est assigné ;
- 5) – pour ce qui est de la collaboration IRAG/SNPRV, il paraît utile que les Directions Générales du SNPRV et de l'IRAG définissent à travers une convention, les modalités d'implication des vulgarisateurs de base dans les actions du PES et du village d'étude. elles doivent pour le faire se fonder sur les avis des agents de terrain dont certaines de leurs propositions sont rapportées dans le présent document ;



- 6) – face à la surcharge actuelle du vulgarisateur de base, seule interface entre une multitude d'acteurs et le paysan, la Direction Générale du SNPRV devrait se préoccuper non seulement de l'allègement des tâches de celui-ci par la réduction de sa sphère d'action mais aussi de la clarification de son profil et surtout de sa formation ;
- 7) - afin d'éviter la déperdition de l'information suite au transit de cette information entre plusieurs maillons comme par exemple, du Projet ou de la recherche aux techniciens spécialisés avant d'arriver au vulgarisateur chargé de passer le message aux paysans (cf annexe), il serait mieux de procéder à des formations directes du vulgarisateur et des paysans pilotes ; ce qui à notre avis élargirait l'éventail de diffusion de l'innovation ;
- 8) - pour les centres de recherche, les chercheurs des programmes devraient se convaincre que la réussite du village d'étude est aussi la leur, d'où l'intérêt pour eux de s'y engager totalement et de motiver les autres partenaires à collaborer sur le terrain. En effet, en ce qui concerne l'implication des chercheurs thématiques dans la démarche village d'étude, nous nous sommes rendu compte lors de notre séjour dans les centres que ces chercheurs pensent que le village d'étude est l'affaire des équipes R/S et sont de ce fait très exigeants en perdant quand il s'agit pour eux de s'y rendre. Au sein même des équipes R/S, les chercheurs du système d'Information Géographique (SIG) considèrent les problèmes du village d'étude personnels au chef d'équipe.
- 9) - la recherche devrait mettre à profit la dispersion des villages d'action des développeurs (projets et Ong) et des DPDRE à travers les différentes zones de la région pour s'impliquer dans la réalisation des plans de développement de ces villages. Ceci lui permettrait de dupliquer les activités des villages d'étude et de résoudre ainsi le problème de la non-représentativité de ces villages d'étude face à la diversité régionale ;
- 10) - il est souhaitable que les responsables de la Recherche et de la Vulgarisation mettent sur pied un comité de réflexion chargé d'étudier et d'évaluer régulièrement les actions entreprises dans le cadre de leur collaboration, car cela ne sert à rien de changer de méthodes ou de démarches surtout qu'il n'y a pas de méthode ou de démarche qui soit une panacée ;
- 11) - quand une opération a échoué, il ne sert en rien de s'accuser mutuellement. Il vaut mieux chercher à identifier les causes du blocage afin d'y remédier. Il faut pour ce faire, que chaque partenaire soit convaincu des responsabilités qui lui incombent dans la réalisation de l'action commune. Nous nous souvenons de la phrase d'un COA concernant la démarche village d'étude : *« nous risquons l'échec comme par le passé car la vulgarisation n'est pas encore totalement associée à la démarche »* ;



12) - pour terminer, nous conseillons en nous référant aux avis des acteurs contactés lors de notre stage, de créer par région un nombre raisonnable de villages d'étude et d'en faire de véritables pôles de concertation, de formation et d'information.

## CONCLUSION

Depuis six ans, les deux institutions de recherche et de vulgarisation du Ministère de l'agriculture de Guinée ont entrepris de s'associer pour faire de la recherche participative afin de favoriser l'adoption des techniques mises au point dans les stations de recherche agronomiques. La première démarche qu'elles ont mise en œuvre est celle des Unités d'Expérimentation Paysannes (UEP).

Après évaluation, en 1999, des résultats de ces UEP, il ressort que l'adoption des techniques n'a pas été satisfaisante, par conséquent, une nouvelle démarche basée sur les villages d'étude a été initiée durant la même année. Mais, une bonne partie des faiblesses rencontrées auraient pu être corrigées si l'on avait pris en considération l'exigence majeure que représentent les échanges entre les partenaires. Il s'agissait donc pour la Recherche et la Vulgarisation de programmer un grand nombre de temps et de lieux de discussion entre les paysans, leurs organisations et les intervenants. « *Le dialogue ne se décrète pas, il se construit* ». Ce rapprochement entre les partenaires aurait, à notre avis, conduit à un climat de confiance qui aurait permis l'obtention de résultats satisfaisants.

Pour la mise en œuvre de la nouvelle démarche, des réflexions ont été engagées par l'IRAG et le SNPRV autour des conditions favorables à sa réussite. C'est dans cette perspective et à la demande des deux institutions que notre étude a été faite.

Nous avons structuré notre étude en trois parties visant à :

- comparer la démarche village d'étude aux différentes démarches utilisées en recherche agricole pour juger de sa validité et de sa spécificité ;
- vérifier sur le terrain la conformité des opérations effectuées par les partenaires par rapport au modèle élaboré ;
- collecter et analyser les avis des différents acteurs afin d'analyser la façon dont fonctionne le partenariat et faire des propositions. Mais avant de faire ces propositions, nous avons fait une réflexion critique sur la façon dont ont été conduites les UEP afin de faire ressortir les faiblesses à éviter dans la mise en œuvre de la nouvelle démarche.

L'analyse des expériences recensées dans la littérature et au cours de notre stage, nous a conduit à faire les réflexions suivantes:

La démarche de recherche participative « village d'étude » est en phase d'expérimentation en Guinée. Tous les partenaires censés la conduire sont de ce fait en phase d'apprentissage. Ils doivent d'abord se comprendre et collaborer dans la confiance mutuelle.

Quant à notre jugement sur la fiabilité de la démarche, nous pensons qu'il est prématuré de se prononcer à ce sujet. Nos critiques portent surtout sur la représentativité des villages d'étude par rapport à la diversité agro-écologique et socio-économique régionale, d'autant que les résultats qui y seront obtenus sont susceptibles d'être influencés par la position de ces villages à proximité de grandes agglomérations. Nous estimons qu'un biais pourrait provenir de l'influence de ces agglomérations sur les systèmes de production pratiqués dans les villages choisis.

Comme le fait observer P. Jouve (1991), la phase d'expérimentation est forcément limitée dans l'espace, à quelques sites (villages), choisis en principe pour être représentatifs de situations agricoles plus vastes. En principe, car dans la réalité on constate que faute d'un premier diagnostic régional même sommaire, les sites de recherche sont souvent particuliers et peu représentatifs. Cette mauvaise représentativité peut affecter les possibilités d'extension des diagnostics et des expérimentations qui y sont entrepris.

Si l'opération de recherche devait se limiter aux seuls sites et c'est d'ailleurs l'idée de Stoop, ( quelques villages sur plusieurs centaines que compte habituellement la zone), cette démarche de recherche n'aurait guère d'impact sur la région, d'où la nécessité de se préoccuper très vite de l'extension des résultats obtenus sur ces sites.

On peut y parvenir, si on réussit à initier une bonne collaboration entre les acteurs locaux du développement rural dans la conduite d'une telle démarche. Ainsi, l'expérience acquise dans ce domaine pourra servir à d'autres villages.

Bien entendu, aucune démarche n'est une panacée ; c'est pourquoi, des amendements et des adaptations de la démarche en fonction des réalités de chaque localité devront être faits. En tant que telle, la démarche village d'étude ne doit pas être perçue comme une démarche qui peut du jour au lendemain fournir des solutions miracle à tous les problèmes. C'est graduellement que les problèmes trouveront leur solution, mais il ne faut pas perdre de vue

que la résolution d'un problème crée souvent d'autres problèmes à résoudre. Ceci donne à la démarche de recherche participative un caractère itératif, évolutif et de longue haleine. Aussi, pour permettre à la démarche village d'étude, qui en soit n'est pas mauvaise, d'aboutir aux résultats escomptés, l'IRAG et le SNPRV devraient périodiquement programmer des études comme la nôtre.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALBALADEJO C.**, 1998, Evolution de las representaciones sobre la generación y difusión de innovaciones en la investigación agronomica. In revista universitaria de geografía. Vol 7, N°1 y 2
- Ashby** (1990). Colombie : étude diagnostic de groupe.
- Avila M., Whingwiri E. et Mombeshora B.G.** ( ). Collaboration recherche-vulgarisation lors des enquêtes et essais sur le terrain. Etude de cas OFCOR N°5 La Haye : ISNAR.
- Béavogui L., Diaye M.**, (2000) Présentation du village d'étude de Touguikhouré
- BOSC P.M ; BOURDEL Christian ; DULCIRE M. ; OYEP J.E. et ZOUNDI J.**, (1999) Renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Synthèse et proposition
- BOSC P.M. ; OYEP J. et ZOUNDI J.**, (1999), Renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes : étude de terrain Guinée, 53 p
- Bosc P.M., Bourdel C., Dulcire M., Oyep J.E. Hussein K, Sibelet N., Zoundi J.** (1999). Renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre - Etude de la CORAF.
- Bosc P.M., Oyep J.E., Zoundi J.** (1998). Renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre - Etude de terrain - Guinée. Etude de la CORAF.
- CAMARA M.M.**, (2000), Partenariat de recherche entre la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPPD), le Centre de Recherche Agronomique de Bareng (CRAB) et le service national de la promotion rurale et de la vulgarisation (SNPRV). Rapport de recherche
- Chaloub Y., Barry B. et Camara A.**, (2000) Zonage de la Moyenne Guinée
- CHAMBERS R.**, (1985), Participatory Rural Appraisal (PRA) : Challenges, Potentials and Paradigm. In World Développement, vol 22
- DEBOUVRY P.**, (1994), Réflexions prospectives sur l'histoire de l'animation et de la participation au développement rural en Afrique Sub-saharienne (à l'exception du Zaïre, Rwanda, Burundi), 67 p
- Diallo A. et Diallo M.**, (2000) Zonage de la Guinée maritime
- DRION A.**, (1993), Une approche globale et systémique des exploitations agricoles par une méthode informelle : la méthode de visite d'exploitation agricole "DU RUGO AU MARAIS" : cas de Buyunzi Publication n°170

**Engel P.** (1990). Développement rural intégré en Colombie. Document de discussion sur les liens N°6 La Haye: ISNAR.

**FARRINGTON J. et MARTIN A.**, (1990), La participation des agriculteurs dans la recherche agricole : concepts et pratiques : publication régulière ODI 78 p

**GUILAVOGUI B., ZOUMANIGUI K. et TRAORE S.G.**, (1993), Zonage de la Guinée forestière

**HARRINGTON L.W.E. et TRIPP R.**, (1984), Le concept de domaine de recommandation : Guide pratique d'utilisation pour la recherche en milieu réel CMMYT 32 p

**IRAG** en 1997 1998

**IRAG**, (1996). L'IRAG en 1996, bilan et perspectives, 67p.

**JOUE P.**, (1990), l'Expérimentation en milieu paysan : Démarches et méthodes. Communication présentée au séminaire franco-thaï Thaïlande 21 – 24 nov 1989

**JOUE P.**, (1991), Recherche sur les systèmes de production et Recherche - Développement en Agriculture : Définitions et commentaires (1) Cours ICRA – Montpellier

**Keans et Singogo L.** (1990). Détachement de vulgarisateurs auprès de recherche en Zambie: Document de discussion OFCOR N°1 La Haye: ISNAR.

**LAMMERINK M. P. et WOLFFERS I.**, (1998), Approche participative pour un Développement durable : Exemple d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie 120 p

**Leplaideur A., Wey J.** (1996). Les enjeux d'une recherche sur les systèmes de culture à base de riz pluviaux en Guinée forestière. Rapport de mission, 60p.

**Lettre de la politique agricole**, (LPDA 2), (1997)

**MAEF**, (1997). LPDA2, Vol.1: document de synthèse.

**MAEF**, (1997). LPDA2, Vol.2: document principal.

**Merrill D., Kaimorritz S. et D., Sayce K. et Chater S.** (1989). Production et transfert de technologies agricoles. Les relations entre les chercheurs, les responsables du transfert et les paysans. Rapport de synthèse de l'atelier international organisé à l'ISNAR (La Haye).

**SEKOU C.**, (2000), Rapport de recherche. Village d'étude de Zobromaï Presentation

**Shumba E. et Fenner R.** (1989). Linking Research and Extension Through on - Farm Research and Demonstration: The Zimbabwe Experience. La Haye: ISNAR(non publié).

**SIMMONDS N.W.**, (1984), The state of the art of farming system research, World Bank

**Sow A., Barry B. et Barry S.**, (2000) Caractérisation du village d'étude de Senghen, à paraître



**STOOP W. A. et BEAVOGUI S.**, en collaboration avec **SIDIBE N., KANTE M, et LAMAH A.**, (2000), Rapport de mission. Vers une exploitation efficace des villages d'étude

**STOOP W. A. et BEAVOGUI S.**, (1999), Rapport d'appui à l'IRAG partie A des approches d'expérimentation en milieu réel et ses liaisons avec la vulgarisation et le développement 22 p

**STOOP W. A. et ROY P., BEAVOGUI S., DIALLO M.S.**, (1998), Mission d'évaluation des performances de la recherche et de la vulgarisation agricole en Guinée 106 p

**STOOP W. A., BEAVOGUI S. et MORANT P.**, (1999), Des approches vers des études et des expérimentations en milieu réel et leur liaison avec la vulgarisation et le développement. Rapport d'une mission d'appui à l'IRAG

**STOOP W. A., BEAVOGUI S. et MORANT P.**, (1999), Un guide pratique pour la recherche en milieu réel à partir des système de production

**TRIPP R.**, 1991, Planned change in farming System : Recueils sur On Farming Research

**Wey J., Traore S.G.** (1997). Synthèse sur la campagne agricole à N'zérékoré IRAG/CIRAD, 28p.

**Wey J., Traore S.G.** (1998). Synthèse de la campagne agricole 1997 - Point d'étude système de N'zérékoré - Guinée forestière, IRAG/CIRAD, 18p.

**ZOUMANIGUI K. et KONONOU F.**, (2000), Affinage du zonage de la Guinée forestière

# ANNEXES

## ANNEXE N° 1 Guide d'entretiens

## **Guide d'entretien (Chercheurs)**

Combien de zones comporte votre région ?

Qui a réalisé le diagnostic ?

A quelle zone appartient le village d'étude ?

Comment a été choisi le village d'étude ? , Sur quels critères ?

Qui les a choisis ?

Quels sont actuellement les thèmes mis en œuvre ?

Qui les a choisis (les thèmes d'expérimentation) ?

Quelles sont les raisons du choix des thèmes ?

Comment les essais ont été installés ?

Qui suit ces essais ?

De qui est venue la proposition du partenariat ?

Comment sont identifiés les partenaires (paysans) ?

En combien de types classifiez-vous les paysans partenaires ?

Quels sont les techniques qui font l'engouement des paysans ?

Combien de paysans les ont adopté ?

Sont-ils tous organisés en groupements ?

Si oui combien de groupements collaborent et combien de personnes composent chaque groupement ?

Si non, combien de paysans non organisés collaborent ?

Les thèmes de recherche sont-ils les mêmes pour les paysans organisés et non organisés ?

Lequel des deux types de paysan vous semble plus dynamique, plus récepteur ?

Quel type de contrat (écrit ou oral) vous lie à vos différents partenaires ?

Quels sont les rôles assignés à chaque partenaire ?

Comment jugez-vous ce partenariat ?

Qui assure la coordination et l'arbitrage de ce partenariat ?

## **Guide d'entretien (groupement des producteurs encadrés)**

Depuis quand le groupement a-t-il été formé ?

comment a-t-il vu le jour ?

Qui en est l'initiateur ?

De combien de personnes est composé le groupement ?

Comment est structuré le groupement ?

Comment est composé le bureau du groupement (hommes, femmes) ?

Comment ont été choisis les responsables ?

Comment sont-ils choisis (élection, nomination) ?

Pour combien de temps les responsables sont-ils choisis ?

Les responsables du groupement ont-ils d'autres fonctions dans les organisations du village, les quelles ?

Comment fonctionne le groupement (réunions, cotisations, travaux)

Quelles sont les actions déjà réalisées par le groupement (avant le partenariat) ?

Quelles sont les différentes étapes parcourues depuis le début de ce partenariat ?

Comment le groupement est-il arrivé à la collaboration avec ses actuels partenaires (qui a sollicité le partenariat et pourquoi) ?

Quelles sont les activités déjà réalisées par les partenaires ?

Parmi ces activités les quelles vous semblent plus importantes (par ordre) ?

Quelles sont celles qui vous sont plus faciles et que vous voulez reproduire chez vous sans que vous ne soyez assistés ?

Quelles sont celles dont la réalisation par vous seuls posent problèmes ? et quels sont les problèmes ?

Quels sont les rôles qui ont été assignés au groupement ?

Comment voyez vous le rôle du groupement par rapport à ceux de ses partenaires ?

Comment appréciez-vous le comportement de chacun de vos partenaires (chercheurs, vulgarisateurs, ong, etc.) ?

Savez-vous comment vos voisins jugent votre entreprise ?

Avez-vous des propositions à faire en ce qui concerne le partenariat



## **Guide d'entretien (vulgarisateurs)**

Comment a été choisi le village d'étude (au hasard, raisonné suite à un diagnostic) ?

Qui l'a choisi ?

Avez-vous été associé lors des travaux précédents ?

Quels ont été les critères de choix ?

Ce village répond-il à votre choix ?

Sinon, quel village préféreriez-vous ? Vos raisons ?

Pouvez-vous raconter l'histoire de ce partenariat ?

Quelles sont les actions déjà réalisées ou en cours ?

Comment ont été choisies ces actions ?

Où sont-elles réalisées ?

Qui les a réalisées ?

Parmi ces actions quelles sont celles qui suscitent l'engouement des populations ?

Quelles sont celles qui passent difficilement ?

Quel rôle vous est dévolu dans ce partenariat ?

Comment jugez-vous votre rôle par rapport à ceux des autres ?

Quels sont vos impressions face à ce partenariat ?

Comment envisagez-vous l'après projet ?

Vos suggestions pour la suite du partenariat ?

## **Guide d'entretien (producteurs non encadrés)**

Connaissez-vous le projet qui évolue dans le village voisin ?

Si oui, comment l'avez-vous connu ?

Depuis quand l'avez-vous connu ?

Quel travail réalise t-il là bas ?

Souhaitez-vous travailler avec lui ?

Si oui quelle démarche avez-vous déjà entreprise en ce sens ?

Quelle réponse avez-vous obtenue ?

Etes-vous prêts à reproduire chez vous les innovations introduites par ce projet, même s'il n'évolue pas dans votre village ?

Si non, pourquoi ?

Est ce parce que vous n'avez pas les mêmes problèmes que ce village ?

Quels sont vos principaux problèmes ?

Comment pensez-vous les résoudre ?

Pensez-vous à d'autres projets pour résoudre vos problèmes, lesquels ?

## **Guide d'entretien (ONG ou projets)**

Depuis combien de temps évoluez-vous dans ce village ?

Quelles sont les actions déjà réalisées par vous ?

Quelles sont celles adoptées par les populations ?

Quels sont les contraintes rencontrées par vous dans les actions entreprises ?

Comment avez-vous adhéré au partenariat ?

Qui parmi vous a sollicité la collaboration ?

Comment a été choisi le village ?

Quelles sont les actions réalisées ou en cours de réalisation par les partenaires ?

Quels rôles vous sont confiés lors de l'élaboration de la convention ?

Comment jugez-vous votre rôle et ceux de vos partenaires ?

Vos impressions sur le passé et l'avenir du partenariat ?

Vos propositions pour l'avenir de la collaboration ?

## **Guide d'entretien** (producteurs non groupés)

Depuis quand avez-vous connu ce projet ?

Qui vous l'a fait connaître ?

Depuis quand travaillez-vous avec ce projet ?

Comment l'avez-vous intégré ?

Quels sont les différents partenaires qui composent ce projets ?

Avec lesquels de ces partenaires vous travaillez constamment ?

Quels problèmes voulez-vous résoudre avec l'appui de ce projet ?

Qui a identifié ces problèmes ?

Quels problèmes sont en phase de résolution ?

Quels rôles jouez-vous dans la résolution de ces problèmes ?

Quels rôles sont dévolus à vos autres collaborateurs ?

Pouvez-vous seul résoudre désormais ces types de problèmes ?

Pensez-vous à d'autres façons de résoudre ces problèmes ?

Si oui pouvez-vous les proposer à vos collaborateurs ?

Quels avantages tirez-vous de la collaboration ?

Souhaiteriez-vous une autre forme de collaboration, si oui laquelle ?

Connaissez-vous certains qui veulent faire comme vous ?

Si oui, quelle action les intéresse beaucoup ?

Quelles sont les réactions de vos voisins non intégrés face à la collaboration ?

**ANNEXE N° 2 Quelques éléments concrets de recherche  
participative dans le monde**



### **Exemple 1 : Colombie ;Collaboration de la recherche avec des groupes d'agriculteurs à l'étude diagnostique de groupe**

De nombreux chercheurs, soucieux d'abaisser les coûts et d'obtenir une participation plus active de la part des agriculteurs, ont préféré collaborer avec des groupes d'exploitants plutôt qu'avec des personnes isolées, comme cela est habituellement le cas en participation consultative. L'exemple présenté ici nous vient de la Colombie, il est relaté par Ashby (1990).

L'Instituto Colombiano Agropecuario (ICA) a élaboré une méthode de diagnostic de groupe destiné à analyser les problèmes des agriculteurs. Les membres de la communauté locale participent à des réunions en réponse à une invitation publique. Les groupes se forment librement. Plusieurs heures sont consacrées à un travail de réflexion intensive en groupes restreints ; ceux-ci classent les différents problèmes par ordre d'importance et procèdent à leur évaluation. Les participants doivent ainsi aboutir à un consensus global et identifier les principaux problèmes de la communauté.

Cette approche constitue une contribution directe des agriculteurs à la planification de la recherche. Malgré son efficacité remarquable, elle tend également à éclipser les informations inhérentes à certains groupes particuliers et, notamment, à celui des femmes qui, en Colombie, sont rarement représentées lors des réunions publiques. Des efforts ont été mis en œuvre afin de constituer des sous groupes spéciaux, capables de mener la même analyse de diagnostic.

Ashby 1990

### **Exemple 2 : Les liaisons avec les chercheurs, les développeurs et les producteurs**

La littérature montre que la gestion des liaisons recherche-producteurs des techniques, dans les systèmes agricoles, présente une faiblesse chronique. Deux questions se posent dès lors aux gestionnaires de la recherche :

- quel sera l'impact de cette faiblesse sur la performance des systèmes agricoles ?
- faut-il considérer les liaisons comme un " bonus " que l'on pourra éventuellement exploiter lorsque les ressources seront abondantes ou faut-il les envisager comme vitales à la réussite des systèmes de techniques agricoles ?

Créer et maintenir des liaisons efficaces exigent un investissement considérable en temps et en moyen financier. Les gestionnaires désireux d'affecter des ressources déjà limitées au développement des liaisons agriculteurs-agents du transfert de technologies doivent s'assurer que leurs efforts se traduiront par de meilleures performances.

Dans son étude en Colombie, Engel (1990) met en évidence le gain de performance que les systèmes agricoles des pays en développement peuvent obtenir par le biais de la liaison solide.

Les constatations d'Engel laissent supposer que la création de liaisons efficaces au sein d'un système renforce son impact. Il incombe donc aux gestionnaires de nouer et d'entretenir de tels liens. Ils disposent à cet effet d'un large éventail d'options qui vont des mesures radicales à grande échelle, par exemple les restructurations ou les fusions, à des solutions plus subtiles comme l'introduction de nouveau mécanisme de gestion ou, plus simplement, le réglage fin des mécanismes existants.

### **Développement rural intégré en Colombie**

L'agriculture mixte à petite échelle constitue le principal mode de production agricole sur les hauts-plateaux de Nanno, en Colombie. La période antérieure à 1978 était marquée par les problèmes suivants :

- liaison inefficace entre les principales institutions chargées de l'élaboration et du transfert de technologies ;
- performance limitée et stationnaire des principales activités agricoles (produits laitiers, blé, cobayes, maïs, haricots et orge), la production de pomme de terre constituant la seule exception notable.

Au milieu des années 79, la Colombie a lancé un programme de développement rural intégré (DRI) en vue d'améliorer les performances des petites exploitations. Il fallait, par conséquent, organiser les activités des principales institutions chargées de l'élaboration et du transfert de technologies. Les efforts de coordinations visaient notamment la culture du blé, la production laitière et l'élevage de cobayes. Les mécanismes spécifiques de liaisons mis en place étaient essentiellement les suivants :

- réunions régulières entre le DRI, les représentants des agences de vulgarisation, de formation et de distribution d'intrants ainsi que les agriculteurs afin d'aider le DRI à orienter, financer et superviser les activités ;
- réunions de coordination mensuelle entre le DRI et les responsables de toutes les institutions en vue de renforcer le ciblage et les liens institutionnels ;
- réunions trimestrielles du comité de coordination en vue d'identifier les contraintes technologique et d'allouer les ressources en conséquence ;

- groupes de collaboration en vue de réaliser des activités spécifiques de recherche et de vulgarisation au niveau local ;
- recours aux spécialistes thématiques pour coordonner les programmes de recherche adaptative, de formation et de vulgarisation ainsi que la production du matériel de vulgarisation ;
- essais en milieu réel menés conjointement par les chercheurs, les vulgarisateurs et les exploitants ;
- planification conjointe entre chercheurs et vulgarisateurs pour promouvoir la diffusion et améliorer la qualité des activités de vulgarisation.

Les premiers effets du DRI ont été ressentis après 1978. La période 1980-85 s'est caractérisée par un développement substantiel de la production de blé, de lait et de cobayes. Les rendements de maïs et de haricots ont cependant connu un accroissement plus modéré. Ce phénomène mérite d'être noté, d'autant plus que la recherche et la vulgarisation de ces deux cultures ont fait l'objet d'intégration limitée.

(Engel, 1990)

### **Exemple 3 : Détachement de vulgarisateurs auprès du programme de recherche en Zambie**

Lors de la création de l'équipe de la recherche adaptative (ARPT), aucune disposition ne prévoyait le détachement de vulgarisateurs auprès des programmes de recherche sur le terrain. Cependant, quand les organisateurs des programmes ont commencé à planifier les essais de la première campagne, ils ont décidé qu'au lieu de recruter des techniciens et de les envoyer sur les sites de recherche en vue de superviser les opérations au jour le jour, il serait plus efficace de faire appel à des vulgarisateurs à plein temps vivant déjà dans la région. La section vulgarisation était disposée à fournir un certain nombre de ses meilleurs agents. En effet, elle avait pris une part active dans la planification de l'ARPT et avait entrevu dans cette mesure un mécanisme susceptible de produire des technologies adaptées aux conditions locales.

Ces spécialistes appelés "assistants", sont chargés de la gestion quotidienne des activités expérimentales en milieu réel, de l'établissement des relations avec les agriculteurs et de l'organisation des journées agricoles. Leur efficacité s'explique non seulement par leur formation adéquate, mais aussi par leur origine (la zone des essais), la connaissance des langues locales ainsi que par la compréhension des pratiques culturelles et des préférences alimentaires des habitants de la région.

Ces assistants sont rémunérés par la section vulgarisation et supervisés par la section recherche, ce qui a entraîné des conflits. Cependant, grâce à l'excellente communication établie au niveau

provincial, de tels problèmes sont généralement résolus avant même qu'ils ne prennent des proportions alarmantes.

(Kean et Singogo, 1990)

**Exemple 4 : Collaboration recherche-vulgarisation lors des enquêtes et essais sur le terrain.**  
**Cas du Zimbabwe**

En 1980, l'Institut d'agronomie du département de la recherche et des services spécialisés (DR&SS) a lancé un vaste programme d'expérimentation en milieu réel en vue d'adapter les technologies existantes aux conditions des zones rurales. Les essais ont été conçus par le personnel de la recherche. Ils portent sur diverses cultures et sont implantés dans tout le pays. Etant donné l'étendue du programme, les responsabilités en matière de gestion routinière des essais ont été transmises aux vulgarisateurs locaux de manière assez informelle.

Les résultats ont été décevants. Le chercheur chargé du programme devrait se déplacer constamment afin de superviser les essais, ce qui lui laissait peu de temps pour collaborer avec les vulgarisateurs et les exploitants. Les vulgarisateurs, investis de multiples responsabilités, possédaient peu d'expérience dans la gestion des essais en milieu réel. La majorité des activités expérimentales se sont par conséquent soldées par des échecs. Peu de données ont pu être utilement exploitées par la recherche.

Les chercheurs ont donc entrepris de réorganiser la recherche afin d'être entièrement responsables de sa supervision et de sa gestion. Ils ont fortement réduit le nombre des essais et les ont regroupé dans plusieurs sites représentatifs. Des techniciens de la recherche ont été détachés dans les localités en question pour y organiser les activités expérimentales. Cette gestion améliorée a débouché sur des résultats plus concluants.

(Avila et al., 1989 ; Shumba et Fenner, 1989)

**Exemple 5 : Bolivie ; liaison avec les ONG pour un transfert de technologies plus large**

En 1983, d'importantes contraintes financières ont obligé le Centro de Investigacion Agricola Tropical (CIAT) à interrompre son programme de vulgarisation. Le centre a dès lors essayé d'établir des liaisons avec plusieurs autres groupes basés en Bolivie afin d'assurer le transfert de ses technologies aux agriculteurs. Ces groupes appelés "utilisateurs intermédiaires", comprennent :

- des associations de producteurs représentant les petites et les grandes exploitations ;

- des organisations non gouvernementales (ONG) qui collaborent généralement avec les petits exploitants ;
- des agences publiques de vulgarisation oeuvrant au terrain ;
- des sociétés commerciales.

Avec le concours de la mission britannique d'agriculture tropicale, le CIAT a réalisé une étude diagnostique sur les activités du personnel technique collaborant à la recherche et au transfert de technologies chez ces utilisateurs intermédiaires. Il a ensuite établi plusieurs mécanismes de liaison avec les groupes en question :

- les représentants des utilisateurs intermédiaires participent aux réunions annuelles du CIAT afin de mettre en valeur les activités de recherche qu'il considère prioritaires ;
- les groupes collaborent aux essais conjoints en milieu réel, gérés et évalués par le CIAT ;
- le CIAT organise des stages de formation intensive sur le terrain ou en station à l'intention des agriculteurs, des ONG, etc. ;
- le CIAT a créé un département dont l'objectif est d'entretenir les liaisons établies avec les utilisateurs intermédiaires, notamment par la publication d'une revue à laquelle contribuent tous les groupes concernés ;
- un centre d'information a été constitué afin de collecter et de diffuser les informations émanant des utilisateurs intermédiaires.

Cet arrangement a permis d'obtenir une plus large couverture que celle assurée par les services de vulgarisation traditionnels ou par l'approche des systèmes de production en vigueur avant 1983. Par ailleurs, il a pu proposer un service de transfert de technologies auquel participent davantage de diplômés universitaires.

(Bojanic et Farrington, comm. per. ;Thiel et al., 1988)



### **ANNEXE N° 3 Exemples de convention de partenariat et divers**



Centre de Recherche Agronomique  
de Sérédou – Macenta

## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

Le Centre de recherche Agronomique de Sérédou dénommé le centre représenté par  
Monsieur Salifou **CAMARA** le Directeur d'une part,  
Le District de Zoboroma dénommé le village d'étude représenté par  
Monsieur Koï **KOIVOGUI** le chef de District d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

La présente convention a pour objet, le test ou le transfert de technologies mises au point par  
le CRA de Sérédou dans le village d'étude de Zoboroma initialement identifié par l'Equipe  
J/S du dit centre.

Les tests et transferts de technologies se feront à travers un dispositif expérimental paysan  
à l'approche participative.

### Article 2: Dans le cadre de ce partenariat, les risques sont entièrement partagés:

Les paysans du village concerné s'engagent à acheter les intrants à tester dans leurs champs,  
à fournir la main d'œuvre nécessaire pour la réalisation et l'entretien de toutes les actions  
programmées.

Le CRA de Sérédou quant à lui s'engage à caractériser le village d'étude, assister  
techniquement les paysans dans la mise en place et le suivi agronomique et socio-économique  
des technologies ou innovations en collaboration étroite avec les agents du SNPRV.

De même, le centre est chargé de former les paysans à la valorisation des innovations,  
des agents de vulgarisation et les cadres des projets en vue de démultiplier plus tard la  
formation au niveau des autres paysans des villages voisins.

### Article 3: Dans cette nouvelle approche, la priorité sera accordée aux groupements d'agriculteurs ou planteurs, mais ce qui n'exclut pas les paysans isolés.

### Article 4: Toutes les technologies introduites ou à introduire doivent faire l'objet du choix des producteurs intéressés.

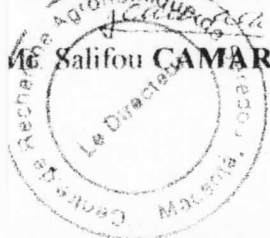
### Article 5 : Tous les produits issus de ces essais sont et demeurent la propriété des paysans.

Fait à Sérédou le 2 juin 2000

Pour le CRA de Sérédou

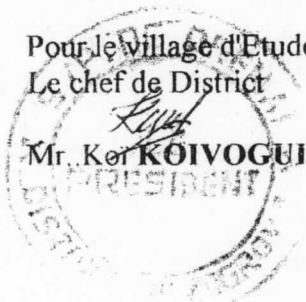
Le Directeur du Centre

Mr. Salifou **CAMARA**



Pour le Village d'Etude  
Le chef de District

Mr. Koï **KOIVOGUI**



## CONVENTION DE COLLABORATION

ENTRE :

L'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) représenté par son Directeur Général : Mr Mamadou Salibu DIALLO

ET :

La Société Guinéenne de Palmiers à Huile et d'Hévéas (SOGUIPAH) représentée par son Directeur Général : MR. DE RAAD.

i. Les deux institutions conviennent du renforcement de leur collaboration dans le domaine de la mise en place et de la gestion des points d'essai de la SOGUIPAH/Diécké (YOMOU), Zoo (LOLA) et Sérédou (MACENTA).

### A/ POINT D'ESSAI DE DIECKE :

#### a) Contribution de l'IRAG

- Elaboration des protocoles d'essai
- Garantie de déplacement des chercheurs vers la SOGUIPAH
- Interprétation des résultats de recherche
- Elaboration des rapports de recherche.

#### b) Contribution de la SOGUIPAH

- Mise à disposition des terres et leur préparation
- Fourniture d'intrants agricoles et de la main d'œuvre
- Hébergement des chercheurs
- Garantie de déplacement des chercheurs à l'intérieur de la SOGUIPAH et au retour (carburant).

Il a été convenu de commun accord que les essais en bas-fonds rizicoles auront trait en particulier sur :

- le maintien de la fertilité à moyen et long termes
- les cultures de contre saison autres que le riz et en particulier les vivriers riches en protéine;
- le calendrier cultural (influence de la date de repiquage sur le rendement).

L'IRAG s'engage à fournir des protocoles pour chacun des points mentionnés ci-dessus et de faire, à ses frais, les analyses nécessaires.

*Handwritten signature.*

*Handwritten signature.*

Par ailleurs il a été convenu qu'un essai de bananes plantains sur première terrasse ou en bas-fond suffisamment drainé sera mis en oeuvre. L'IRAG s'engage à fournir pour cet essai de cultivars réputés résistants à la cercosporiose.

B/ La SOGUIPAH cède les deux essais de comportement de palmier à huile et d'hévéa de Zoo et de Sérédou à l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) à partir du premier février 1994. A compter de cette date le personnel présent sur ces deux points appui sera à la charge de l'IRAG.

2. Mme Saloubhé BAH est détachée de l'IRAG qui continue à lui verser son salaire auprès de la SOGUIPAH. L'IRAG assurera ses moyens de déplacement hors carburant. Elle travaillera sous la supervision scientifique des chercheurs du Centre de Sérédou et recevra toutes les instructions de SOGUIPAH dans le cadre de la gestion du point d'essai.

3. Tout besoin qui se fera sentir et qui modifiera le protocole fera l'objet d'un avenant.

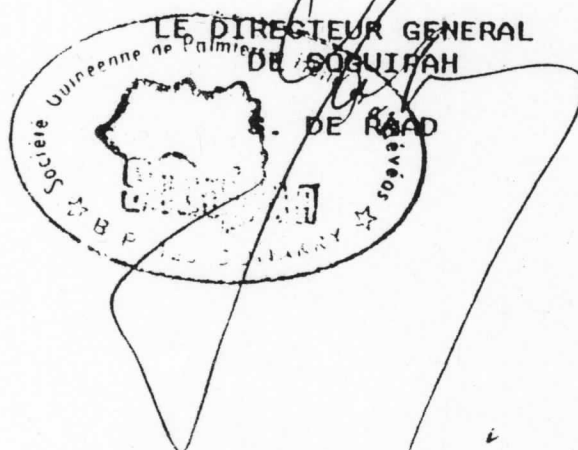
4. En cas de litige les deux parties feront appel au haut arbitrage du Ministère de l'Agriculture.



LE DIRECTEUR GENERAL  
DE L'IRAG

MAMADOU SALIOU DIALLO

SOGUIPAH, 21 MARS 1994 19...



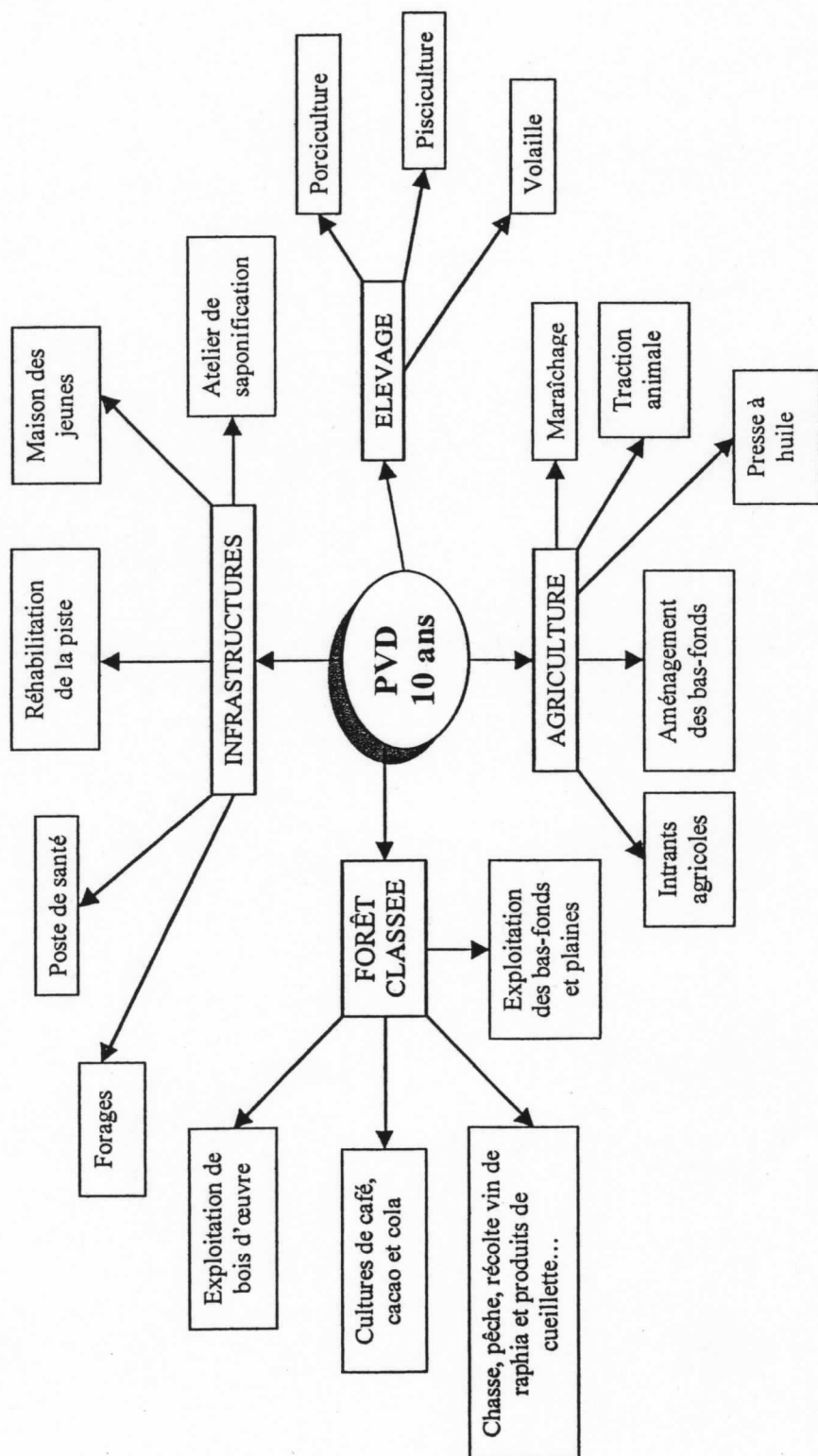




نمبر	گلیج	1	2	2-1	2-2	2-3	2-4	3-	3-1
1	آفیدیج فی لیت	1	1	1	1	1	1	1	1
2	موتگل آلاچ								
2-1	یلنرط								
	موتگل بایر دایج (تایا)								
	موتگل ندون								
	موتگل کمپسنت								
	کط کو								
2-2	آلفی رمرکی (کیر، کاف، رترکی، یرنرط، پیل، پرویت...)								
2-3	آودیج								
2-4	لیر آیت کیت، کلی								
3-	موتگل بول								
3-1	بول وودای								
هو وود	مارس	2	2	2	2	2	2	2	2
	زین	2	2	2	2	2	2	2	2
	کتوب	1	1	1	1	1	1	1	1
	توون	1	1	1	1	1	1	1	1
	دیس	1	1	1	1	1	1	1	1
	زین	2	2	2	2	2	2	2	2
	ماری	2	2	2	2	2	2	2	2
	ایرل	2	2	2	2	2	2	2	2
	ماری	2	2	2	2	2	2	2	2



# PLAN VILLAGEOIS DE DEVELOPPEMENT DISTRICT DE FOOZOU



## **b. Critères de choix du village**

Les critères qui ont prévalu pour le choix de Zobromaï comme village d'étude sont :

- sa proximité par rapport au centre de recherche de Sérédou ;
- la présence de groupements d'agriculteurs dans le village ;
- l'accessibilité en toute saison ;
- la présence d'une plaine de 30 ha propice au développement de la riziculture inondée.

## **c. Programmes d'intervention**

L'équipe R/S a entrepris avec les programmes : café-cola, et système de production à base de riz, trois interventions à partir des demandes exprimées par les villageois. Ces interventions qui s'insèrent logiquement dans l'évolution globale des systèmes de production de la zone forestière (Cissé S.,2000) sont :

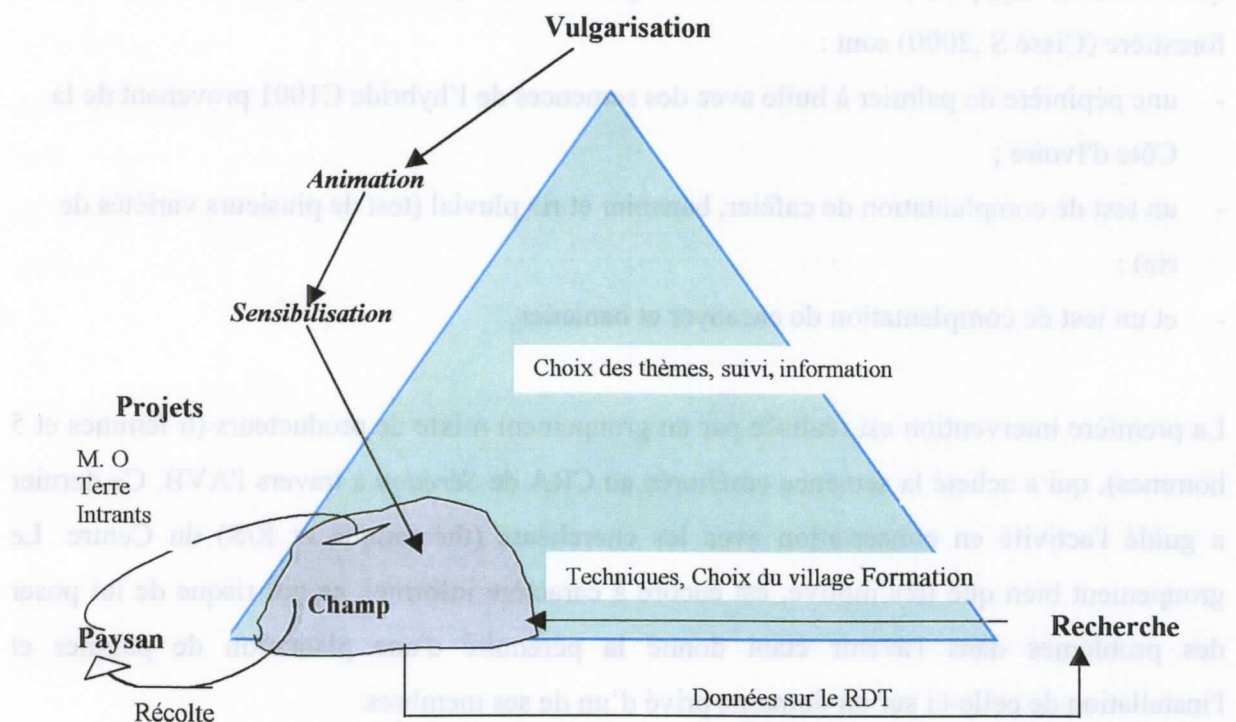
- une pépinière de palmier à huile avec des semences de l'hybride C1001 provenant de la Côte d'Ivoire ;
- un test de complantation de caféier, bananier et riz pluvial (test de plusieurs variétés de riz) ;
- et un test de complantation de cacaoyer et bananier.

La première intervention est réalisée par un groupement mixte de producteurs (6 femmes et 5 hommes), qui a acheté la semence améliorée au CRA de *Sérédou* à travers l'AVB. Ce dernier a guidé l'activité en concertation avec les chercheurs (thématique et R/S) du Centre. Le groupement bien que très motivé, est encore à caractère informel, ce qui risque de lui poser des problèmes dans l'avenir étant donné la pérennité d'une plantation de palmier et l'installation de celle-ci sur un domaine privé d'un de ses membres.

Les deux autres interventions sont menées par des producteurs individuels. Quoique le riz interspécifique montre son potentiel, le champ connaît beaucoup de problèmes d'oiseaux et d'agoutis. Certainement les rendements seront fortement influencés par ces facteurs.

L'AVB est en poste dans ce village longtemps avant l'arrivée de la recherche et encadre cinq villages et leurs hameaux à travers 35 parcelles de démonstration. Il est impliqué de façon informelle dans le dispositif dès le démarrage des travaux. Pour plus d'efficacité de cet agent,

**Schéma N° : Mode d'intervention des acteurs dans le village d'étude de *Zobromaï***



il faudrait élaborer une convention de collaboration qui définisse ses rôles et ceux de la recherche dans le dispositif.

Les autres intervenants présents dans le village et qui s'occupent de certaines actions de développement n'ont pas encore adhéré au dispositif faute d'information et de collaboration entre eux et la recherche. L'exemple le plus concret est celui de la GTZ qui a entrepris des actions de développement des cultures maraîchères dans le village en faveur des populations expropriées de la forêt classée.

Etant donné que le centre de *Sérédou* ne dispose pas de programme concernant les cultures maraîchères, il serait souhaitable que le chef de l'équipe R/S avec l'appui du coordinateur scientifique recherche des expertises pour soutenir l'action de la GTZ qui en revanche, pourrait sans doute participer au financement des activités de recherche du centre mais particulièrement des activités dans le village de *Zobromaï*.

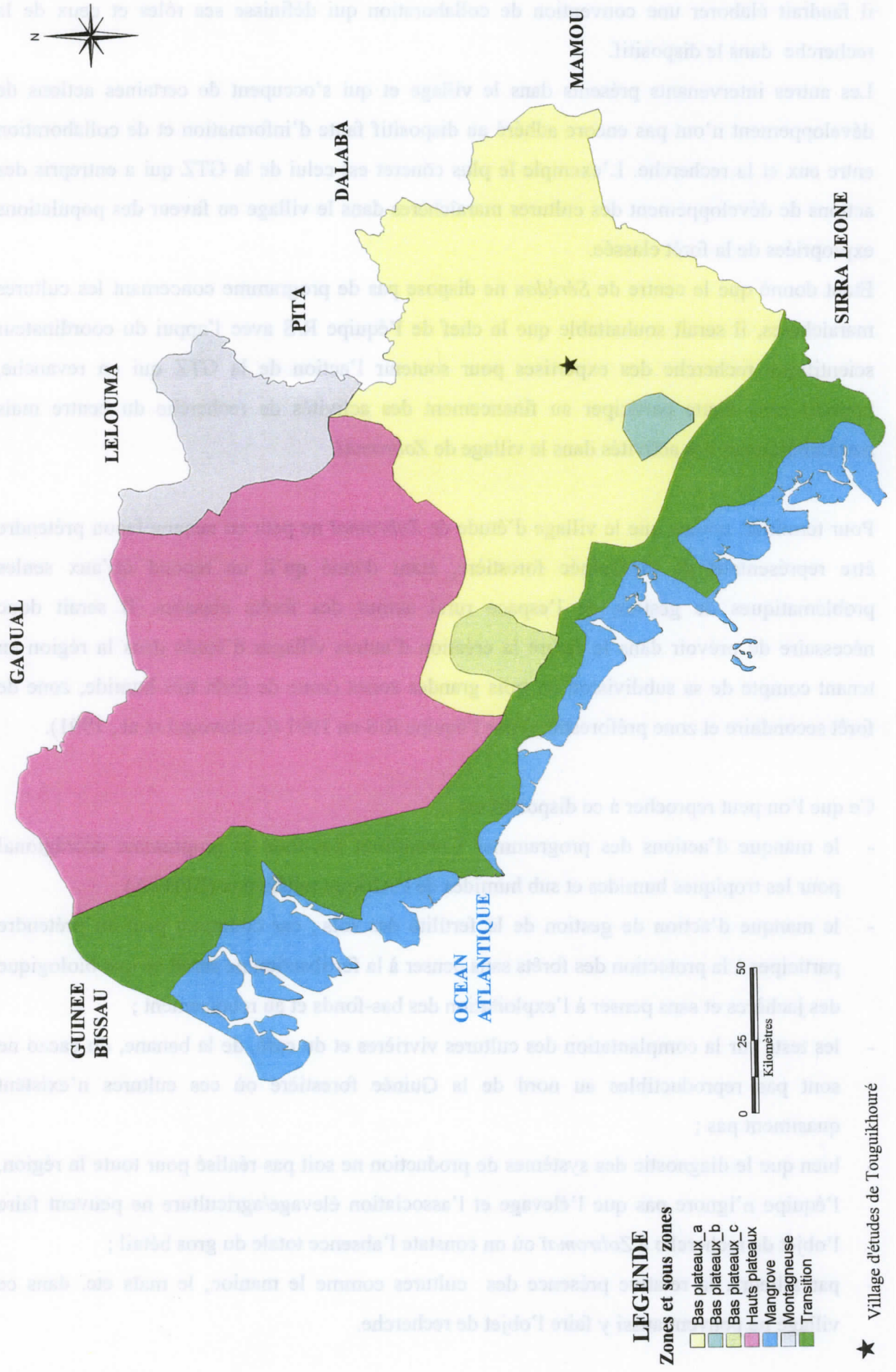
Pour terminer, notons que le village d'étude de *Zobromaï* ne peut en aucune façon prétendre être représentatif de la Guinée forestière, étant donné qu'il ne répond qu'aux seules problématiques de gestion de l'espace rural autour des forêts classées. Il serait donc nécessaire de prévoir dans le future la création d'autres villages d'étude dans la région en tenant compte de sa subdivision en trois grandes zones (zone de forêt très humide, zone de forêt secondaire et zone préforestière) par l'équipe R/S en 1991 (Guilavogui et al., 1991).

Ce que l'on peut reprocher à ce dispositif est :

- le manque d'actions des programmes Consortium bas-fond et programme écorégional pour les tropiques humides et sub humides de l'Afrique sahélienne (EPHTA)
- le manque d'action de gestion de la fertilité des sols ; car comment peut-on prétendre participer à la protection des forêts sans penser à la fertilisation ne serait ce que biologique des jachères et sans penser à l'exploitation des bas-fonds et au reboisement ;
- les tests sur la complantation des cultures vivrières et du café, de la banane, du cacao ne sont pas reproductibles au nord de la Guinée forestière où ces cultures n'existent quasiment pas ;
- bien que le diagnostic des systèmes de production ne soit pas réalisé pour toute la région, l'équipe n'ignore pas que l'élevage et l'association élevage/agriculture ne peuvent faire l'objet de recherche à *Zobromaï* où on constate l'absence totale du gros bétail ;
- par ailleurs, la relative présence des cultures comme le manioc, le maïs etc. dans ce village ne peuvent aussi y faire l'objet de recherche.



# ZONES ET SOUS ZONES AGRO ECOLOGIQUES DE LA GUINEE MARITIME



## 2.2 La Guinée maritime

La Basse Guinée, ou Guinée maritime occupe le littoral du pays, couvrant ainsi 18 % du territoire. Elle est la plus peuplée du pays avec 32% de la population nationale.

Les précipitations varient de 2000 à 4000 mm pendant la saison pluvieuse de 6 à 7 mois (mai à octobre ou novembre, et le climat est chaud et humide.

Les sols sont le plus souvent argileux dans les parties basses (sol de mangrove), à dominance de ferrisols, et de fertilité plus réduite dans les zones de piémont foutanien.

La plaine maritime est basse et marécageuse, propice à la culture du riz. On y cultive aussi du maïs, du fonio, beaucoup d'arbres fruitiers et de la banane et ananas.

Les travaux de zonage de l'équipe R/S de Foulaya la subdivise en 5 principales zones agro écologiques (Diallo A. et al., 2000):

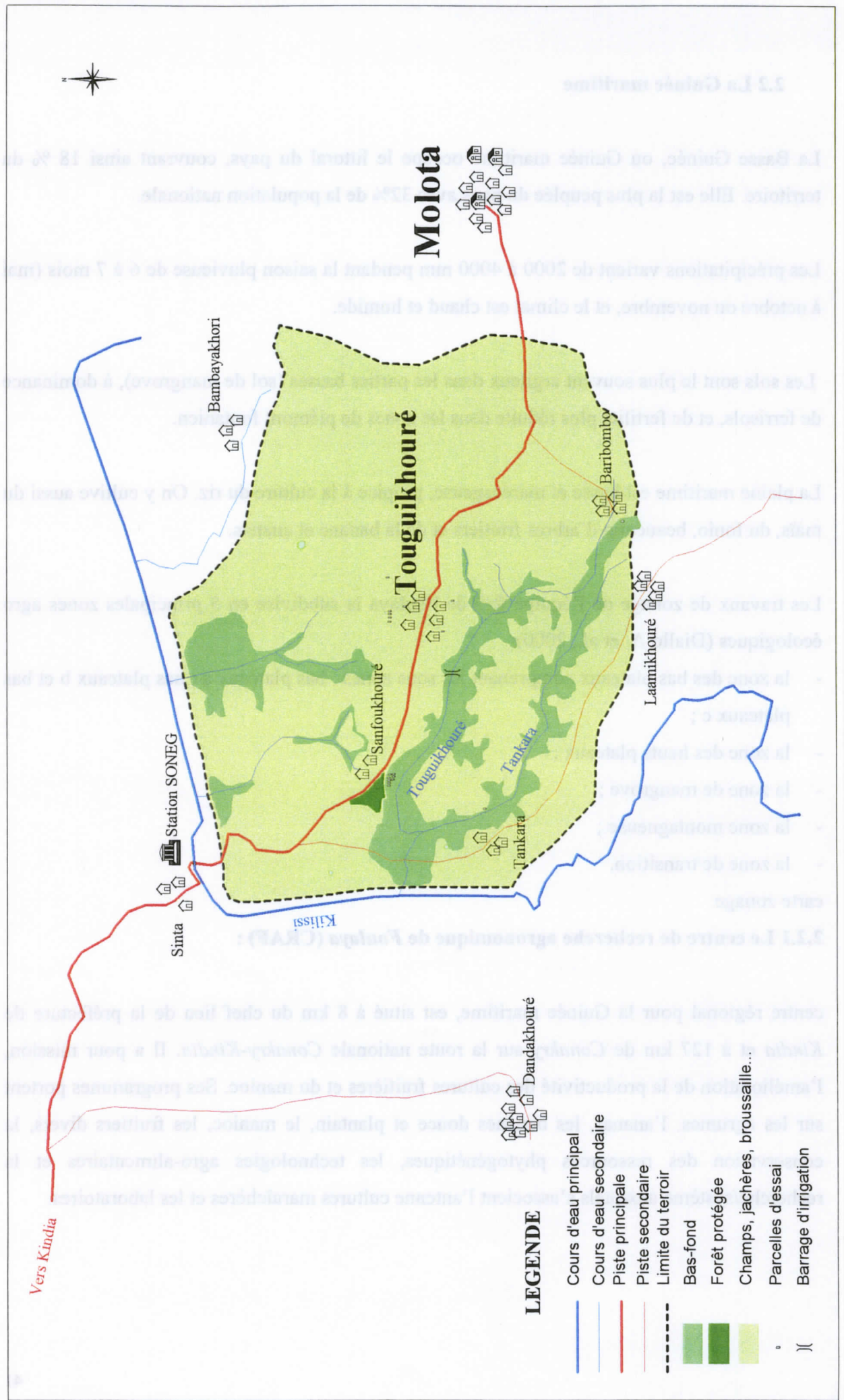
- la zone des bas plateaux comprenant les sous zones : bas plateaux a ; bas plateaux b et bas plateaux c ;
- la zone des hauts plateaux ;
- la zone de mangrove ;
- la zone montagneuse ;
- la zone de transition.

carte zonage

### 2.2.1 Le centre de recherche agronomique de *Foulaya* (CRAF) :

centre régional pour la Guinée maritime, est situé à 8 km du chef lieu de la préfecture de *Kindia* et à 127 km de *Conakry* sur la route nationale *Conakry-Kindia*. Il a pour mission, l'amélioration de la productivité des cultures fruitières et du manioc. Ses programmes portent sur les agrumes, l'ananas, les bananes douce et plantain, le manioc, les fruitiers divers, la conservation des ressources phytogénétiques, les technologies agro-alimentaires et la recherche/système auxquels s'associent l'antenne cultures maraîchères et les laboratoires.

# TERROIR DU VILLAGE D'ETUDE DE TOUGUIKHOURE





## **2.2.2 Le dispositif du village d'étude de *Touguikhouré***

### **a. Situation**

Le village d'étude de *Touguikhouré* se localise dans la zone des bas plateaux et précisément dans la sous zone de bas plateaux "a". Sa population totale est estimée à 1267 habitants repartis entre 125 ménages. La superficie moyenne par ménage est de 2,3 ha.

C'est un village de la sous préfecture de *Molota* situé à 3 km du chef lieu sur la piste qui relie la dite sous préfecture à la préfecture de *Kindia* se trouvant à 18 km au nord. Le village possède cinq principaux domaines de culture: *Barimaka*, *Tankara*, *Sanfoukhouré* et *Yoko*. Les essais sont installés sur le domaine de *Yoko* qui couvre une superficie de 27 ha desservie par un cours d'eau à régime permanent sur lequel est installé un micro barrage permettant l'irrigation (Béavogui L et al., 2000). carte de terroir

### **b. Critères de choix du village**

D'après l'équipe R/S de *Kindia*, les critères qui ont conduit au choix de *Touguikhouré* comme village d'étude sont les suivants :

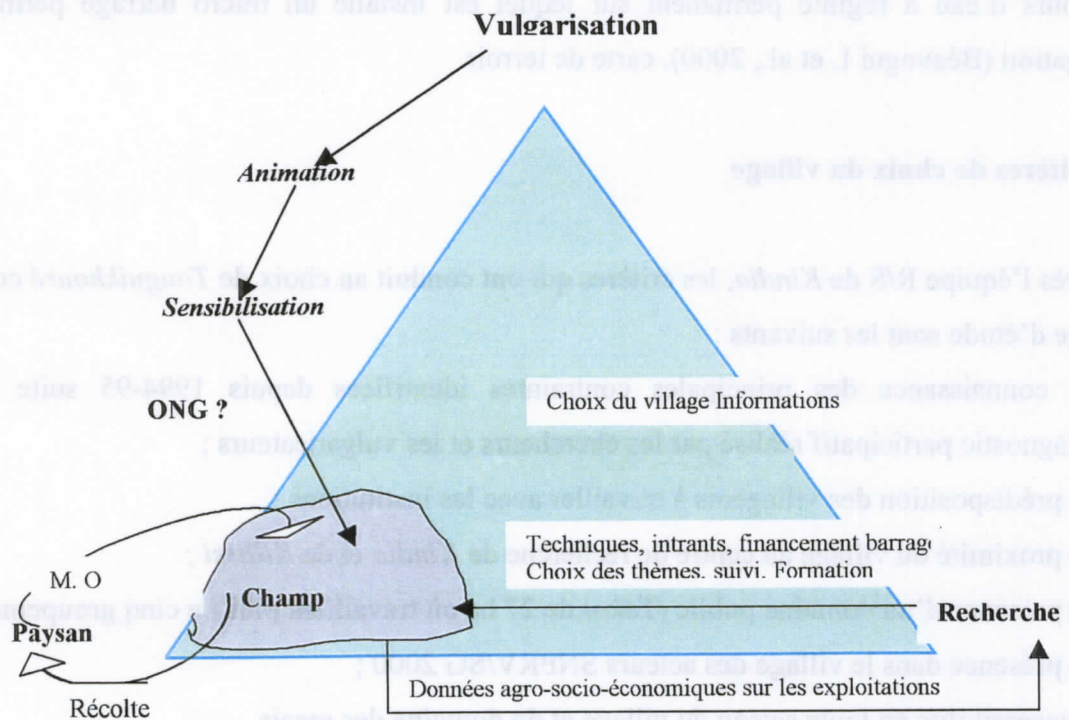
- la connaissance des principales contraintes identifiées depuis 1994-95 suite à un diagnostic participatif réalisé par les chercheurs et les vulgarisateurs ;
- la prédisposition des villageois à travailler avec les institutions ;
- la proximité du village au centre de recherche de *Kindia* et de *Killissi* ;
- la présence d'un domaine public (*Yoko*) de 27 ha où travaillent plus de cinq groupements ;
- la présence dans le village des acteurs SNPRV/SG 2000 ;
- l'accessibilité en toute saison du village et du domaine des essais.

### **c. Les programmes d'intervention**

Les CRA de *Foulaya* et de *Kilissi* ont démarré leurs interventions au village de *Touguikhouré* depuis 1999 sous la responsabilité de l'équipe R/S de *Foulaya*.

Depuis le démarrage des activités en 1999, la recherche en concertation proche avec les villageois a introduit un grand nombre de thèmes et d'essais / tests (46 au total en 1999). La

**Schéma N° : Mode d'intervention des acteurs dans le village d'étude de *Touguikhouré***



recherche a aussi beaucoup contribué et gratuitement à l'approvisionnement en semences (riz, arachide, cultures maraîchères), en matériel végétal (banane, ananas, anacarde), ainsi qu'en matériaux pour la restauration du barrage et en conseil technique.

Evidemment cela a stimulé les attentes des producteurs, comme le montrent les demandes des producteurs pour des assistances supplémentaires portant sur une gamme d'infrastructures (magasin de stockage, chambre froide, école, santé, puits, électricité, etc.). On note une croissance spectaculaire du nombre de groupements (de 6 en 1999 jusqu'à 16 actuellement) et donc une augmentation du nombre de producteurs organisés aussi bien à *Touguikhouré* que dans les villages voisins.

Cet enthousiasme des producteurs à se regrouper traduit le souhait de chacun de profiter des avantages de la recherche et de bénéficier du domaine commun (domaine aménagé de *Yoko*) octroyé seulement aux groupements.

Ainsi le grand nombre d'intervention de la recherche avec ses trois observateurs (en cultures vivrières : riz pluvial, riz de bas-fond, arachide, manioc et maïs; en cultures maraîchères : tomate, aubergine, oignon, petit piment; et en fruitiers : banane, ananas, anacarde) en collaboration avec les groupements, les interventions séparées des ONG (APEK et CLUZA) et celles du SNPRV/SG 2000 risquent de créer des embouteillages de nature à surcharger les producteurs. Etant donné cette observation, plusieurs suggestions sont faites par les auteurs de la démarche pour rectifier la situation :

- la recherche et l'équipe R/S, doit établir un plan d'intervention à moyen terme d'au moins 3 ans. Ce plan définira un trajet global et une hiérarchisation cohérente des interventions et des activités pour les années à venir. Ensuite ce plan doit être affiné avec les autres acteurs et particulièrement les villageois (les représentants des groupements en premier lieu). Ce type de concertation nous paraît essentiel pour assurer une évolution cohérente et harmonisée du partenariat ;
- l'équipe R/S doit surtout créer une base de données, comprenant les informations du diagnostic initial de 1995, les cartes de terroir et d'occupation des terres, et produire des rapports d'étape sur les résultats obtenus et les observations complémentaires. Ceci pourra sans doute faciliter les interprétations des résultats pour chaque année. Cette action doit être urgente afin d'éviter d'éventuelles pertes d'informations indispensables aux futures évaluations des impacts ;



- chaque membre ou chaque composante de l'équipe R/S doit rédiger régulièrement des rapports d'étape sur ses activités menées au village, il en va de même pour les chercheurs thématiques dont les résultats obtenus pendant une campagne sous forme d'un rapport seront mis ensuite en commun par l'équipe R/S.

A part les grandes réunions avec tous les acteurs, l'équipe R/S doit organiser davantage de séances de travail bilatéral et en petit comité avec les représentants des groupements ; la vulgarisation (SNPRV/SG 2000) et les ONG : association pour le développement économique de Kindia (APEK) et CLUZA pour mieux coordonner leurs contributions respectives ;

Ce que l'on peut aussi reprocher à l'équipe de *Kindia* est l'octroi gratuit du matériel végétal et les subventions qu'elle ne cesse d'apporter. On se pose parfois la question de savoir si elle pourra continuer ses actions de donatrice dans les villages satellites ou dans les futures villages d'étude. Ajouter à cela trois observateurs agronomes à la charge de la recherche pour le seul village rend le fardeau très lourd. Il faut aussi signaler le fait que la vulgarisation n'a été véritablement impliquée dans ce dispositif qu'en juillet 2000 suite au détachement d'un AVB auprès de la recherche.

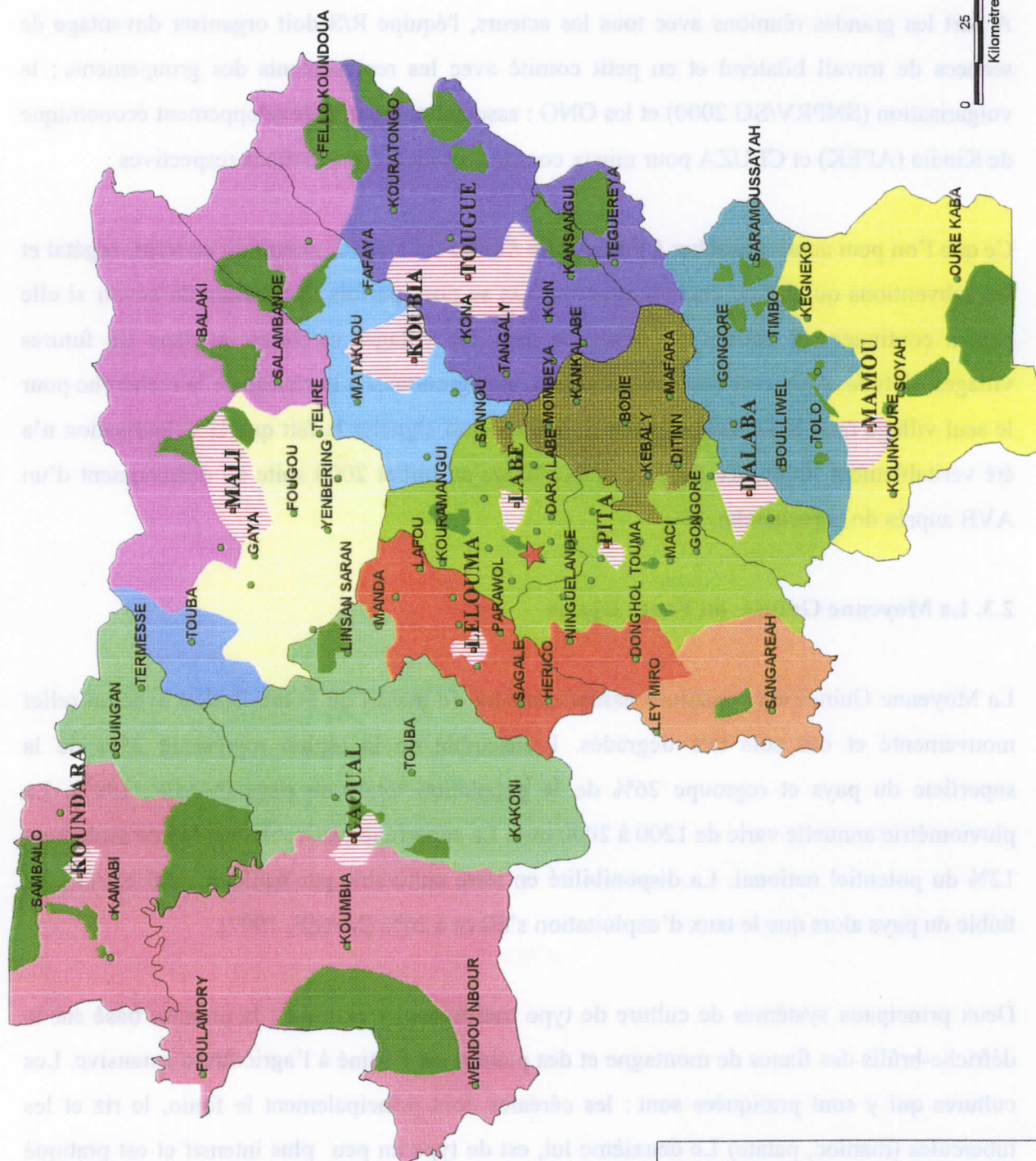
### **2.3. La Moyenne Guinée ou Fouta Djalón**

La Moyenne Guinée est constituée essentiellement du massif du Fouta Djalón avec un relief mouvementé et des sols très dégradés. L'ensemble de la région représente 25% de la superficie du pays et regroupe 26% de la population totale du pays (MAEF, 1997). La pluviométrie annuelle varie de 1200 à 2000 mm. La superficie cultivable représente seulement 12% du potentiel national. La disponibilité en terre cultivable par habitant rural est la plus faible du pays alors que le taux d'exploitation s'élève à 26% (MAEF, 1997).

Deux principaux systèmes de culture de type traditionnel y existent : le premier basé sur la défriche-brûlis des flancs de montagne et des plaines est destiné à l'agriculture extensive. Les cultures qui y sont pratiquées sont : les céréales dont principalement le fonio, le riz et les tubercules (manioc, patate) Le deuxième lui, est de type un peu plus intensif et est pratiqué dans les tapades et les bas-fonds avec l'utilisation du fumier de ferme. Il concerne généralement, le maïs, les cultures potagères, le manioc et les arbres fruitiers. Dans les deux



## ZONES AGRO-ECOLOGIQUES DE LA MOYENNE GUINÉE



**Légende**  
Numéro de zone

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12
- 13

systèmes, sont pratiquées les cultures maraîchères dominées essentiellement par la pomme de terre, l'oignon et la tomate.

La composante SIG de l'équipe R/S du CRA de Bareng, par ses travaux d'affinage du zonage subdivisent la région en 14 zones agro-écologiques (Chaloub Y. et al., 2000). Ces zones étaient jusqu'à notre passage encore anonymes .( carte zonage à l'opposé)

### **2.3.1 Le centre de recherche agronomique de Bareng (CRAB) :**

Il est situé à 20 km de la préfecture de Pita, dans la sous préfecture de Timbi-Madina. Son mandat est l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles (tapades et champs extérieurs) ; l'initiation d'un élevage intégré à l'agriculture et à la protection de l'environnement. Ses programmes prioritaires : le programme cultures maraîchères, le programme pomme de terre, le programme fonio, le programme systèmes agro-pastoraux bovins, le programme petits ruminants ; le programme protection et la conservation du milieu physique, et la recherche/systèmes IRAG en 1997 - 1998 (2000).

### **2.3.2 Le dispositif du village d'étude de Senghen**

#### **a. Situation**

Le village de Senghen est situé à 40 km du centre de recherche dans la zone périurbaine de Labé. Le District de Senghen est un ensemble de village et hameaux du plateau central du Fouta Djallon avec une altitude de 1800 m .

#### **b. Critères de choix du village**

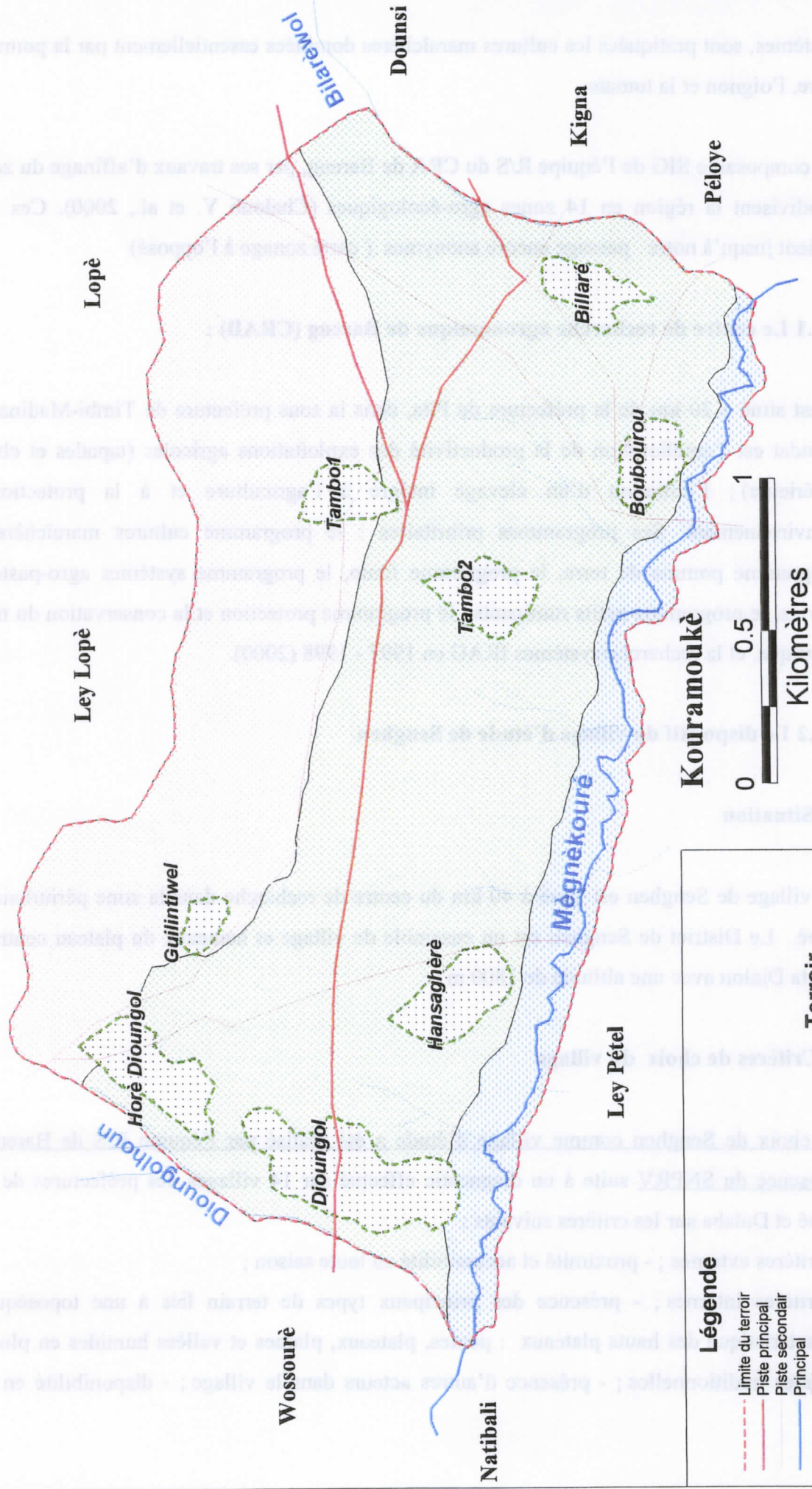
Le choix de Senghen comme village d'étude a été réalisé par l'équipe R/S de Bareng en l'absence du SNPRV suite à un diagnostic effectué sur 14 villages des préfectures de Pita, Labé et Dalaba sur les critères suivants :

- critères externes ; - proximité et accessibilité en toute saison ;
- critères internes ; - présence des principaux types de terrain liés à une toposéquence caractéristique des hauts plateaux : pentes, plateaux, plaines et vallées humides en plus des tapades traditionnelles ; - présence d'autres acteurs dans le village ; - disponibilité en terre



# TERROIR DU VILLAGE D'ETUDE SEGNEG

(Tambo et Dioungol)



## Légende

- Limite du terroir
- Piste principal
- Piste secondaire
- Principal
- Ruisseaux
- Secondaires
- Zone d'habitation

## Terroir

superficie totale: 5.643 km<sup>2</sup>  
zone montagnaise: 1.684 km<sup>2</sup>

aménagée et/ou aménageable grâce à la présence d'un cours d'eau à régime régulier ; - aussi, il y existe un grand groupement mixte de producteurs de 120 membres dont 80 femmes et 40 hommes) sous la responsabilité d'un producteur-leader dynamique.

Un groupe de pareille taille, nous semble difficile à gérer. L'expérience est montrée dans le village de Touguikhouré dont le premier groupement composé de 30 membres n'a pu instaurer une cohésion entre ses adhérents. Ce groupement s'est disloqué en 3 petits groupements plus dynamiques. A l'exemple de cela, nous estimons que le groupement de Senghen en se répartissant en petits groupements de 10 à 12 membres chacun pourrait former une petite union plus fonctionnelle.

### **c. Les programmes d'intervention**

les thèmes de recherche en cours d'exécution au village de Senghen sont :

pour le programme cultures maraîchères :

- essai de différentes doses de triple 17 sur le rendement et la qualité de 4 variétés de petit piment ;

pour le programme petits ruminants :

- évaluation des paramètres de production et reproduction des petits ruminants ;
- détermination de la dynamique saisonnière des principaux parasites digestifs des petits ruminants ;
- détermination des causes de mortalité des petits ruminants ;
- test d'efficacité des plantes médicinales contre les parasites digestifs ;

▪ pour le programme protection et conservation du milieu physique :

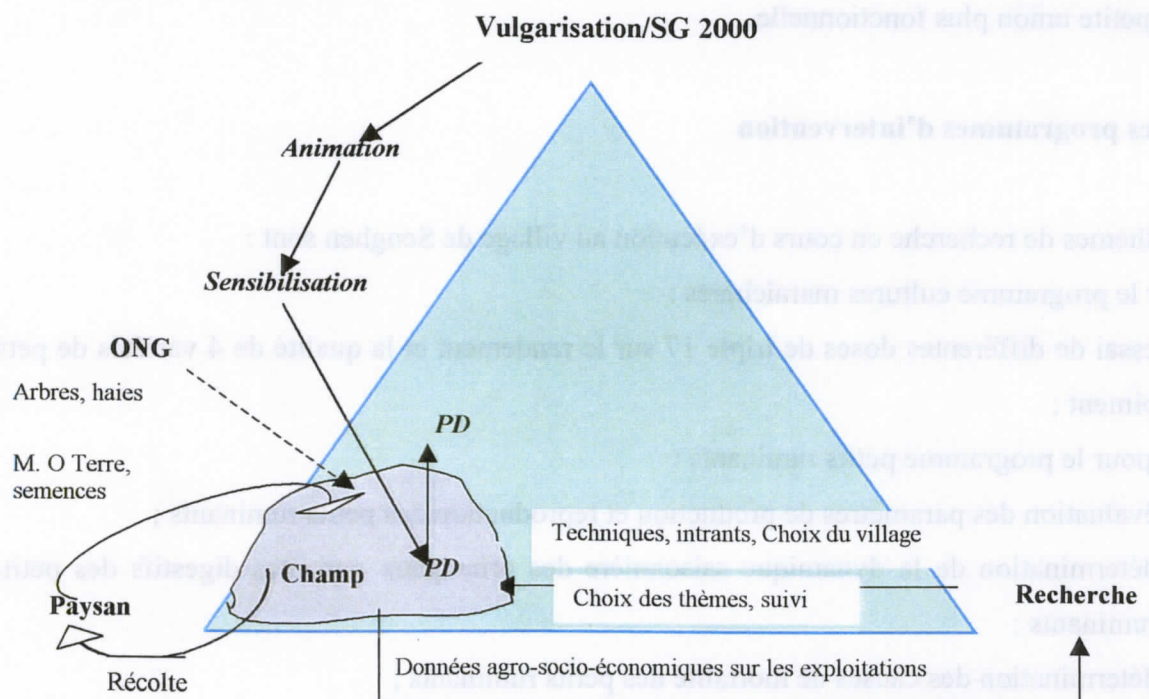
- introduction du café Arabica dans le système de haie vive ;

▪ pour le programme systèmes agropastoraux bovins :

- étude des causes de mortalité des bovins,
- amélioration de l'exploitation et de la gestion des pâturages.

Ces thèmes sont des propositions de solutions disponibles au centre de recherche agronomique de Bareng (CRAB) en réponse aux contraintes identifiées et hiérarchisées par les paysans. La conduite de ces opérations est placée sous la responsabilité de l'équipe R/S

**Schéma N° : Mode d'intervention des acteurs dans le village d'étude de *Senghen***





Dans ce village, trois acteurs : la recherche (agronomie et élevage), le SNPRV/SG 2000 (avec un AVB compétent) et l'ONG "ESSOR" (avec son programme de fruitiers et d'agroforestrie) y sont impliqués de façon très complémentaire , (Stoop et al., 2000), cette complémentarité se présente comme-ci :

L'AVB du SNPRV/SG 2000 qui travaille depuis longtemps dans ce village a dirigé la mise en place d'une grande parcelle (1,3 ha) avec quatre variétés de riz pluvial (y compris trois interspécifiques) pour la multiplication des semences sur une parcelle autour de laquelle l'ONG ESSOR avait préalablement contribué à l'installation d'une haie vive avec des espèces de légumineuses arbustives à croissance rapide. La recherche à travers son programme protection et conservation du milieu naturel a quant à elle profité de cette haie vive pour faire une combinaison en plantant entre les arbustes de la haie, 150 caféiers "arabica".

Cependant, cette complémentarité comme nous l'avons constaté lors de notre passage, ne résulte d'aucune concertation préalable des partenaires sur la mise en commun de leurs interventions respectives. La recherche n'a plutôt que capitalisé et mis à profit les actions trouvées en place lors de son installation dans ce village.

A ce point, on peut présumer que le village de Senghen constitue un excellent exemple du potentiel d'un partenariat entre acteurs : groupement villageois avec un leader dynamique et respecté - le SNPRV/SG 2000 avec un AVB entreprenant - l'ONG ESSOR avec des interventions agroforestières et arboricoles pertinentes par rapport au système de production - l'IRAG avec son équipe R/S comme coordinateur principal des interventions des acteurs appuyé par son observateur agronome, et ses chercheurs thématiques.

La recherche, conduit actuellement dans le site de Senghen des tests d'amélioration des pâturages par l'introduction de *Stylosanthes* et des essais sur le petit piment. Beaucoup de tests sont en prévision et leur exécution semble être évidente dans futur très proche.

Le dispositif se montre prometteur, mais connaît pour le moment plusieurs faiblesses à remonter en tenant compte des points suivants :

- pour suivre les évolutions et les impacts des interventions il faut absolument établir une base de données (carte du terroir, carte des parcelles, des exploitations et de l'utilisation actuelle des terres, inventaire et caractérisation globale de toutes les exploitations occupant le terroir villageois, les rapports d'étape, etc.) ;

- il est souhaitable que la Recherche renforce sa présence par deux observateurs (un agronome et un éleveur) et crée une infrastructure modeste (un bureau commun aux observateurs et à l'AVB, et une paillote d'accueil pour des réunions de terrain) ;
- Les chercheurs devront doter les observateurs de fiches de suivi simples décrivant de façon précise des observations (techniques et sociales) à faire pour compléter la caractérisation du village et les données essentielles à collecter pour les essais / tests
- le programme cultures maraîchères a installé une expérimentation "Type 1" (essai factoriel avec 4 variétés de petit piment et 3 doses d'engrais minéral en 3 répétitions, soit un total de 36 traitements) chez un des producteurs. Ce type d'essai n'est pas approprié en milieu réel. L'AVB bien que très intéressé par la collaboration avec la recherche dans le village, ne poursuit que ses occupations habituelles (formation et visite). Il serait salulaire de l'impliquer dans le dispositif sur la base d'une convention formalisée entre la direction de la recherche de Bareng et la direction régionale de la vulgarisation de Labé ;
- l'appui à l'AVB par le SNPRV/SG 2000 (TS préfectoraux et régionaux) dans des domaines comme la formation et le conseil des producteurs, la multiplication et la conservation des semences et d'autres matériels végétaux pour une diffusion à une échelle plus large (c'est à dire les villages voisins de Senghen) ;
- un renforcement de l'action du SNPRV doit conduire à l'affectation dans le village d'un vulgarisateur chargé de la diffusion future des techniques d'élevage ;
- un renforcement général par l'équipe R/S et par son Chef en particulier de la coordination entre les acteurs intervenant au village.

Lors de notre passage, l'équipe R/S n'avait encore finalisé ses différents rapports d'affinage du zonage et de caractérisation du village d'étude. C'est ce qui, dans la présentation du village d'étude ne nous a pas permis de parler de son milieu humain et agricole et du coup, nous a conduit à nous contenter d'informations à dire d'experts. Toutefois, il est ressorti au cours de l'entretien avec le vulgarisateur de la place, qu'il n'est pas associé aux actions de la recherche car son institution ne l'a ni autorisé, et la recherche ne l'a non plus invité, bien qu'il fut consulté pour le choix des paysans expérimentateurs. La recherche n'a donc associé le SNPRV ni au diagnostic, ni à l'installation des premiers essais.

Tout n'est cependant pas encore perdu ; car, le village de *Senghen* qui a déjà de l'expérience dans la collaboration avec des ONG et le SNPRV peut à notre avis être un lieu d'échanges et

**Tableau N° 1 Caractérisation synthétique des trois régions couvertes par l'étude**

<b>Guinée Forestière</b>		<b>Guinée Maritime</b>	<b>Moyenne Guinée</b>
<b>Caractéristiques d'ordre géographique</b>			
Pluviométrie : 1700 à 3000 mm % Population : 25% sur totale nationale % superficie : 20% sur totale nationale superf cultivable par ménage : 1 ha env Végétation : forêts ; dense, secondaire, savane Nombre de zones agro-écologiques : 17	Pluviométrie : 2000 à 4000 mm % Population : 32% sur totale nationale % Superficie : 18% sur totale nationale Superf cultivable par ménage : 2,3 ha Végétation : savane, mangrove, forêt galerie Nombre de zones : 5	Pluviométrie : 1200 à 2000 mm % Population : 26% sur totale nationale % Superficie : 25 % sur totale nationale Superf cultivable par hbt : - 1 ha Végétation : savane, forêt galerie Nombre de zones : 14	
<b>Caractéristiques d'ordre agricole</b>			
Système de cult : défriche-brûlis, bas-fond Cultures : riz, manioc, banane, arachide, maïs, café, cacao, cola	Système de cult : défriche-brûlis, bas-fond Cultures : maraîchères, riz, maïs, manioc, fruitiers, ananas, banane	Système de cult : défriche-brûlis, tapade, bas-fond Cultures : céréale (fonio, maïs, riz), agrumes, pomme de terre, oignon, tomate	
Centres de recherche agronomique (CRA) et programmes stratégiques			
CRA de Sérédougou Programmes : système de production à base de riz ; Café - Cola ; Recherche/système	CRA de Foulaya Programmes : agrumes, bananes, manioc, fruitiers, phyto-génétique, techno. Agro-aliment. R/S	CRA de Bareng Programmes : cult. Maraîchères, pomme de terre, fonio, bovins, petits ruminants, protect. Milieu, R/S	
<b>Villages d'étude, zone d'appartenance et thèmes d'essais installés</b>			
Village d'étude : Zobromai Zone : de forêt dense Nombre d'essais/tests : 3 Thèmes : Complantation riz, café, banane Complantation : riz, cacao, banane Pépinière : palmier à huile sélectionné	Village d'étude : Touguikhouré Zone : bas plateau " a " Nombre d'essais/tests : 46 Thèmes : maraîchage (piment, tomate, niébé, aubergine) Fruitiers (ananas, banane, anacarde) Vivriers (manioc, riz, maïs)	Village d'étude : Senghen Zone : environ de Labé Nombre d'essais/tests : 2 Thèmes : petits piments, stylosanthès	
<b>Caractéristiques des villages d'étude</b>			
Population : 1030 Menages agricoles : 185 Système cult : défriche-brûlis, bas-fond: Cultures : riz, manioc, maïs, arachide, café, cacao, banane, palmier à huile	Population : 1267 Menages agricoles : 125 Système cult : défriche-brûlis, bas-fond Cultures : riz, maraîchage, mangues, agrume, manioc, arachide, maïs	Population : ? Menages agricoles : ? Système cult : défriche-brûlis, bas-fond, tapade Cultures : fonio, maïs, riz), agrumes, pomme de terre, oignon, tomate	
<b>Rôles des acteurs impliqués dans le village d'étude</b>			
Vulgarisation : sensibilisation, diffusion Paysans : main d'œuvre, intrants Recherche : encadrement techniques, formations, coordination des actions des partenaires	Vulgarisation : sensibilisation, diffusion Paysans : main d'œuvre, terre Recherche : techniques, formations, coordination des actions des partenaires, intrants, semences	Vulgarisation : consultant Paysans : main d'œuvre, terre Recherche : techniques, intrants	

d'actions concertés des partenaires. Pour ce faire, la recherche sur la base de la combinaison réussie des actions de développement antérieurement réalisées, peut facilement convaincre les autres partenaires sur la nécessité et les intérêts d'une collaboration tant dans ce village que dans toute la région. C'est autant dire que l'équipe de *Bareng* doit pour l'exécution de son rôle de maître d'œuvre se pencher aussitôt sur l'établissement d'une collaboration avec les principaux acteurs de la région.

Une réflexion avec les producteurs sur l'organisation villageoise future, menant peut-être à la création de nouveaux groupements permettrait aux producteurs actuellement non organisés de participer plus efficacement aux interventions futures.

Aussi, pour un déroulement cohérent des activités, le Chef du Programme R/S doit se charger de la coordination entre les acteurs et cela en concertation avec le producteur-leader / chef du groupement, qui quant à lui assure la coordination entre les exploitations.

## **II Points de vue des acteurs sur leurs collaborations avec la Recherche**

Dans ce chapitre nous présentons les catégories d'acteurs rencontrés (personnes morales ou physiques) leurs identités, leur rôle dans le partenariat avec la Recherche et parfois avec la Vulgarisation, leurs points de vue sur la collaboration avec la recherche et particulièrement les villages d'étude.

Au départ, notre intention était de contacter tous les intervenants du développement rural dans toutes les régions couvertes par l'étude. Malheureusement par manque de temps de notre part et/ou de disponibilité de la part de certains acteurs, cette intention n'a pu être réalisée. Cependant, la majorité de ces acteurs a quant même été interviewée et leurs déclarations transcrites telles quelles ou synthétisées. Les catégories d'acteurs rencontrées sont :

- les producteurs (groupés ou non groupés, encadrés ou non et les OPA). Leurs points émis dans les différentes langues locales ont été transcrits en français. Les principales langues traduites sont le *Kpèlè* et le *Maninka* pour la Guinée forestière, le *Soussou* pour la Guinée maritime et le *Pular* pour la Moyenne Guinée. Pour la transcription en Français du *Pular*, nous nous sommes servi d'un interprète au cours des enquêtes dans la région.
- les développeurs (ONG, projets et vulgarisation) ; et
- les chercheurs (thématique et système) se sont adressés directement à nous en Français.

Nous avons successivement contacté les acteurs par région et nous respectons cette chronologie dans le report des avis en commençant par la Guinée forestière. Nous commençons par les producteurs du village qui abrite le point d'étude système (PES). Ce village ne fait pas partie des villages d'étude, mais, le fait que le PES est la première démarche de recherche participative mise en œuvre par l'IRAG, nous prenons comme un élément de comparaison de la démarche villages d'étude et par conséquent, nous analysons sa méthode et les points de vue des producteurs en ce qui le concerne.

## 2.1 Les producteurs

### En Guinée forestière

Dans le village de *Kpaya* (Guinée forestière) où se trouve le site du PES et dans ses villages satellites: *Konia*, *Gbötöye*, *Ouéta*, *Zoué* et *Gböhileta*, nous avons rencontré les paysans encadrés dénommés "paysans expérimentateurs", qui nous ont confié leurs impressions en Kpèlè (langue de la localité):

A *Kpaya* nous avons mené des entretiens individuels auprès de 6 paysans encadrés. Au cours de ces entretiens 3 sur 6 d'entre eux souhaiteraient être employés comme contractuels salariés que d'être simples producteurs encadrés par PES. Parmi ces 3, deux sont des femmes.

En effet, la plupart des villageois n'ont vu dans le PES que l'intérêt d'y gagner de l'argent ne désirent y travailler que comme contractuels. Les premiers paysans des parcelles d'étude système ont été remplacés parce qu'ils accordaient plus d'intérêt à l'argent qu'aux innovations. Ils sont d'ailleurs les plus nombreux. Ceci est confirmé par le fait que parmi les premiers membres du comité villageois, seul le président possède une parcelle de *Puéraria Javanica*

D'autres par contre qui ont souvent travaillé au PES comme contractuels, portent un intérêt particulier aux innovations. C'est la raison de leur choix comme paysans des parcelles d'étude système ou comme membres du comité villageois. Ils déclarent avoir installé sans l'aide des techniciens, du *Puéraria* sur une partie de leurs champs respectifs. Un d'entre eux a utilisé trois modalités de semis : une à la volée dans le riz sans grattage et deux sous le manioc ; dont l'une en poquet et l'autre à la volée suivie de grattage.



Au cours d'un autre entretien collectif auquel ont assisté certains des deux types précédemment cités, il ressort à travers les réponses un grand enthousiasme vis à vis des techniques en cours d'essai que de l'argent immédiat.

Dans les villages satellites où la recherche a procédé à une large information des paysans avant d'en choisir certains et de les inviter à visiter le site central, nous avons remarqué un engouement chez les paysans encadrés et une détermination des autres à adhérer au réseau de paysans encadrés. Cependant, la plupart restent encore méfiants en attendant d'avoir les premiers résultats.

A Zouwé, les paysans encadrés enquêtés en groupe déclarent que s'ils avaient été consultés, leur souhait serait que la recherche leur apporte des produits phytosanitaires contre les *Borers* du caféier, c'est la requête qu'ils ne cessent de faire auprès des chercheurs. Ils ajoutent qu'ils ont semé le *Pueraria* mais sur de petites parcelles en vue de tester son effet améliorateur sur leurs sols avant de l'adopter définitivement. Voici à ce propos la déclaration d'un paysan : *“je vais d'abord testé la fertilité de ma première parcelle de pueraria avant de la semer sur une grande parcelle”*. Leurs voisins bien que très engagés restent aussi très prudents face au *Pueraria* mais demandent plutôt des plants de palmier sélectionné à la recherche.

A Gbötöye où le problème du raccourcissement de la jachère est plus crucial, les paysans sont plus demandeurs de semence de *Pueraria*, et c'est là où nous avons vu les plus belles parcelles de *Pueraria* en champ paysan. Cependant, ils (les paysans) posent le problème de l'acquisition d'herbicide pour faciliter la mise en place de la plante de couverture mais aussi pour sa destruction au moment de mettre une culture à sa place.

Nous rapportons l'avis d'un paysan de Ouéta sur les innovations ; *“j'ai plus confiance au Pueraria qu'en l'Arachis Pintoï (pante de couverture) dont je ne vois pas l'effet sur l'amélioration du café. Avec le Pueraria, il y a moins de travaux de préparation du sol, pas de défrichement, pas d'abattage, ni d'écobuage, mais le seul problème est le manque d'herbicide auquel la recherche doit faire face”* ; propos recueillis lors d'un entretien collectif auprès de cinq paysans encadrés

A Konia, Sur les huit paysans expérimentateurs, six se sont prêtés à nos questions. De leurs réponses il ressort que c'est un de leurs collègues qui pour la première fois les a informés de



la présence d'un projet à *Kpaya*. Des mois plus tard, les chercheurs lors de leurs enquêtes sont venus leur parler des travaux qu'ils effectuent. C'est ainsi qu'à leur demande, beaucoup de personnes se sont présentées pour adhérer à leurs actions. Mais suivant leur besoin, 8 personnes seulement ont été choisies. Ce sont les actuels paysans expérimentateurs. Ils ont selon eux d'abord été invités à *Kpaya* où ils ont vu toutes les réalisations et reçu toutes les informations y afférent avant qu'il ne leur soit proposé des semences de *Pueraria* à acheter. Ils se disent motivés non seulement par les innovations du PES mais surtout par la contribution de la Recherche à l'achèvement du poste de santé de *Kpaya*. Ils s'attendent à ce qu'un jour ce soit leur tour d'être aidés de la sorte. Ils ont de ce fait exprimé beaucoup de besoins dont la route, la décortiqueuse etc. et attendent avec espoir la réponse de la recherche.

A *Gböhileta*, le président de l'union des riziculteurs de *Gouecké* et cinq de ses collègues déclarent avoir effectué des visites au PES de *Kpaya*. Ces visites ont été organisées conjointement par le Projet Riz et la Recherche dans le cadre de leur collaboration. Les riziculteurs de *Gouecké* affirment être satisfaits de ces visites car disent-ils "*nous cultivons tous du riz tant dans le bas-fond que sur coteau. Certains d'entre nous qui ont plus de coteau et moins de bas-fond éprouvent un intérêt particulier pour le Pueraria afin d'améliorer leurs jachères. D'autres parmi nous qui possèdent de grandes plantations sont plutôt attirés par l'Arachis Pintoï. Mais le problème qui se pose est comment obtenir les semences de ces plantes étant donné que nos requêtes restent toujours insatisfaites par la recherche*". Par ailleurs ces producteurs se déclarent capables de reproduire tout seul ce qu'ils ont appris lors de leurs visites, ils souhaiteraient par conséquent que tous les projets forment directement les paysans qui à leur tour peuvent se former mutuellement. Pour eux, les vulgarisateurs sont souvent submergés à tel point qu'ils manquent parfois aux rendez-vous. Ils changent souvent d'affectation. Ils disent en outre qu'un AVB qui est chargé de la diffusion des techniques sur différentes cultures : le palmier, le café, le riz de coteau, le riz de bas-fond etc. ne peut tout faire à la fois.

Après le PES et ses satellites, nous avons poursuivi nos interviews dans le village d'étude de *Zobromaï* et voisins.

A *Zobromaï*, le président du District assisté de plusieurs villageois nous fait part de sa déception vis à vis de certains projets ou ONG qui ne respectent pas leur promesse de travailler dans le village. Il se dit d'avantage déçu du comportement de soient disant

pépiniéristes vendent aux villageois de faux plants de palmier sélectionné . Il ne fait aucun reproche à la recherche qui selon lui, leur a clairement expliqué ses objectifs et sa méthode de travail avant de commencer ses actions. La recherche étant à ses débuts, il ne peut encore faire de propositions en ce qui concerne son travail a t-il ajouté.

A *Mamadidou*, village non encadré par la recherche, un groupement de producteurs semenciers de riz “ ADRAO ” ayant comme président un paysan leader très dynamique et réceptif, ne manque pas de sujets de plainte contre le manque de poursuite des actions de la part de certains projets comme l'ex projet agricole de *Gueckedou* (PAG). Par contre il félicite l'action des vulgarisateurs grâce auxquels ils ont obtenu la semence de départ qui fait d'eux aujourd'hui un groupement de producteurs semenciers. Il invite la recherche à venir travailler dans leur village. Il ignore totalement ce que c'est que le village d'étude.

En conclusion, il convient de retenir que la mise au point de la démarche participative par l'équipe R/S du centre de *Sérédou* connaît encore des lacunes surtout en matière de collaboration avec les autres acteurs. Cependant, les paysans du réseau et ceux du village d'étude reconnaissent avoir adhéré à l'action de la recherche suite à une large information. Néanmoins, l'équipe R/S doit tout mettre en œuvre pour informer davantage ses partenaires sur ses activités avant de les inviter à s'impliquer. Aussi la plupart des paysans expérimentateurs étant encore isolés, la Recherche et la Vulgarisation devraient pouvoir les inciter au regroupement afin de faciliter leur encadrement et partant de mieux diffuser les innovations.

Après les paysans de la Guinée forestière, nous nous sommes rendu en Guinée maritime et précisément au Centre de recherche de *Foulaya (Kindia)*.

#### En Guinée Maritime

Là, nous avons rencontré et interviewé les producteurs du village d'étude de *Touguikhouré* et leurs pairs des villages voisins.

A *Touguikhouré*, les quatre groupements de paysans expérimentateurs qui ont été interviewés parmi les six sont :

- le groupements *Fanyifan* “ Bonté vaut mieux ” formé en 1999 avec l'appui de la Recherche à l'initiative de sa présidente qui s'est inspirée des expériences qu'elle a connues au cours

d'un voyage au Ghana qui a été organisé par la vulgarisation et *SG 2000* à l'intention de certains paysans. Il est actuellement composé de seize (16) femmes qui appartenaient toutes à un grand groupement de 30 membres qui s'est dissocié suite à un manque d'entente entre ses membres très nombreux à l'époque.

Des déclarations de ce groupement nous retenons que c'est la recherche qui a appuyé la formation de ce groupement avec lequel elle travaille, tout en lui apportant des semences, de l'engrais et autres produits, et aussi en lui apprenant des techniques nouvelles que chaque membre est actuellement capable de reproduire sans appui des techniciens. Selon le groupe, certains membres ont déjà fait des applications dans leurs champs des techniques culturelles apprises auprès de la recherche. Les actions réalisées avec la recherche portent sur une parcelle de piment, une de tomate et une parcelle d'aubergine en préparation pendant que sa pépinière est déjà installée. Le groupe félicite la recherche d'avoir pris en compte les préoccupations des femmes, car ajoute-t-il, *“ les services agricoles avant, ne s'intéressaient qu'aux hommes ”*.

- le groupement *Mounafanyi 1* “récompense” est un groupement composé de quinze membres. Il a été formé en 1993 avec l'appui du vulgarisateur Fendessa (très connu dans la localité). Le président de ce groupement accompagné de 11 membres raconte que c'est ce vulgarisateur qui leur a apporté des semences de plusieurs cultures et qui les a initié aux techniques de leur mise en place. Parmi ces semences, 1 kg du riz CK 73 a produit chez un paysan du nom Lansana 64 kg de paddy, et depuis lors cette variété s'appelle Sanamale (dérivé du nom de ce paysan). Une variété de manioc introduite a aussi pris le nom Karifaya (dérivation du nom Karifa) son introducteur ; la variété d'arachide VP 20 du centre de Foulaya à son tour s'appelle Kondöya du nom du village à partir duquel elle a été diffusée. A la même année (1993), une équipe de chercheurs et vulgarisateurs accompagnés par des experts a séjourné chez eux pendant vingt jours ; période au cours de laquelle, elle a eu des entretiens avec plusieurs d'entre eux individuellement ou en groupe.

C'est à l'issue de ces contacts que dix groupements ont été formés. Il poursuit en ces termes : *“ nous travaillons depuis 1993 avec la Recherche et la Vulgarisation, mais c'est en 1998 que nous avons eu une réunion de deux jours au centre de Foulaya ; réunion au cours de laquelle, il nous a été proposé le choix de notre village comme village d'étude. A notre retour de cette réunion, nous avons soumis cette proposition à tous les villageois qui l'ont acceptée. Les travaux ont commencé en 1999 avec certains groupements dont le notre. D'autres*

groupements qui travaillent avec l'ONG APEK se sont impliqués dans les travaux de la recherche tout en continuant à travailler avec leur premier partenaire ". Le président, un paysan leader connaît et cite tous les essais d'introduction variétale ou de techniques culturales installés, leur nombre et les groupements bénéficiaires : 4 essais variétaux d'ananas dont 2 à Yoko (Touguikhouré), 2 à Tankara et Balébombö (tous deux villages voisins) ; 3 essais de techniques culturales de banane, 3 essais de techniques culturales de piment, 4 essais de techniques culturales d'aubergine, des essais d'introduction de trois variétés de tomate, et des essais d'association banane x niébé ; banane x pastèque ; banane x concombre. Face à toutes ces réalisations, on voit se former de nombreux petits groupements car l'expérience nous a montré que quand un groupement est très grand, il n'y a pas de compréhension entre les membres. Notre interlocuteur, (le président) ajoute : " *bien que nous soyons avec la recherche, nous continuons à travailler avec APEK* " car dit-il, " *même celui qui a dix épouses les garde toutes, quitte à lui d'aimer une par rapport aux autres* ". Pour terminer, il cite l'échec qu'ils ont enregistré suite à la mort des 10 manguiers plantés avec APEK dont les raisons ne sont toujours pas connues les résultats des analyses de sols étant restés à la discrétion des techniciens.

- le groupement mixte Sabari "Tolérance" composé de 18 membres dont 2 hommes est formé depuis

onzeans par 30 personnes. Suite à une mésentente, 16 femmes ont continué et les 2 hommes dont l'un est parrain et l'autre secrétaire ont été sollicités. La présidente entourée de 10 membres nous parle : " *c'est en 1999 que nous avons commencé à travailler avec la recherche. Nous avons réalisé des cultures de manioc et de maïs. Le maïs a été semé sur deux parcelles, celui qui se trouvait dans le jardin de case a servi non seulement à la vente à l'état frais, mais aussi de semence dont une partie a été vendue à d'autres groupements voisins. Le travail avec la recherche attire aujourd'hui beaucoup de nos collègues à tel point que des groupements se forment partout. La recherche nous a appris de nouvelles techniques de culture qui sont très bénéfiques. Nos collègues qui ne sont pas encadrés pourront apprendre auprès de nous , c'est comme ça que nous avons l'habitude d'adopter de nouvelles techniques avant même l'arrivée des techniciens. Nous sollicitons que les techniciens se rendent dans nos champs pour des analyses de sol. Nous sollicitons enfin auprès de la recherche des semenceaux Ténis, Igname et Pomme de terre* " ;

- le groupement *Allah naana* “ Dieu existe ” formé en 1999 comprend sept personnes qui sont tous des demi-frères. Cinq membres nous ont répondu en ces termes : “ *notre groupement a d’abord été un groupement d’entraide avant que la recherche ne vienne nous appuyer. Avec la recherche, nous avons deux parcelles communes d’ananas et de manioc. Avant la Recherche, nous avons entrepris des actions avec l’ONG Sassakawa Globale 2000 (SG 2000) qui se sont toujours soldés par des échecs à cause du non respect du calendrier agricole (semence venue en retard). La recherche nous donne la semence, l’engrais pour le départ et nous suit dans les travaux alors que SG 2000 nous les vend à crédit et ne respecte pas nos conseils sur les conditions écologiques. Nous pourrions acheter les semences parce que la recherche ne continuera pas à nous les donner cadeaux ; d’ailleurs nous aurons de la semence à partir des souches qui nous sont données* ”.

A *Tankara*, deux groupements sur quatre ont été rencontrés ; ce sont :

- le groupement féminin *Mounafanyi* “ 2 ” formé en 1999 compte douze membres.

Il a commencé à travailler avec la recherche en 2000. Une seule action est d’abord réalisée, il s’agit d’une parcelle de tomate. Les membres du groupement se disent être motivés par les résultats des travaux effectués par la recherche avec leurs maris. Ils se félicitent de leur aptitude à reproduire seuls et à apprendre à leurs voisins et voisines les techniques apprises auprès de la recherche ;

le groupement *Saboufanyi* “ Bonne issue ” composé de douze membres a été formé en 1999 suite à la dislocation du grand groupement de 30 membres dont il a été fait mention plus haut. Son initiateur qui en est le président ayant à ses côtés 8 membres nous conte l’histoire. Comme la plupart des groupements formés en 1999, nous n’avons pas encore de statut officiel, ni de bureau à proprement parler. C’est en ma qualité d’initiateur que je suis désigné président. Nos réunions se tiennent après nos prières à la mosquée. Avant la recherche, nous travaillions en groupe d’entraide. Dès son arrivée nous avons été l’un des premiers volontaires à accepter de collaborer. Notre rôle consiste à donner la terre pour les cultures et à exécuter les travaux sous la supervision et les enseignements des techniciens. Quant à eux, ils nous apportent les semences, l’engrais et la technique. Nous sommes actuellement capables de réaliser ce qu’ils nous ont appris sans recours à eux. Ce que nous ne maîtrisons pas c’est le problème des maladies, pour cela, nous aurons encore longtemps besoin de leur concours. En réponse à notre requête de donner à chacun de nous des rejets de banane, les chercheurs nous

ont dit que ces rejets doivent provenir de notre parcelle actuelle de banane. Pour le moment nous n'avons aucun reproche à faire à l'équipe qui nous encadre, car elle est ponctuelle et correcte.

A *Molota*, où nous avons été reçu par le chef de village et sept villageois, la recherche n'y est pas encore présente. Les villageois par contre se sont déplacés pour demander sa collaboration, la réponse à cette demande n'est toujours pas donnée par les chercheurs. Ils (les villageois) déclarent n'avoir travaillé qu'avec APEK dans la plaine *Yoko* de *Touguikhouré* qui est un domaine appartenant à l'Etat. A cette époque ils avaient formé un grand groupement de 30 membres qui a fini par se disloquer suite à la mésentente entre ses adhérents. Selon eux, il vaut mieux constituer des groupements par sexe car les groupements mixtes sont difficiles à gérer.

Le président du village ajoute : *“ avec APEK, durant les trois ans passés ensemble nous n'avons jamais obtenu de bons résultats. Nous étions tous découragés, mais quand nous avons vu nos voisins de Touguikhouré aidés par la recherche, nous avons décidé de l'inviter à travailler avec nous aussi. Quand la recherche nous aide à obtenir des semences, nous pourrions les multiplier afin que tous les nécessiteux en obtiennent. ”*

En résumé, un appréciable travail d'information et de sensibilisation a été réalisé par l'équipe recherche système auprès des paysans. Mais il faut reconnaître que l'enthousiasme des paysans à travailler avec la recherche est soutenu non seulement par la gratuité de l'octroi par la Recherche, du matériel végétal, des intrants et de l'encadrement, mais aussi par le désir des villageois riverains de bénéficier d'une portion de la plaine de *Yoko* qui est un domaine collectif

La Recherche est cependant à féliciter quand on entend les paysans qui déclarent être capables de reproduire les techniques culturales qu'elle les a apprises sans recourir aux techniciens ; ceci est d'autant plus important que le but recherché est l'adoption des techniques par les producteurs. Seulement, avec le nombre des interventions, la gratuité de l'offre, l'emploi de trois observateurs et le déplacement des chercheurs système et thématique qui nécessitent des frais, on peut s'interroger sur la durabilité de l'opération, étant donné l'importance des dépenses qu'elle occasionne à l'IRAG.



La dernière étape de notre étude est la Moyenne Guinée, Ici, nous avons rendu visite au village d'étude de *Senghen*. Au cours de cette visite, nous avons rencontré le chef du village qui est en même temps le paysan leader par excellence, à ces côté, le groupement maraîcher de *Djounghol* fort de 120 membres, mais représenté ce jour là par une trentaine de personnes. Des paysans d'autres villages et hameaux, nous ont rejoint plus tard après le départ du groupement. Nous avons pu discuter séparément avec, le groupement, puis le chef du village et enfin les autres paysans venus plus tard. Voici les résultats des trois entretiens avec nos interlocuteurs.

Le groupement maraîcher de *Djounghol* a été créé en 1993 par 3 femmes et 12 hommes qui au départ produisaient individuellement mais désignait un d'entre eux pour aller vendre leurs différentes productions ; ceci en vue de minimiser les frais de transport étant donné l'éloignement et l'enclavement de leur village.

C'est seulement en 1997 qu'avec l'appui du vulgarisateur que le groupement a été constitué de façon plus ou moins formelle. Les membres du groupement produisent individuellement, qui du gros piment, qui de l'aubergine, qui de l'oignon, qui du chou , qui de la tomate. Le groupement est basé sur l'entraide et la cotisation individuelle d'une somme d'argent en vue de l'achat des intrants, ou de faire des prêts sans intérêt aux adhérents. Le groupement n'est pas encore encadré par la recherche. Néanmoins, dès l'arrivée de la recherche, celle-ci lui a promis des semences d'oignon et des engrais. Les modalités d'approvisionnement promis par la recherche ne sont pas encore définies. Lors de la première visite de la recherche, tous les sept programmes cités dans la présentation du centre de *Bareng* ont été présentés aux populations de *Senghen* et voisins nous ont-elles affirmé. Pour le moment, le groupement ignore ce que la recherche doit réaliser comme travail à l'exception du *Stylosanthès* qu'elle a mis en place avec le concours des gens de *Senghen*. Cependant, le chef de ce village invite tout le monde à collaborer avec la recherche.

Le paysan leader et chef du village de *Senghen* quant à lui déclare : “ *depuis 1997, je travaille avec des ONG et autres institutions y compris la FAO. Je suis toujours parti vers les institutions pour demander leur collaboration avec mon village et nos voisins ; c'est ainsi que nous avons reçu l'appui de ESSOR qui a planté chez nous des arbres fruitiers, et m'a aidé à réaliser une pépinière de 20.000 plants d'arbres forestiers. Beaucoup de mes voisins m'ont rejoint par la suite quand j'ai demandé des arbres fruitiers. J'ai ensuite essayé la culture du*

*riz en ligne entre ces plants d'arbre dans la plaine où nous n'avons pas l'habitude de semer du riz et j'ai réussi. Actuellement beaucoup d'entre nous cultivent du riz dans la plaine. J'ai parfois échoué mais cela ne me décourage pas.*

*Quant à la collaboration avec la recherche, c'est au cours d'enquête dans notre secteur que j'ai informé l'équipe du dépérissement de nos animaux en saison sèche par manque d'aliments. C'est en réponse à cette inquiétude que la recherche nous a proposé le Stylosanthès à semer sur parcelle clôturée ; ce qui est actuellement en cours. Je fournis aussi des informations sur mes expériences aux institutions, exemple, au lieu de faire de la pomme de terre en juillet, j'ai conseillé de ne la faire qu'en septembre ”.*

Les représentants des village et hameau de Ndounsi et Kigna qui nous ont rejoint déclarent avoir connu la Recherche lors de sa première visite. A cette occasion, affirment-ils, “ nous avons été invités, nous connaissons les activités qu'elle mène à Senghen ; exemple le Stylosanthès. Avant la Recherche, nous avons vu la FAO qui a construit le pont et introduit les arbres comme les Acacias ; nous connaissons aussi la vulgarisation qui nous a montré la méthode de semis du maïs et du riz en ligne, et l'emploi de la fumure organique après avoir installé les compostières. La FAO avait aussi travaillé dans nos villages en initiant les populations à la fabrication du concentré de tomate. Cette technique n'a pu être adoptée faute d'emballage. Par contre, les foyers améliorés sont adoptés par tous. Ceci pour montrer que nous pourrions en fonction, de l'intérêt que nous portons aux actions de la Recherche et en fonction aussi des moyens d'accompagnement disponibles, adopter et diffuser les innovations ”. Le groupe cite l'exemple de la diffusion de la culture de l'arachide en ligne introduite par un de leurs voisins en provenance du Sénégal.

L'analyse des déclarations des paysans encadrés ou non du village d'étude et de ses voisins montre que la Recherche n'a procédé qu'à la présentation de ses programmes aux populations pour les inviter à travailler avec elle, avant d'entreprendre ses interventions. Là aussi, la recherche a commencé par la fourniture gratuite des intrants ; ce qui à la longue risque de poser des problèmes quand les paysans qui ne sont pas actuellement encadrés solliciteront à leur tour d'obtenir gratuitement des semences et autres intrants lors de leur adhésion.

Nous avons aussi écouté les organisations professionnelles agricoles que sont les deux fédérations des producteurs de la Guinée forestière et de la Moyenne Guinée.

### **2.1.1 La fédération nationale des planteurs de café de Guinée (FNPCG)**

La création en 1993 de la Fédération nationale des planteurs de café de Guinée a été précédée par celle des cinq unions préfectorales regroupant à la base 800 groupements. Son siège se trouve dans la préfecture de Macenta.

#### **a Collaboration avec l'IRAG et autres acteurs**

En vue de la mise en œuvre de ses activités, la FNPCG a établi des relations avec les services étatiques de recherche (IRAG), de vulgarisation (SNPRV à travers les directions régionales de N'zérékoré et Macenta), et le centre d'appui aux organisations professionnelles agricoles (CAOPA), avec des projets de développement tel le projet de relance de la caféiculture (RC'2). Des protocoles de collaboration ont été signés avec le SNPRV en 1996 et avec la Recherche en 1997.

Les relations formalisées entre la Fédération et l'IRAG à travers le centre de recherche agronomique de Sérédou (CRAS) découlent du désengagement du projet RC'2 et du transfert d'un certain nombre d'activités et de charges à la Fédération. En effet, à partir de 1994, les fonctions de mise en place et de suivi des pépinières et de promotion du matériel végétal sont passées sous la responsabilité de la Fédération.

Dans le même temps, la RC'2 rétrocède en 1995 au (CRAS) les champs de comportement de clones de café mis en place et gérés par celui-ci jusqu'à cette date. Le processus d'établissement de relation entre la Fédération et la recherche a donc été initié par la RC'2 à travers les transferts de certaines de ses prérogatives à ces deux institutions qui se voient désormais unis autour d'objectifs communs. Mais c'est seulement en 1997 que ses relations ont été formalisées autour de thèmes techniques comme le contrôle de l'enherbement dans les plantations, le criblage d'espèces de légumineuses de couverture en vue d'augmenter la fertilité des caféières et de contrôler les adventices. Ces relations font dès lors l'objet de convention de prestation de service entre le centre de recherche de Sérédou et la Fédération des planteurs de café.

## **b Points de vue de la Fédération des planteurs de café de Guinée sur la collaboration**

Le président de la Fédération des planteurs de café interviewé, nous affirme n'avoir pas été informé par la Recherche du choix du village de *Zobromaï* pour abriter ses travaux. Sinon, poursuit-il lorsque nous avons été conviés au PES, nous y sommes partis avec les représentants de nos unions et avons discuté avec les chercheurs sur les améliorations à apporter au dispositif pour satisfaire nos besoins en tant que planteurs. C'est à ce moment que nous avons proposé de développer et d'adapter *l'Arachis Pintoï* à nos conditions de culture.

Il critique la non implication de la fédération dans les actions de test des techniques au sein des villages satellites par défaut d'information. Il invite la recherche à privilégier la collaboration dans le village d'étude avec principalement les groupements. En terminant, il ne cache pas son scepticisme quant au choix porté sur le village *de Zobromaï* qu'il qualifie sur la base de ses propres expériences de "difficile".

### **2.1. 2 La Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD)**

La Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), créée en 1992, est une organisation professionnelle agricole qui évolue dans huit préfectures des deux régions (Mamou et Labé) de la Moyenne Guinée ou Fouta Djallon. Son siège se trouve à Timbi Madina (Préfecture de Pita.).

Le nom de la Fédération des paysans du Fouta Djallon, porterait à croire qu'elle couvre toute la région et encadre tous les producteurs sur toutes les spéculations qu'on y pratique. Cependant, ses actions ne concernent que trois filières portant sur des cultures vivrières de rente : la pomme de terre, l'oignon et la tomate. Elle a ainsi tendance à favoriser l'émergence de producteurs spécialisés dont les productions essentiellement orientées vers la consommation locale risquent d'être confrontées dans le futur à des problèmes de mévente dans le pays une fois le marché local entièrement satisfait. Elle doit pour ce faire et dès maintenant, se pencher non seulement sur l'ouverture à de marchés extérieurs, mais aussi sur la construction d'infrastructures de conservation et/ou de transformation des produits.

#### **a. collaboration avec l'IRAG et autres acteurs**

Les relations entre la Fédération des paysans du Fouta Djallon et le Centre de Recherche agronomique de Bareng (IRAG), sont formalisées par des contrats annuels renouvelables. Depuis la campagne 1995-96, ces relations portent en général sur la conception et la réalisation d'essais à plusieurs échelles : station, points d'essais (PE) et UEP.

La majorité de ces essais portent sur les thèmes suivant :

- le choix de matériel végétal d'oignon et de pomme de terre ;
- les doses de fumure et de densité ;
- les techniques de production de bulbilles et de conservation ;
- les essais de comportement variétal d'oignon, de pomme de terre et de tomate ;
- les essais multilocaux de production de bulbilles ;
- les essais de dates de plantation des bulbilles et de semis direct de l'oignon en UEP.

Ces opérations sont financées par la FPDF et sont conduites sous la responsabilité d'un chercheur du CRA de Bareng, détaché auprès de l'équipe technique de la Fédération. Les responsabilités et charges respectives des partenaires sont clairement spécifiées dans les différentes conventions (voir annexe). Les coûts liés aux essais sont entièrement à la charge de la Fédération, qui, est aussi chargée de transmettre au CRA de Bareng ses contraintes de production. La Recherche quant à elle, a charge de la conduite technique des opérations et de la fourniture de rapports mensuels sur l'avancement de essais, et un rapport technique de fin de campagne. La vulgarisation pour sa part, est chargée d'aider à installer et suivre les essais dans la zone d'action de la fédération. Les agents vulgarisateurs qui sont promus à cette tâche sont entièrement détachés auprès de la fédération qui à son tour les stimule par une certaine indemnité. C'est là d'ailleurs la raison fondamentale de la réussite de toutes les UEP installées dans les zones d'action de la fédération.

Sur le plan institutionnel, des représentants de la FPDF siègent au conseil du centre de recherche en tant membres statutaires participant à la définition des axes et objectifs de recherche autour des filières les concernant. Le CRA pour sa part, fait partie du comité de pilotage des filières de la FPDF.

Quatre réunions sont organisées annuellement pour permettre aux partenaires de se concerter afin de définir les travaux à entreprendre et les modalités de leur réalisation. La première se tient en début de campagne. Elle est consacrée à une discussion autour des contraintes identifiées lors de la campagne précédente, la deuxième consiste à définir les opérations de recherche à mener pour lever ces contraintes, la troisième située en milieu de campagne discute les problèmes de suivi et d'amendement. La quatrième qui a lieu en fin de campagne établit le bilan des activités réalisées (Camara M. M., 2000)

#### **b Points de vue de la fédération des paysans du Fouta sur la collaboration**

Au cours de nos enquêtes auprès de la fédération, les responsables nous ont affirmé leur confiance en la Recherche et leur motivation à travailler avec elle. Cette bonne prédisposition de la Fédération est principalement due aux résultats positifs qu'elle tire de cette collaboration et qui conduisent à l'amélioration et à la promotion des cultures de pomme de terre (passage de 14 tonnes à 20-25 tonnes) ; de l'oignon (25 –30 tonnes) et éventuellement de la tomate.

Par conséquent, la fédération se montre prête à intervenir dans le village d'étude à l'invitation de la recherche et à appuyer les actions qui l'intéressent. Pour une diffusion des innovations testées dans le village d'étude, elle propose d'y organiser au besoin des visites de ses unions afin qu'elles jugent et s'approprient les techniques.

Dans ces conditions, la Recherche se doit de fournir au maximum à la Fédération ainsi qu'aux autres partenaires les informations relatives au fonctionnement du dit village. Ce qui malheureusement n'est pas encore le cas.

Nous présentons dans le tableau ci-dessous, la synthèse sur les deux fédérations et leurs modèle de collaboration antérieur avec la recherche.



**Tableau N° 2 synthèse sur les deux Fédérations ( FNPCG et FPFd) en Guinée**

Nom	Taille	Principale source de financement	Type de relation avec la Recherche et la Vulgarisation	Modalités d'intervention d Recherche et vulgarisation
Fédération des producteurs de Café Guinée (FNPCG)	10 000 membres repartis entre 5 unions de zones	Le Fond d'aide et de coopération à travers le Projet de développement RC'2	Contrat direct signé entre la recherche ( CRA de sérédou), le projet RC'2 et l'organisation (FNPCG)	Organisation d'une équipe de recherche à partir du centre de Sérédou pour la réalisation des expérimentations
Fédération des paysans du Fouta alon (FPFD)	Composée de 16 unions regroupant 11 000 adhérents	Contribution des adhérents, et financement extérieur provenant de la coopération française	Contrat direct entre l'organisation et les structures de recherche (IRAG), et de vulgarisation (SNPRV)	Affectation de chercheurs et de vulgarisateurs auprès de la Fédération

## 2.2 Les développeurs

Nous avons regroupé sous cette appellation : les ONG, les projets et la vulgarisation. Nous commencerons leur présentation par la vulgarisation à travers le SNPRV qui est le partenaire le plus proche et le plus permanent de la recherche.

### 2.2.1 Le service national de la promotion rurale et de la vulgarisation (SNPRV)

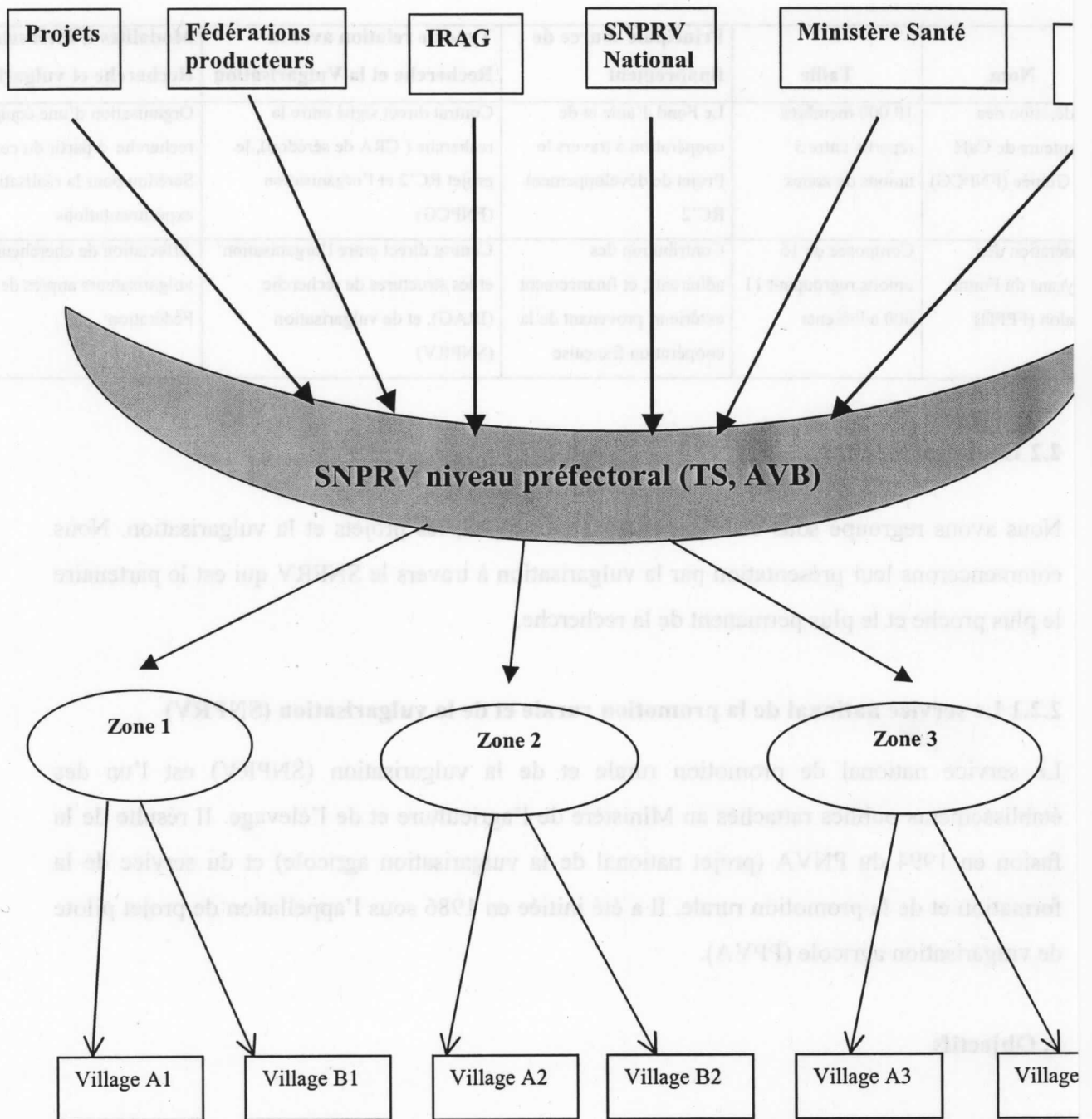
Le service national de promotion rurale et de la vulgarisation (SNPRV) est l'un des établissements publics rattachés au Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Il résulte de la fusion en 1994 du PNVA (projet national de la vulgarisation agricole) et du service de la formation et de la promotion rurale. Il a été initiée en 1986 sous l'appellation de projet pilote de vulgarisation agricole (PPVA).

#### a. Objectifs

Les objectifs assignés au SNPRV par la LPDA dans la mise en œuvre de la politique nationale de vulgarisation sont les suivants :

- élargir la vulgarisation et l'appui aux organisations paysannes ;
- formuler une politique nationale et déterminer les stratégies de sa mise en œuvre ;
- accroître le transfert des techniques adaptables en milieu paysan en vue d'accroître la production ;
- créer, développer et entretenir des axes de collaboration avec les autres partenaires ;
- procéder à l'intégration des femmes rurales dans les activités de vulgarisation ;

**Schéma N° Le SNPRV, seule interface entre les acteurs et les producteurs**



- prendre en compte les relations entre l'agriculture, l'élevage et la protection de l'environnement.

L'ensemble de ces objectifs interpelle le SNPRV à nouer créer des axes de collaboration avec tous les partenaires sur le terrain mais particulièrement avec l'IRAG.

## **b. Cadre de collaboration du SNPRV avec ses partenaires**

Le SNPRV évolue aujourd'hui dans les trente trois préfectures du pays, ce qui lui donne l'avantage d'être sollicité par les services publics, les projets de développement, les ONG, les organisations de producteurs, les communautés rurales de développement dans les domaines ci-après :

- la collecte des informations sur les systèmes de production;
- la vulgarisation des techniques ;
- la sensibilisation des producteurs;
- la mise en valeur des périmètres aménagés ;
- la formation des groupements.

Ainsi, la vulgarisation est appelée à participer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales en Guinée, tant sur le plan alimentaire que monétaire.

Avec les centres de recherche et de formation, le SNPRV développe une collaboration afin d'améliorer les capacités d'intervention et de transmission des messages techniques. Aussi, en raison du problème sanitaire que pose le SIDA pour les populations urbaines et rurales, le SNPRV a entrepris une action pilote visant à sensibiliser et à éduquer ces populations en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique. Il faut enfin signaler le volet sensibilisation des femmes rurales assurée par la cellule Appui aux Femmes Rurales.

Le SNPRV paraît ainsi la principale interface entre les intervenants et les producteurs comme le montre le schéma en page opposée

La taille des flèches indique comme nous le verrons plus tard la déperdition d'une partie des messages qui transitent par plusieurs intermédiaires du sommet vers la base et la surcharge des

agents de terrains chargés de transmettre ces messages. Nous y reviendrons dans la partie C du document.

En principe, toute la recherche de solutions aux différents problèmes des agriculteurs devrait se faire de façon concertée entre producteurs, vulgarisateurs, chercheurs et autres partenaires

et sur la base d'une coordination des compétences . Dans cette perspective le tableau ci-après définit les expertises de chaque acteur.

**Tableau N° 3 Demandes exprimées et organismes capables de résoudre**

<b>Demandes exprimées</b>	<b>Organismes intéressés pour la solution</b>
Approvisionnement en intrants (engrais, semences), produits phytosanitaires, petit outillage etc.	ONG, Projets, Organisations paysannes, Secteur privés
Crédits	Institutions de crédit, Projets, ONG
Conservation, Transformation et Commercialisation	Organisations paysannes, ONG, Projets, Privés
Désenclavement des zones de production	Projets, Ong, DNGR, Ministère des transports
Identification et aménagement des bas-fonds	DNGR, Projets, ONG, OP SNPRV
Matériel végétal et semences améliorées	IRAG, SNPRV, OP
Gestion de la fertilité des sols ( amendement, rotation)	IRAG, SNPRV, ONG, OP, Projets
Protection des cultures	DNA (APTP, TSPV), IRAG
Mise en valeur des périmètres aménagés	SNPRV, ONG, Projets, Op
Itinéraires techniques des cultures et nouveau système	IRAG, SNPRV, ONG, Projets
transformation et conservation des produits agricoles	SNPRV, IRAG, ONG
Développement de la petite mécanisation	ONG, Projets, SNPRV, IRAG
Elevage et alimentation du bétail	DNE, IRAG, SNPRV, Projets
Information sur les marchés	PASAL, SNSA, SNPRV, IRAG, ONG
Protection de l'environnement	SNPRV, ONG, DNFF, IRAG, OP
MST/SIDA, Nutrition	SNPRV, Ministère de la Santé

Ce tableau identifie les différents partenaires qui devraient mieux se connaître afin de mieux coordonner leurs différentes activités pour aboutir à une intervention harmonieuse et complémentaire. Très souvent, les objectifs et les zones d'action des opérateurs d'une même région diffèrent en fonction des points de vue de leurs différents bailleurs de fonds à tel point que l'établissement de partenariat entre ces opérateurs pose problème.

### **c. Points de vue des vulgarisateurs sur la collaboration avec la Recherche**

Tout au long de notre stage, nous avons eu des entretiens avec les agents de la vulgarisation à tous les niveaux et dans toutes les régions concernées. Nous rapportons ici la synthèse de ces entretiens par direction régionale, à commencer par celle de *N'zérékoré*.

Direction régionale de N'zérékoré, nous avons eu plusieurs contacts avec les cadres du SNPRV à différents niveaux. Lors du premier contact avec la direction régionale de n'Zérékoré, étaient présents tous les TS, les Chargés régionaux et le représentant régional de SG 2000, ainsi que les COA de N'zérékoré et Yomou. Les points saillants des points de vue de nos interlocuteurs sont les suivants :

- la vulgarisation a vu le jour avant la recherche ; elle a ainsi commencé à vulgariser certains thèmes issus des résultats de recherche des autres instituts de recherche de la sous région. Plus tard la recherche les a repris afin de les adapter. Cela a occasionné des divergences ; comme ce fut le cas pour certains clones de café introduits de Côte d'Ivoire. Par ailleurs, la recherche mettant du temps à produire des résultats et à les mettre à la disposition de la vulgarisation plaçait celle-ci dans une période ennuyeuse d'attente ;
- quant aux UEP, l'échec de certaines provient du fait que la recherche élaborait les protocoles des essais sans associer les vulgarisateurs chargés de les installer et de les suivre, c'est la même situation qui se répète avec l'installation du PES et du village d'étude. Par ailleurs, certaines des fiches techniques arrivaient incomplètes ou avec du retard lors de l'installation des essais ;
- le PES est critiqué à cause de l'introduction de plantes de couverture non alimentaires dont certaines sont accusées de concurrencer les plantes cultivées comme c'est le cas de l'Arachis Pintoï ;
- l'absence de convention écrite entre la recherche et la vulgarisation, n'a pas permis de préciser les responsabilités que chacun était chargé d'assumer.
- Dans les villages d'études, chaque TS devait être impliqué. Conséquemment, un programme établi à l'avance avec les chercheurs thématiques devrait lui permettre de se rendre sur le site pour recevoir une formation sur les différentes interventions ;
- un seul vulgarisateur ne peut valablement représenter tout le SNPRV au village d'étude et assurer la diffusion des innovations. Il faut alors organiser une série de visites de tous les vulgarisateurs dans ce village ;
- les TS et Chargés régionaux devraient aussi avoir un programme de visite du village.

La Direction régionale de Macenta représentée par le Directeur régional , son staff (TS, chargés régionaux, agroformateur) et le COA, lors de notre rencontre, ont abordé les points suivants :

- les UEP n'ont pas été un échec total, car elles ont pour la plupart été le point de



rencontre entre les chercheurs, les vulgarisateurs et les paysans ; surtout que quelques unes des innovations qui y ont été proposées ont fait l'objet d'adoption. Le défaut de suivi de certaines des UEP par les chercheurs est la cause de la déperdition d'informations. Cette déperdition a été aggravée non seulement par la non-association des agents de la vulgarisation à l'élaboration des protocoles, mais aussi par le retard dans la mise à leur disposition des fiches techniques pour le suivi des expérimentations.

- La réussite partielle des UEP résulte selon les vulgarisateurs de plusieurs raisons : premièrement, les thèmes de recherche des UEP étaient définis par les conseils d'orientation de la recherche (CRO) qui avaient plutôt un caractère politique que participatif. En effet, au cours de ces CRO, les paysans étaient représentés par une minorité qui se trouvait influencée par les scientifiques lors des débats trop courts ; deuxièmement, le manque de formation des AVB qui avaient charge d'installer et de suivre certaines UEP sur la base de protocoles peu explicites et sans la supervision des chercheurs ;
- en ce qui concerne le village d'étude, les mêmes erreurs risquent de se reproduire, car, les vulgarisateurs ne sont pas impliqués à toutes les étapes de sa mise en œuvre, alors qu'il est considéré comme le centre de formation des vulgarisateurs chargés de la diffusion future des innovations qui y sont testées.
- Le directeur régional ajoute : *“ notre intention est de nous faire représenter en permanence au village d'étude par un AVB de profil ingénieur agronome qui soit capable de suivre et dupliquer la démarche mais surtout de l'enseigner aux autres. Cependant, notre souhait serait d'installer dans chaque préfecture un village d'étude; ce qui à notre avis prendrait beaucoup plus en compte la diversité régionale mais aussi occuperait plus de vulgarisateurs et partant, beaucoup plus de producteurs et dans ce cas, il nous paraît plus aisé et moins coûteux d'y organiser des visites de producteurs que quand il s'agit d'un seul village pour toute une région”.*

Direction régionale de Kindia ; à kindia, avant de rencontrer la direction régionale du SNPRV, nous nous sommes d'abord tourné vers la direction préfectorale avec laquelle nous avons eu deux séances de travail. La première séance regroupait, les TS et le COA, la seconde, a coïncidé avec la présence des superviseurs de zones de toute la préfecture venus pour le retrait des semences de riz de bas-fond pour la campagne.

Au cours de ces deux entretiens, les cadres nous ont confié leurs impressions dont voici le résumé :

- concernant les UEP : le terme échec doit être relativisé car, il y a eu des adoptions même si on n'a pas pu les quantifier faute d'étude d'impact, la réduction de la période de soudure par rapport à celle d'antan et la relative augmentation du niveau de vie des populations rurales sont à mettre à l'actif d'une certaine amélioration de leurs systèmes de culture par les résultats grâce à l'encadrement assuré par la Recherche et la Vulgarisation. Il y a eu certes des erreurs, mais ces erreurs devraient être étudiées et corrigées. Nous estimons que ces erreurs sont dues aux causes suivantes :
- le nombre élevé d'UEP ;
- la réception tardive de certains protocoles et/ou de semences conduisant au retard des
- des expérimentations par rapport au calendrier agricole ;
- manque de suivi des essais faute de moyens de fonctionnement des vulgarisateurs ;
- faible formation et surcharge des AVB ;
- semences non adaptées ou parfois impures (mélanges) surtout au niveaux des céréales ;
- manque de moyens d'accompagnement (engrais, produits phytosanitaires, crédits etc. ;
- défaut de restitutions des résultats auprès des paysans et autres partenaires ;
- répartition des tâches non formalisée

Au regard de ces observations, des propositions ont été faites :

- déterminer de façon participative, un nombre limité d'UEP à installer par zone de production afin que le suivi puisse être assuré par les chercheurs et les vulgarisateurs ;
  - identifier l'action d'intervention et élaborer le protocole et la fiche de suivi avant le début de la campagne en vue d'éviter les retards ;
  - définir et répartir les tâches de manière formelle avant d'entamer l'opération ;
  - remonter constante des informations sur l'activité par les vulgarisateurs ;
- fourniture à temps des résultats de campagne par les chercheurs et restitution de ces résultats aux partenaires ;
- sensibiliser les producteurs sur la nécessité de leur regroupement ;
  - impliquer les autres partenaires en vue de leur intervention à travers les mesures d'accompagnement (intrants, crédits, alphabétisation etc.)

concernant les villages d'étude :

- les vulgarisateurs étaient déjà en poste dans les villages choisis comme villages d'étude, malheureusement, ils n'ont pas été impliqués par la Recherche à toutes les étapes du processus même si la vulgarisation avait participé au diagnostic qui a conduit au choix ;
- en Guinée maritime, exception faite pour les zones de mangrove et des montagnes, les principales spéculations agricoles sont presque dans le reste de la région les mêmes. Par conséquent, il est possible qu'on trouve des solutions à leurs contraintes majeurs à partir du seul village pourvu que les paysans de ce villages soient sensibilisés et associés à la démarche. Mais prendre en compte toute la diversité régionale, il serait mieux d'envisager la création de deux autres villages d'étude dont l'un pour la zone de mangrove et l'autre pour la zone des montagnes.

Après ces deux rencontres avec les agents au niveau préfectoral, nous avons eu un contact avec la Direction régionale du SNPRV. Etaient présents outre le Directeur régional, les TS, les Chargés régionaux et le représentant régional de *Sassakawa Global (SG 2000)*. Voici leurs points de vue :

Le projet pilote de vulgarisation agricole (PPVA) a été initié en 1986 soit trois ans avant la création de l'IRAG. Au cours de cette période, les thèmes conduits par la vulgarisation provenaient de l'extérieur. La collaboration a été établie entre la vulgarisation et la recherche à travers les UEP.

Les premières UEP en nombre modeste n'avaient pas posé de problème. Elles constituaient plutôt une bonne démarche participative pour les différents acteurs (chercheurs, vulgarisateurs et paysans). Les contraintes auxquelles elle s'attaquaient étaient identifiées suite au diagnostic réalisé par les équipes de recherche système et les vulgarisateurs ; la méthode " *Du Rugo au Marais* " a été utilisée à cette fin. Pour l'installations des essais dans les UEP, les TS étaient formés dans les centres de recherche, et à leur tour, ils formaient les AVB. Le nombre élevé d'UEP n'a pas permis à la recherche et à la vulgarisation de bien les gérer, les chercheurs étant submergés ne parvenaient plus à fournir à temps les semences et les fiches techniques pour le suivi des essais, ni à bien former les vulgarisateurs. La conséquence a été que certains des essais ont été mal réalisés et le suivi mal assuré, même pour ceux qui ont été correctement installés. Voilà pourquoi les résultats ne pouvaient être interprétés par la recherche. Ceci ne veut pas dire qu'il faut pour autant abandonner les UEP, mais il faut plutôt chercher à analyser les causes de ce dérapage et les enrayer. La méthode proposée pour pallier à cet état est le village d'étude. Mais, le village d'étude a une représentation restreinte par rapport à toute une

région, et risque de poser des problèmes dans l'organisation des visites des producteurs et partant, de creuser un fossé entre les institutions. Leurs propositions faites pour pallier ces désaccords sont les suivants :

- repartir les villages d'étude en fonction de la diversité des zones agricoles des zones, étant donné que toutes les spéculations ne sont pas dans la même zone ;
- formaliser la collaboration entre Recherche et Vulgarisation depuis le niveau national jusqu'au niveau régional ;
- élaborer un calendrier d'intervention des chercheurs et le transmettre à leurs homologues TS en vue de leur rencontre dans le village d'étude dans le cadre de la formation des cadres du SNPRV ;
- établir un système de rotation des équipes R/S en vue de favoriser des échanges d'idées entre elles en ce qui concerne la bonne marche des villages d'étude ;
- faire représenter la vulgarisation en permanence par un vulgarisateur afin de l'impliquer dans toutes les étapes du processus, mais aussi organiser une rotation de tous les AVB dans le village d'étude ;
- établir une réelle collaboration entre les autres intervenants et la Recherche afin de les inciter à organiser des visites de leurs paysans encadrés au village d'étude ;
- que la chargée régionale de l'appui aux femmes rurales intervienne au village d'étude pour apprendre aux femmes les technologies alimentaires et les petites transformations artisanales des produits agricoles ;
- que le chargé des organisations paysannes apporte son appui à la constitution des groupements dans le village ;
- organiser des séances de réflexion entre la Recherche et la Vulgarisation sur les actions entreprises au village ;
- pour que la démarche soit une réussite, il faut y mettre des moyens (financiers surtout) car, sans argent, on ne peut faire de la recherche.

Direction régionale de Mamou : c'est la direction préfectorale du SNPRV de Pita qui a été contactée à la place de la direction régionale de Mamou ; parce qu'elle se trouve dans la même préfecture que le Centre de recherche de Bareng. Ont répondu à nos questions, le COA, un superviseur et un TS. Voici le contenu de leurs réponses :

- en 1994, les UEP ont suscité l'enthousiasme des paysans car on donnait gratuitement les semences. Mais les thèmes techniques expérimentés ne répondaient pas aux besoins de ces paysans. Il a fallu faire un diagnostic participatif (méthode *Du Rugo Au Marais*) pour s'en rendre compte et identifier les vraies contraintes. Les UEP qui ont été installées à la suite ont connu plus d'adoption que les premières. Au nombre des adoptions, on a eu : la variété de pomme de terre " *Nicolas* ", la variété " *CK 9101* " de maïs, le manioc " variété *Tanzania* ", la patate " ivoirienne " appréciée pour ses feuilles comme légume. Des variétés d'agrumes résistantes à la *cercosporiose* et du café Arabica ont aussi été introduits à la demande des producteurs.
- Avec la Fédération des paysans du *Fouta Djallon*, les UEP installées pour tester le comportement des variétés d'oignon plantées selon deux modalités " graines et bulbilles " ont montré que le choix des paysans portait sur la variété israélienne " *Sivane* " de cycle court, couleur rouge, à conservation facile et semis en graine par rapport à la variété " *Texas* ". Ces variétés sont aujourd'hui conduites de façon traditionnelle par les paysans mais elles font tout de même l'affaire de ces derniers ;
- Il apparaît que les UEP qui au départ n'avaient pas donné de bons résultats, ont conduit à des adoptions quand elles ont été installées sur la base des contraintes de production hiérarchisées par les paysans suite à une étude diagnostique. Elles étaient un point de concertation et de dialogue entre vulgarisateurs, chercheurs et des paysans avec leurs organisations ;
- plus tard, avec l'augmentation du nombre d'UEP, et le retrait de la recherche du suivi, les vulgarisateurs sans grands moyens et confrontés à la réalisation de plusieurs programmes à la fois n'ont pu assurer correctement le suivi des UEP. Ce fut le début de la discorde entre la Recherche qui attendait des résultats et la vulgarisation qui n'était pas bien outillée pour les obtenir ;
- il faut aussi signaler que les cultures de vente comme : la pomme de terre, l'oignon, la tomate sont souvent plus fortement adoptées. Alors que d'autres cultures introduites ont de la difficulté à s'imposer aux variétés locales auxquelles les producteurs sont très attachés ; d'où la nécessité de toujours faire des diagnostics pour découvrir les raisons des réticences des producteurs face aux nouveautés ;
- en ce qui concerne les villages d'étude, on sait que l'esprit qui a prévalu pour leur création est la gestion du manque de moyens. Il est donc question de réunir les techniques des CRA dans un village en vue de les tester, de les adapter avant de les diffuser. Mais le village d'étude de *Senghen* étant situé à Labé, il est difficile pour les agents de *Mamou* de



s'y rendre surtout que les informations sur la structure et le fonctionnement de ce dit village d'étude ne sont pas connues.

Les propositions faites pour les points énumérées plus haut sont :

- Les différents acteurs du développement rural devraient homologuer leurs méthodes d'intervention et procéder à une large information de leurs partenaires sur leurs objectifs et leurs programmes d'action afin de promouvoir une synergie entre eux ;
- procéder à des études de diagnostic et de suivi pour identifier au fur et à mesure les contraintes résultant des interventions ;
- pour tout développement, il faut un plan qui définit les objectifs prioritaires, et pour la réalisation de ces objectifs, il faut y mettre des moyens. Ainsi, pour la réalisation des actions des villages d'étude, les institutions de recherche, de vulgarisation et leur bailleurs de fonds doivent augmenter le financement.

La direction régionale de Labé. A la direction régionale du SNPRV de *Labé*, les impressions des TS, des Chargés régionaux et du représentant de SG 2000 ont été les suivantes :

- les UEP que nous avons installées en collaboration avec l'IRAG et la Fédération du *Fouta* dans la zone d'action de cette fédération sur quatre variétés d'oignon, ont permis aux producteurs de choisir et d'adopter deux d'entre elles ;
- c'est au niveau de quelques unes des UEP installées chez des producteurs non fédérés qu'il y a eu des problèmes de suivi ; néanmoins, il y a eu là aussi des résultats intéressants. Mais malgré cette adoption, les paysans se retournent toujours vers certaines de leurs pratiques et variétés traditionnelles;
- cette faiblesse constatée au niveau du suivi est dû au manque de financement pour assurer le fonctionnement, les perdiems et de moyens d'accompagnement ( engrais par exemple) ;
- actuellement, le SNPRV en partenariat avec *SG 2000* développe des itinéraires techniques sur les variétés de maïs "*Obatampa* " du *Ghana*, *CK 9101* du centre de *Killissi*, trois variétés de riz du centre de *Killissi* et des variétés de riz de l'Association pour le Développement de la Riziculture de l'Afrique de l'Ouest (ADRAO), appuyés par un apport d'engrais dont l'achat par les paysans se fait une partie achetée au comptant et l'autre à crédit ;

- notre collaboration avec l'IRAG a toujours été informelle mais elle est quant même fonctionnelle ; exemple, pour le choix des paysans expérimentateurs de *Senghen*, le vulgarisateur en place a été consulté par les chercheurs ;
- pour le suivi des essais et leur duplication dans les villages environnants du village d'étude dont les activités ont commencé il y a seulement trois mois, nous ne savons pas encore trop ce qu'il faut faire ;
- nous estimons cependant que les COA, les TS, les superviseurs et les AVB devront programmer des visites sur le site. Ces visites devraient se réaliser en quatre étapes : la première au moment de l'installation des essais, la deuxième en cours de végétation , la troisième à la maturité et la dernière lors de la restitution ;
- notre souhait serait que chaque préfecture soit dotée d'un village d'étude afin de faciliter les visites.

Après une analyse des avis des vulgarisateurs, les enseignements à tirer sont :

- premièrement , les vulgarisateurs semblent avoir une position favorable aux UEP dont-ils souhaiteraient l'amélioration à travers leur réduction à un nombre raisonnable par zone ou par préfecture suite à une concertation avec les paysans;
- deuxièmement, bien que l'initiation des villages d'étude revient à l'IRAG et au SNPRV, les agents à la base (agents vulgarisateurs de base, superviseurs de zones techniciens spécialisés etc.) n'ont pas été associés à la réflexion ;
- troisièmement, puisque le village d'étude est adopté, le souhait des agents de terrain serait d'installer par région un certain nombre de villages d'étude en tenant compte des spécificités agricoles des zones et bien entendu de la demande des producteurs ;
- quatrièmement, le faire le plus tôt possible pour éviter aux agents et aux producteurs des zones non couvertes, une longue période d'attente.

Ceci, démontre alors que les avis des agents vulgarisateurs sur le terrain en ce qui concerne la création d'un seul village d'étude par région divergent avec ceux de leurs responsables au niveau national, qui partagent quant à eux le même avis que les chercheurs.

Nous continuons la transcription des avis des autres acteurs avant de passer à ceux des chercheurs. Mais afin d'éviter de se répéter, nous avons regroupé ces avis étant donné que les deux catégories d'opérateurs (ONG et projets) ont presque les mêmes modes d'action sur le terrain.

### **2.2.2 Les projets et ONG**

Ils sont très nombreux en Guinée, mais nous n'en avons rencontré au cours de notre stage que quelques uns. La liste étant longue, nous avons jugé utile de la mettre en annexe, et ne mentionner que les objectifs, les axes de collaboration avec la recherche et la vulgarisation et enfin, les points de vue regroupés.

Comme nous l'avons signalé plus haut, les projets et ONG ont pour la plupart des objectifs analogues orientés vers le développement participatif.

#### **a. Objectifs**

Leurs objectifs majeurs se résument comme-ci :

- ✓ développement participatif de l'agriculture et de l'élevage ;
- ✓ protection et restauration de l'environnement ;
- ✓ construction d'infrastructures rurales et pistes ;
- ✓ promotion de l'éducation et de la santé ;
- ✓ restructuration des organisations des producteurs ;
- ✓ formations des paysans à travers l'alphabétisation fonctionnelle, l'initiation à la gestion ; l'animation et la sensibilisation ;
- ✓ appui aux communautés rurales à travers les systèmes de crédit, les mesures d'accompagnement comme l'octroi ou le prêt de semences et d'in put agricoles.
- ✓ élaboration de plans villageois de développement sur la base de diagnostic agro-socio-économique.

#### **b. Collaboration avec la recherche et la vulgarisation**

La collaboration entre les développeurs, les chercheurs et les vulgarisateurs dans la plupart des cas est de nature informelle, même si parfois des contrats sporadiques font l'objet de convention écrites. Les copies de certaines de ces conventions que nous avons obtenues lors de nos entretiens avec les signataires sont mises en annexe.

Selon les déclarations de ces développeurs, leur collaboration avec les institutions étatiques (recherche et vulgarisation) se porte bien même malgré quelques faiblesses relevées. En matière d'introduction variétale, les variétés sélectionnées ou testées par la recherche sont

disent-ils, celles qu'ils ont utilisées pour promouvoir certaines cultures. Toute la gamme des CK (variétés de riz en provenance du centre de création variétale de *Killissi*), les semences de maïs comme CK 9101 de Killissi, l'hybride *Composite Jaune de Bareng (CJB)* et la Variété ghanéenne *Obatamba* introduite par le SNPRV/SG.2000 ont été citées par ces acteurs. L'ONG *Ballal Guinée* a d'ailleurs traduit en *Pular* (langue du *Fouta*) les fiches techniques élaborées par les chercheurs pour certaines cultures (voir copie en annexe). Selon eux, la collaboration se manifeste aussi à travers la participation de chaque acteur à la réunion du comité de pilotage des programmes de l'autre.

Cependant, des reproches ont été faits à l'endroit de la recherche en ce qui concerne le manque de pureté de certaines de ses variétés ou leur forte tendance à la dégénérescence qui occasionnent parfois une suspicion des agriculteurs face aux intervenants extérieurs.

Quant aux vulgarisateurs, les autres développeurs les accusent d'un certain absentéisme aux séances de travail avec les agriculteurs. Selon eux, le programme d'un vulgarisateur qui consiste à encadrer 500 familles paysannes en plus des diverses sollicitations de la part d'autres acteurs ne peut lui permettre d'être efficace et présent à tous ses rendez-vous avec ses groupes de contact. C'est la raison qui pousse certains projets et ONG à souhaiter la formation directe de leurs paysans pilotes ou leaders afin de dupliquer la formation à leurs pairs ; constats du projet riz et du projet de développement des petits exploitants forestiers à *N'zérékoré*, de l'ONG *Winrock International* à Labé qui parle de relais vulgarisateurs par agriculteurs.

Nous savons que ce qui précède ne concerne pas directement la collaboration entre institutions dans les villages d'étude, mais une revue de l'histoire, nous paraît indispensable pour permettre à ces institutions de mettre à profits les atouts et d'éviter les faiblesses dans leurs relations ultérieures.

### **c. points de vue des projets et ONG en ce qui concerne les villages d'étude**

La majorité des projets et ONG déclare n'avoir aucune information sur la création des villages d'étude. Notre étude a d'ailleurs servi à les éclairer sur le sujet.

Leurs avis sont nuancés. Certains comme les ONG *Winrock* à Labé, *SARA* (structure d'appui aux réseaux d'agricultrices et agriculteurs) à *Kindia*, se disent prêts à aller chercher l'information technique partout où elle se trouve y compris dans le village d'étude où ils

peuvent, organiser des visites de leurs unions de paysans. D'autres comme *Ballal Guinée* souhaitent que des villages d'étude soit installés dans leur zone d'action, sinon lorsqu'ils sont loin d'eux, leurs moyens ne leur permettent pas d'y aller. Tous sollicitent des informations sur le village d'étude avant de prendre des décisions en ce sens.

### **2.3 Les services publics : inspections régionales de l'agriculture et de l'élevage (IRAE), directions préfectorales du développement rural et de l'environnement (DPDRE)**

Les IRAE et les DPDRE sont des structures légères de suivi et de coordination du Ministère de l'agriculture installées respectivement au niveau des régions et des préfectures de Guinée.

#### **a. Objectifs**

Elles ont pour objectif de promouvoir et coordonner aux niveaux régional et préfectoral les actions de développement rural, c'est-à-dire les programmes agricoles. Dans l'accomplissement de ces objectifs, les directeurs préfectoraux du développement rural et de l'environnement (DPDRE) ont procédé à l'élaboration de plan de développement villageois dans certains villages ( 10 par préfecture) suite au diagnostic participatif communautaire initié par le bureau central d'études et de planification agricole (BCEPA) du Ministère de l'agriculture. Pour l'exécution de ces plans, les DPDRE qui en sont les maîtres d'œuvre sont chargés de faire appel à diverses expertises ; ce qui établit une relation de collaboration entre eux et différents acteurs de diverses spécialités.

#### **b. Collaboration avec la recherche et les autres acteurs du développement**

En tant coordonnateurs du développement rural aux niveaux régional et préfectoral les inspecteurs régionaux et les directeurs préfectoraux ont charge de viser les contrats établis entre les différents acteurs résidant dans leurs juridictions respectives et de veiller au respect des clauses de ces contrats. Mais, ce n'est toujours pas le cas, car nous avons constaté au cours de nos interviews auprès de ces services que ces fonctions n'étaient pas totalement assumées par eux. Certains DPDRE ne connaissent même pas le projet d'appui au communautés villageoises (PACV) chargé de financer la réalisation des plans villageois de développement. Des IRAE ne nous ont pas caché qu'ils ne reçoivent pas les rapports des



services de leur région, ou qu'ils ne peuvent interférer dans l'exécution des programmes des projets étant donné que ceux-ci représentent les options des bailleurs de fond.

### **c. Points de vue des IRAE et des DPDRE sur le village d'étude**

La plupart des DPDRE et des IRAE comme certains d'entre eux nous l'ont dit ne connaissent les villages d'étude que très sommairement et de façon informelle. Pour ce faire, ils ne sont pas encore en mesure de donner un point de vue concret, mais ils sollicitent des informations concernant ces villages.

Il est donc ici que les services publics manquent de renseignements en ce qui concerne la mise en place des villages d'étude. A notre avis, la recherche doit dans ces conditions et le plus tôt que possible procéder à une large diffusion des informations sur la structure et le fonctionnement des villages d'étude dans la perspective d'une diffusion future de leurs résultats dans les villages encadrés par les DPDRE.

## **2.4 Les chercheurs**

Nous avons dans cette rubrique divisé les chercheurs en deux groupes : les chercheurs systèmes et les chercheurs thématiques. Nous avons tout d'abord écoutés séparément les chercheurs systèmes des chercheurs thématiques avant de les regrouper pour une confrontation, mais aussi pour la restitution de nos travaux dans leurs centres respectifs. Les résultats de ces entretiens sont présentés par centre en commençant par le centre de Sérédou. Ici, nous ne reprendrons plus les rôles des chercheurs dont nous avons fait état dans le contexte de l'étude à travers les objectifs globaux de la recherche.

L'équipe R/S de Sérédou à travers son chef a répondu à notre questionnaire en déclarant :

- *“ le diagnostic qui a conduit au choix de l'actuel village d'étude a “été réalisé conjointement avec le SNPRV, les chefs de programmes thématiques et la recherche système sur six village de la zone 17 dénommée “forêt dense du Ziama ” et autour de Sérédou, le rapport est disponible ;*
- *nous avons conformément au contenu du guide, choisi notre village d'étude en faisant référence aux critères proposés : accessibilité, proximité, village de taille moyenne,*

*motivation des villageois, présence d'autres acteurs, présence des cultures qui font partie des programmes prioritaires du centre ;*

- *le village a été choisi par le centre de Sérédou et les thèmes de recherche choisis, sont ceux qui ont fait l'objet de la demande des producteurs ;*
- *pour le moment, nos actions se limitent à deux parcelles d'essais installées chez deux paysans et une pépinière appartenant à un groupement ;*
- *notre rôle dans ce village est d'apporter les techniques et l'encadrement alors que les paysans expérimentateurs assurent tous les travaux et achètent ou fournissent les semences et intrants. ”*

Tous les chercheurs de Sérédou réunis en séance plénière nous ont déclaré ce qui suit :

- a propos de la collaboration avec nos partenaires ;

“ nos collaborateurs actuels c'est à dire ceux avec lesquels nous avons élaboré des contrats ou des conventions sont : le PDPEF, la FNPCG, le PDRiGF, la SOGUIPAH ainsi que le SNPRV qui est un partenaire permanent mais avec lequel la collaboration est toujours restée informelle. Hormis ceux cités, les autres sont des partenaires occasionnels qui participent à nos réunions autant que nous participons aux leurs. Nous reconnaissons que ce sont nos partenaires qui sont toujours venus vers nous, nous devons à notre tour et dès maintenant aller vers eux .

Les faiblesses rencontrées dans ce partenariat proviennent souvent:

- du manque de suivi des essais de la part des chercheurs à cause du manque de véhicules;
- du manque d'information de la part de nos partenaires en ce qui concerne les résultats des essais installés par nous dans leurs zones d'action, du retard souvent accusé dans l'exécution des travaux sur le calendrier agricole ;
- du manque de coordination au niveau régional des actions des partenaires ;
- de la difficulté de mobiliser des partenaires qui possèdent les moyens pouvant servir de mesures d'accompagnement aux actions de la Recherche. Celle-ci ne peut alors que se limiter à faire des propositions de collaboration.
- en ce qui concerne l'évolution du PES et du village d'étude
  - les chercheurs signalent le manque de financement qui les empêche de s'impliquer dans les travaux au PES de Kpaya et d'organiser des visites des producteurs dans le village d'étude;

- ils dénoncent ensuite le manque de synergie entre le PES et le village d'étude étant donné que les chercheurs responsables de ces deux unités ne se concertent et ne s'impliquent pas réciproquement dans les actions ;
- ils sollicitent un agro-économiste en vue de l'étude agro-socio-économique des paysans expérimentateurs du village d'étude;
- la notion de village d'étude leur paraît encore floue, mais ils souhaitent que soient installés plusieurs villages dans la région en fonction du zonage ;
- ils proposent que les AVB soient des ingénieurs spécialisés capables s'approprier des techniques et de les diffuser ;
- ils ne sont pas favorables à l'emploi des observateurs, en considérant que les chercheurs R/S peuvent assumer leurs fonctions.

Les chercheurs systèmes de Foulaya souhaitent la création de trois autres villages d'études en plus de celui de *Touguikhouré* dont les résultats ne peuvent être extrapolés aux cinq zones de la région, puis l'affectation dans chaque village d'étude d'un AVB et des observateurs, ainsi, l'équipe R/S et les programmes thématiques visiteront chaque village d'étude deux fois par mois pour superviser les observateurs et l'AVB et pour se concerter avec les autres acteurs surtout les paysans, mais ils précisent que la durée d'une visite ne doit pas excéder deux jours par village. Ils déclarent aussi que le choix du village actuel a été fonction du diagnostic réalisé par une équipe conjointe SNPRV et IRAG et à partir de critères analogues à ceux énumérés par les collègues de *Sérédou*. Ils ajoutent que ce sont les chercheurs qui ont formulé les thèmes pour satisfaire la demande des paysans, et ils doivent produire des rapports de campagne que la R/S collecte et centralise pour les résultats synthèse sur le village d'étude.

Dans leur prévision, les chercheurs système de *Foulaya* préconisent la mise en œuvre d'une opération portant sur l'association agriculture/élevage en raison de la cohabitation des agriculteurs et des éleveurs sur le territoire de *Touguikhouré* ;

l'équipe de *Foulaya* signale déjà l'adoption par les paysans des innovations concernant les cultures maraîchères et le maïs.

Pour la R/S de *Foulaya* c'est une chance par rapport aux autres centres d'avoir un domaine public où installer les essais avec les producteurs (la plaine de *Yoko*) ;

“ Notre présence au village d'étude va prendre du temps car l'introduction d'innovations crée toujours de nouvelles contraintes à résoudre ” est la phrase de clôture du chef de l'équipe R/S de *kindia*.

Les chercheurs de Foulaya et la direction du centre ont émis des avis dont voici le condensé :

- *« dans la programmation à moyen terme (PMT) de la recherche, chaque programme avait des essais en milieu paysan ; on a estimé le coût des unités d'expérimentation paysanne (UEP) très élevé alors que pour le moment il n'est pas fait de rapprochement entre ce coût et celui des villages d'étude. Nous espérons quant même que le fait de rassembler les essais en un seul lieu peut faciliter les conditions de leur exécution ;*
- *le biais des résultats des UEP résulte de plusieurs facteurs : le non respect des recommandations des chercheurs sur l'emploi des engrais ; car l'engrais destiné à certaines cultures était selon la volonté du paysan, plutôt utilisé pour d'autres, la petitesse de la taille des parcelles expérimentales par rapport au reste du champ des paysans faisait que ceux-ci lui accordaient peu d'importance, ils la considéraient comme le champ de la recherche même si la récolte leur appartenait parce que le choix du thème ne provenait pas d'eux ;*
- *en ce qui concerne les villages d'étude, toutes les techniques qui y sont introduites sont développées par nous en station et transférées à la demande des paysans, les semences, le matériel végétal et les intrants sont aussi fournis par la recherche. Les paysans quant à eux, fournissent la main d'œuvre nécessaire à la l'installation des essais ;*
- *Cela suscite la jalousie des villages voisins qui revendiquent auprès de la recherche qu'ils considèrent comme un bailleur de fonds ;*
- *les thèmes de recherche sont à concevoir et à proposer par les chercheurs aux autres intervenants pour critiques, amendements et adoption ;*
- *des observateurs doivent suivre les essais, leurs nombre varie en fonction du nombre d'essais ; le nombre d'essais qu'un observateur est capable de suivre n'est pas encore précisé ;*
- *Quant à la diffusion des innovations du village d'étude vers d'autres villages par les agents de vulgarisation, nous pensons que la charge actuelle d'un AVB ne peut pas lui permettre d'être efficace ; car un AVB qui est chargé d'encadrer plusieurs villages sur plusieurs thèmes ne peut le faire convenablement et suivre la formation au village d'étude et sur toutes les spéculations. Il faut pour ce faire, spécialiser les AVB comme les TS et réduire leurs charges. Il faut mettre à la disposition de chaque village d'étude trois AVB chargés respectivement des cultures : maraîchères, vivrières et pérennes » ;*

- la direction du centre propose pour sa part que toutes les fonctions du vulgarisateur au village soient bien définies et bien différenciées de celles des observateurs afin d'éviter toute juxtaposition, que les programmes de rencontre au village d'étude des chercheurs et les vulgarisateurs soient aussi définis ; pour ce faire, une réunion entre les deux institutions (IRAG et SNPRV) est à prévoir.

L'équipe R/S de *Bareng*, tout comme les autres équipes déjà citées, énonce les mêmes critères qui ont prévalu pour le choix des villages. La différence entre l'équipe de *Bareng* et les autres est que c'est elle seule qui a réalisé le diagnostic et a choisi le village de *Seghen*. Quant aux paysans expérimentateurs, ils ont été choisis sur proposition de l'AVB consulté par les chercheurs en raison de son ancienneté dans le village ;

l'essai sur le petit piment a été installé par le chercheur du programme et le paysan sans la participation ni de l'équipe R/S, ni d'un quelconque acteur ;

pour l'équipe de *Bareng*, la convention avec le village est à rédiger et les contacts avec les partenaires sont à entreprendre ; on ne sait quand ?

L'équipe fonde un grand espoir sur le village d'étude en ce qui concerne la facilité de suivi des essais, l'évaluation de leur adoption, leur impact et la minimisation des coûts de réalisation des actions par rapport à ceux des anciennes UEP, mais elle soutient que pour couvrir ne serait-ce que les différentes spéculations d'une même région, il faut des essais dans les villages voisins du village site. Pour terminer, elle se réserve de toute conclusion qui serait pour le moment prématurée.

Les chercheurs de *Bareng* étaient représentés à notre entretien/restitution par les sept chefs de programme, les chercheurs systèmes au nombre de trois, le Coordinateur scientifique, le Directeur du centre et cinq chercheurs. Au cours de cette rencontre, nous avons conduit notre enquête avant de procéder à la restitution des résultats de nos constats résultant des entretiens avec les différents groupes d'acteurs de la région.

Ces chercheurs nous ont confié leurs impressions sur les UEP, la collaboration avec les autres acteurs et les villages d'étude en ces termes :

*“ Les UEP en soit n'étaient pas mauvaises comme démarche de pré vulgarisation. C'est la méthode utilisée dans sa mise en oeuvre qui a connu des faiblesses conduisant ainsi au biais des résultats. Les faiblesses dont a souffert la démarche sont : le choix des thèmes sans la participation des paysan qui reçoivent les UEP, la petitesse des parcelles expérimentales par*



*rapport aux champs qui les abritaient, l'encouragement de la quantité par rapport à la qualité lorsqu'on qualifiait de meilleur, le COA qui avait installé dans sa préfecture, le plus grand nombre d'UEP ( peu importe le résultat), le manque de suivi adéquat dû au faible moyen de fonctionnement de la part des chercheurs et des vulgarisateurs occasionnant une déperdition des informations sur les dites parcelles, le conflit sur les charges et responsabilités entre la recherche et la vulgarisation dans la gestion des UEP, le faible niveau de formation des chercheurs et vulgarisateurs, l'installation des UEP par les TS alors que les vulgarisateurs de base chargés du suivi ne sont pas formés à cette tâche, etc. Cependant, avec les UEP on a la chance de toucher plusieurs producteurs à la fois, celles qui étaient placées sous la responsabilité de la fédération des paysans du Fouta ont abouti à des résultats encourageants.*

*En ce qui concerne la collaboration, l'accent a été mis sur l'absence de conventions écrites pour bien définir les rôles et responsabilités de chaque partenaire dans les actions communes, le manque de coordination des interventions et d'arbitrage entre les acteurs au niveau régional.*

*En ce qui concerne les villages d'étude : quelque soit l'espoir fondé sur les villages d'étude, il convient de signaler qu'une démarche ne vaut rien si les conditions indispensables à sa réussite ne sont pas réunies. L'enthousiasme qui prévaut devrait depuis le départ, conduire à une table ronde de toutes les équipes R/S avec Stoop l'initiateur de la démarche pour une question de formation et/ou de discussion autour de tous les aspects afférent à sa méthode. En effet, nous risquons de tomber dans les mêmes erreurs qu'avec les UEP, étant donné que toutes les données des rapports de Stoop ne sont pas bien analysées et les moyens insuffisants ne permettent pas d'aller à fond dans les études. L'allure à laquelle on met la démarche en application dans les villages n'a pas permis de bien affiner les études qui précèdent cette approche, alors que la réussite des actions au village d'étude dépend d'un bon affinage du zonage, d'une bonne étude systémique des exploitations, de la bonne identification du village site et de l'implication des partenaires, ainsi que de la définition des rôles et des méthodes d'intervention de chacun. Mais, l'espoir est encore grand quand on sait que les premiers villages d'étude servent à affiner la démarche en faveur des autres qu'il faudra créer en vue de couvrir les diversités régionales. "*



**Tableau N° 4 Comparaison des étapes proposées par le guide (Stoop) à celles de la bibliographie et aux réalisations par les centres**

N°	Etapes du guide (Stoop)	conformité des propositions de Stoop à la biblio.		Villages d'études des trois centres			Bilan réalisation des étapes par les trois centres		Comparaison des propositions de Stoop à la Bibliographie	Propositions
		prévues	Sérédou	Touguik	Senghen	réalisées				
1	Zonage de la région	+++	+++ 3/3	+++ 3/3	+- - 1/3	+++++ - - 7/9			Exemple N° 1 Etude diagnostique de groupe en Colombie	Regrouper certaines zones très semblables pour en faire des zones où installer des villages d'études.
2	Sélections des zones représentatives	+	+- - 1/3	+- - 1/3	+- - 2/3	+++++ - - 4/9			Exemple N° 4: collaboration Recherche-vulgarisation (cas de Zimbabwe)	Il faut toucher les principales zones, car une zone est difficilement représentative de la diversité régionale
3	catégorisation et Choix village d'étude	+++	+++ 3/3	+++ 3/3	+- - 1/3	+++++ - - 7/9			Exemple N° 3 Détachement de vulgarisateur auprès de la recherche (cas de Zimbabwe)	Quelque soit le type de village déjà choisi, il serait mieux de bien y conduire les actions de recherche et de coordination des acteurs
4	Typologie des paysans; vulgarisateur associé au choix paysans partenaires	+++	--- 0/3	--- 0/3	--- 0/3	-----			Exemple N° 2 Les liaisons avec les utilisateurs des technologies Développement rural intégré en Colombie	Il est mieux de choisir groupements, mais à défaut, démarrer volontaires avant de les regrouper. Impliquer développeur indispensable.
5	Organisation des paysans en groupements	+++	+- - 1/3	+++ 3/3	--- 0/3	+++++ - - 4/9			Collaborat° Rech. groupe agricole Ex N° 1 Etude diagnostic de groupe en Colombie	Il serait préférable de mener cette action avec les développeurs, d'où la nécessité de leur implication
6	Développeurs associés au Choix des Thèmes	+++	+++ 3/3	--- 0/3	--- 0/3	+++++ - - 3/9			Ex N° 5 Liaison avec les ONG pour transfert de technologie large (cas de Bolivie)	Connaissant mieux la zone, l'association des développeurs au choix des thèmes peut avoir une influence positive
7	vulgarisateurs associés aux expérimentations	+++	+++ 3/3	--- 0/3	--- 0/3	+++++ - - 3/9			Exemple N° 3 Détachement de vulgarisateur auprès de la Recherche (cas de Zambie)	Associer le vulgarisateur à la réalisation des essais peut servir à préparer la diffusion future des innovations
8	Suivi-évaluation des impacts	+++	---	---	---	---			Etude diagnostique de groupe en Colombie	Tous les acteurs mais particulièrement les paysans devraient s'y investir

**Légende**

Case village d'étude	Case bilan de réalisation	Case conformité des propositions	Case vide
+++ Tout à fait réalisé	9+ = 100% réalisé	4+ = propositions de Stoop conformes à biblio	A réaliser
++ Réalisé au 2/3	9- = Non réalisé	1+ = Zone village d'étude non représentative donc non conforme à la biblio.	
+ Réalisé au 1/3	N+ = N réalisation		
--- Pas réalisé du tout	N+/N- = % réalisé/non réalisé		

## **PARTIE C. DISCUSSIONS, PROPOSITIONS ET CONCLUSION**

Le but de notre étude est de répondre aux préoccupations des responsables guinéens de la Recherche et de la Vulgarisation pour mettre en œuvre une démarche pertinente et moins coûteuse de transfert de techniques en milieu réel. C'est pourquoi nous analyserons dans cette dernière partie les causes de la non réussite de la démarche des unités d'expérimentation paysanne (UEP) puis nous analyserons les étapes de la démarche « village d'étude » et les comparerons à celles des démarches figurant dans la littérature. Nous analyserons ensuite les façons dont elle est pratiquée dans les centres (voir tableau ci-contre). Elle sera enfin confrontée à la démarche mise en œuvre au Point d'Etude Système de *Kpaya* qui est la plus ancienne démarche de recherche participative mise en œuvre par l'IRAG.

Chaque chapitre est suivi de nos critiques et propositions avant de passer aux constats généraux et aux propositions globales..

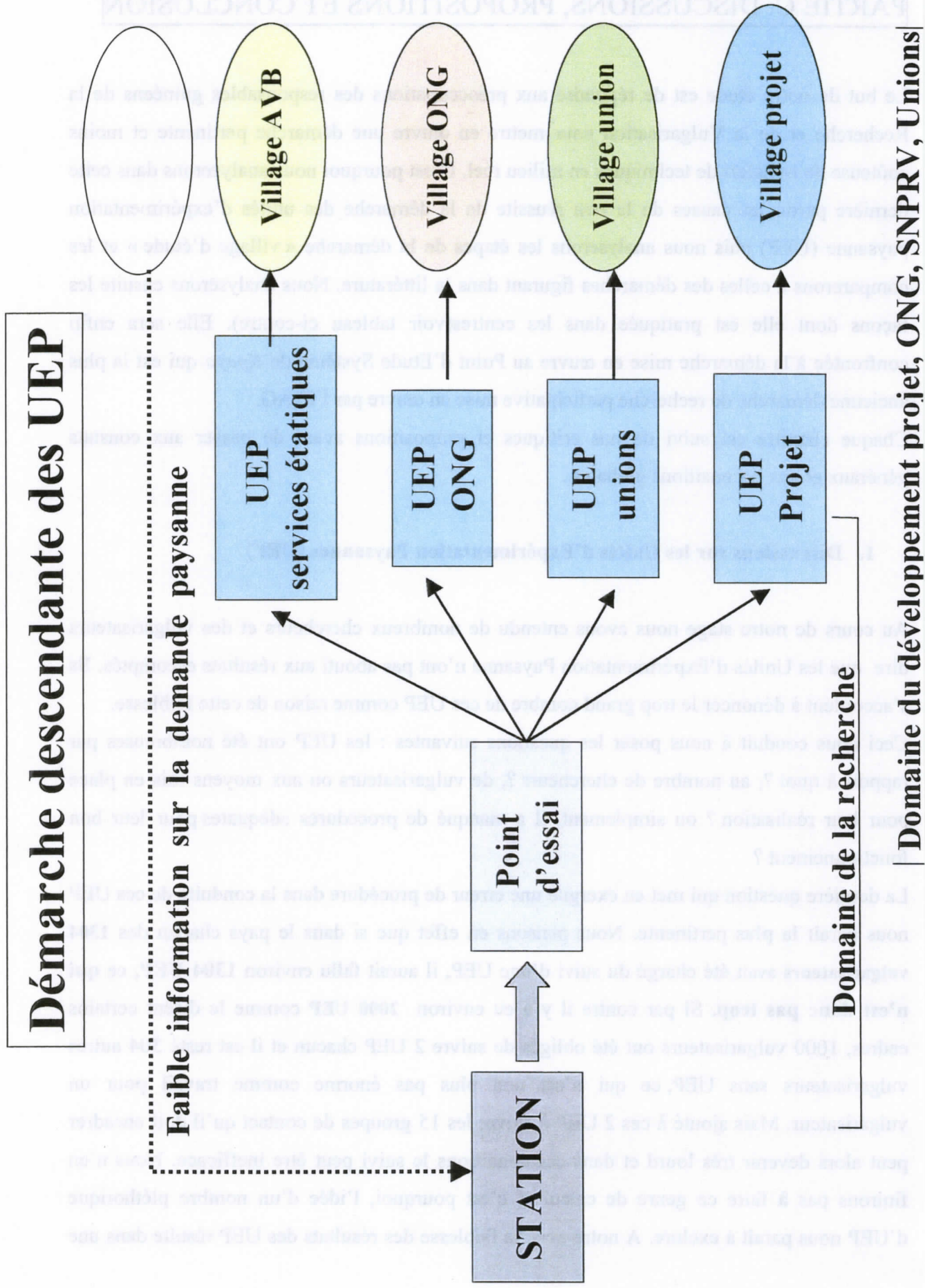
### **1. Discussions sur les Unités d'Expérimentation Paysannes (UEP)**

Au cours de notre stage nous avons entendu de nombreux chercheurs et des vulgarisateurs dire que les Unités d'Expérimentation Paysanne n'ont pas abouti aux résultats escomptés. Ils s'accordent à dénoncer le trop grand nombre de ces UEP comme raison de cette faiblesse.

Ceci nous conduit à nous poser les questions suivantes : les UEP ont été nombreuses par rapport à quoi ?, au nombre de chercheurs ?, de vulgarisateurs ou aux moyens mis en place pour leur réalisation ? ou simplement, il a manqué de procédures adéquates pour leur bon fonctionnement ?

La dernière question qui met en exergue une erreur de procédure dans la conduite de ces UEP nous paraît la plus pertinente. Nous pensons en effet que si dans le pays chacun des **1304 vulgarisateurs** avait été chargé du suivi d'une UEP, il aurait fallu environ **1304 UEP, ce qui n'est donc pas trop**. Si par contre il y a eu environ **2000 UEP** comme le disent certains cadres, 1000 vulgarisateurs ont été obligés de suivre 2 UEP chacun et il est resté 304 autres vulgarisateurs sans UEP, ce qui n'est non plus pas énorme comme travail pour un vulgarisateur. Mais ajouté à ces 2 UEP à suivre les 15 groupes de contact qu'il doit encadrer peut alors devenir très lourd et dans ces conditions le suivi peut être inefficace. Nous n'en finirons pas à faire ce genre de calcul et c'est pourquoi, l'idée d'un nombre pléthorique d'UEP nous paraît à exclure. A notre avis, la faiblesse des résultats des UEP résulte dans une







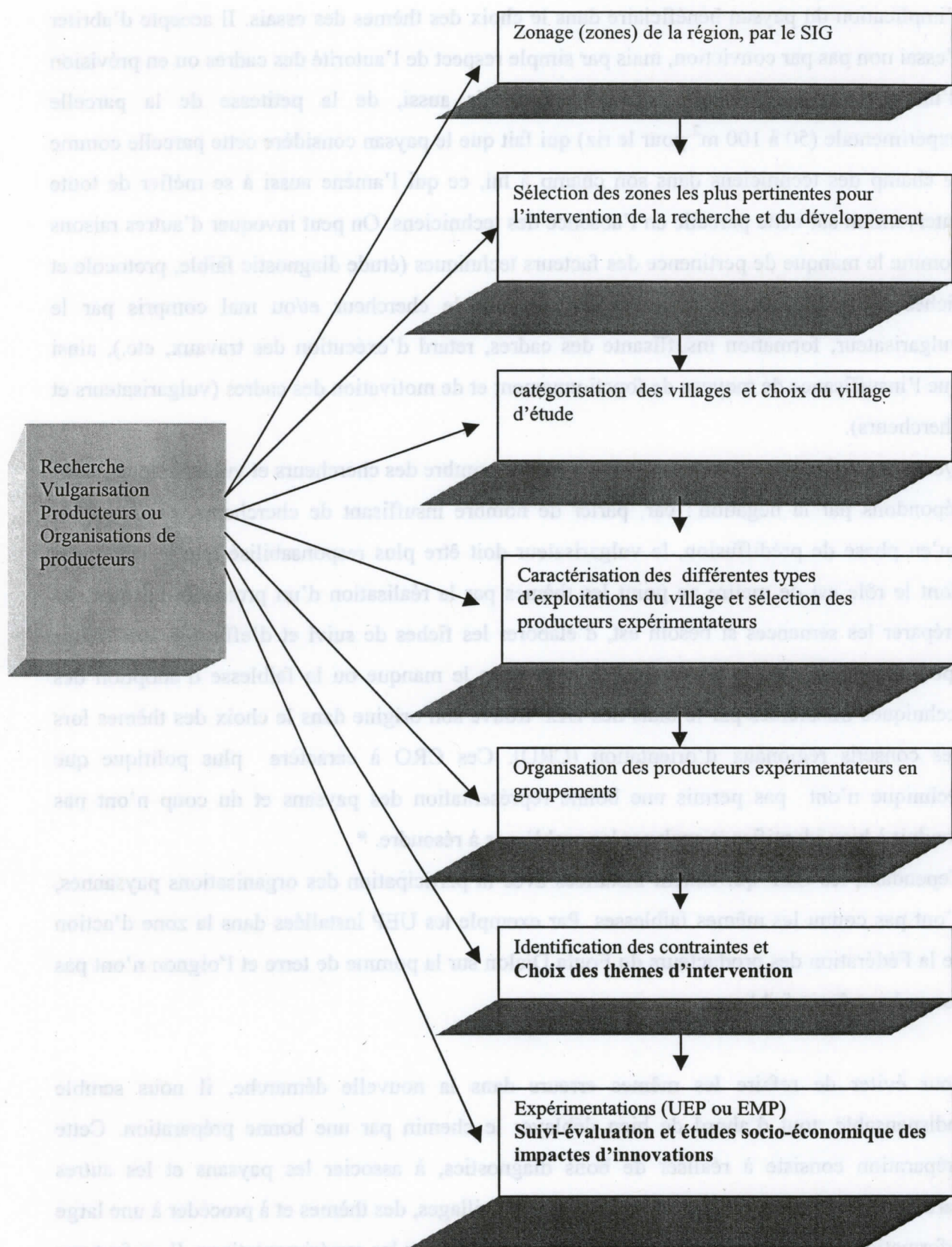
large mesure du **caractère descendant de la démarche** (voir schéma en page opposée) qui exclut l'implication du paysan bénéficiaire dans le choix des thèmes des essais. Il accepte d'abriter l'essai non pas par conviction, mais par simple respect de l'autorité des cadres ou en prévision d'un quelconque bénéfice. Elle peut provenir aussi, de la petitesse de la parcelle expérimentale (50 à 100 m<sup>2</sup> pour le riz) qui fait que le paysan considère cette parcelle comme le champ des techniciens dans son champ à lui, ce qui l'amène aussi à se méfier de toute intervention sur cette parcelle en l'absence des techniciens. On peut invoquer d'autres raisons comme le manque de pertinence des facteurs techniques (étude diagnostic faible, protocole et fiches techniques de suivi moins élaborés par le chercheur et/ou mal compris par le vulgarisateur, formation insuffisante des cadres, retard d'exécution des travaux, etc.), ainsi que l'insuffisance de moyens de fonctionnement et de motivation des cadres (vulgarisateurs et chercheurs).

Quant aux précédentes questions portant sur les nombre des chercheurs et vulgarisateurs, nous répondons par la négation : car, parler de nombre insuffisant de chercheurs, c'est oublier qu'en phase de prédiffusion, le vulgarisateur doit être plus responsabilisé que le chercheur dont le rôle est de mettre au point les thèmes par la réalisation d'un protocole adéquat, de préparer les semences si besoin est, d'élaborer les fiches de suivi et d'effectuer des visites sporadiques des essais. Il convient de noter que le manque ou la faiblesse d'adoption des techniques transférées par le biais des UEP trouve son origine dans le choix des thèmes lors des conseils régionaux d'orientation (CRO). Ces CRO à caractère plus politique que technique n'ont pas permis une bonne représentation des paysans et du coup n'ont pas conduit à bien identifier et analyser les problèmes à résoudre. \*

Cependant, les UEP qui étaient installées avec la participation des organisations paysannes, n'ont pas connu les mêmes faiblesses. Par exemple les UEP installées dans la zone d'action de la Fédération des producteurs du Fouta Djallon sur la pomme de terre et l'oignon n'ont pas connu les mêmes faiblesses

Pour éviter de refaire les mêmes erreurs dans la nouvelle démarche, il nous semble indispensable, tout d'abord de bien déblayer le chemin par une bonne préparation. Cette préparation consiste à réaliser de bons diagnostics, à associer les paysans et les autres partenaires surtout la Vulgarisation au choix des villages, des thèmes et à procéder à une large information et sensibilisation des acteurs avant d'entamer les expérimentations. Il ne faut pas non plus oublier de bien responsabiliser partenaires sur la base d'une convention écrite. La

**Schéma N° : Les étapes d'intervention proposées par le guide pour les villages d'étude**



mise sur pied d'un comité de coordination chargé de veiller sur le respect et l'application correcte des clauses de la convention est d'une grande importance.

## **2. Comparaison entre la démarche village d'étude et les approches de recherche agricole**

lorsqu'on passe en revue les différentes démarches utilisées par la recherche agricole, on s'aperçoit que les approches antérieures et la démarche village d'étude ont des points communs comme le montrent Hildébrand et Poel, (1985) ; S. Troud, (1985) ; Triomphe, (1987) cités par Jouve Ph., (1989) en ce qui concerne les objectifs et la démarche générale à suivre pour la mise en œuvre d'une EMP.

### **a. Objectifs**

- favoriser le dialogue entre chercheurs, développeurs et paysans
- identifier les problèmes techniques et sociaux des paysans afin d'orienter les programmes de recherche agronomique
- prendre en compte la diversité du milieu naturel et humain
- tester et évaluer la faisabilité technique et sociale des innovations mises au point en station
- évaluer leur impact sur les systèmes de production.

### **b. Démarches :**

- identification des problèmes
- sélection des thèmes de l'expérimentation
- choix des sites et des paysans partenaires
- élaboration et réalisation du protocole et des dispositifs expérimentaux
- suivi des essais
- leur analyse et interprétation
- valorisation, transfert et appropriation des résultats.

En tant que tel, nous ne doutons pas de la capacité de la démarche à produire des résultats concluants si l'expérience de ceux qui sont chargés de sa mise est suffisante. Les études de cas sélectionnées servent à appuyer cette affirmation (cf annexes)

Cependant, nos remarques portent sur les recommandations faites par les auteurs de cette démarche en ce qui concerne :

l'installation du village d'étude au voisinage immédiat des centres de recherche dans un rayon de 10 km environ et sa représentativité par rapport à la diversité agro-socio-économique de toute la région. (cf tableau en fin de chapitre)

Cette recommandation nous paraît difficile à observer. En effet, le village d'étude situé au voisinage immédiat du centre ne peut refléter les réalités de toute la région. Il est possible qu'il soit représentatif de la zone dans laquelle il est localisé si l'étude qui a conduit à son choix est bien faite. Mais, il paraît douteux que ce village qui se doit d'être situé au bord d'une voie praticable en toute saison, soit le village type de sa zone, les activités commerciales dans ce village pouvant l'emporter sur les activités agricoles. Dans ce cas, les spéculations agricoles destinées prioritairement à la vente s'y développeront du fait de son ouverture par rapport à d'autres villages qui ne sont pas dans les mêmes conditions. Une expérimentation installée dans ce type de village pour promouvoir pareille culture a très peu de chance de voir ses résultats adoptés dans des localités aux conditions différentes.

Nous pouvons prendre pour exemple de cela le village de *Kpaya* qui a d'abrité le PES depuis 1996 et qui est situé à proximité d'une grande ville et au bord d'une grande voie de circulation. Les habitants de ce village qui sont intéressés par les techniques introduites par le PES sont moins nombreux que ceux des autres villages où sont diffusées les mêmes techniques. Ceci à notre avis, est dû au fait que les habitants de *Kpaya* qui profitent beaucoup de la vente de l'huile de palme, du bois et du charbon de bois et qui achètent à bas prix du riz importé à *N'zérékoré* trouvent peu d'intérêt à l'amélioration des parcelles de culture de riz qui leur prend trop de temps. Une même situation peut se rencontrer sur d'autres villages situés au voisinage des grands centres ou des grandes voies.

Les producteurs de *Zobromaï* sont quant à plutôt intéressés par le développement des cultures pérennes de rente et se soucient peu du raccourcissement de la jachère ; n'ont-ils pas plus intérêt à développer ces cultures pérennes dont la vente des produits leur procure plus d'argent que la riziculture ?

En revenant à l'observation que nous avons déjà faite sur le village de *Zobromaï* en ce qui concerne sa représentativité au niveau régional, nous soulignons une fois de plus qu'il n'est pas pertinent d'y expérimenter l'intégration de l'agriculture et de l'élevage pour résoudre un problème qui se pose surtout dans la zone nord (*Beyla, Kissidougou, Gueckédou*).



Il n'est aussi pas indiqué d'y promouvoir la culture des tubercules et du maïs qui n'entrent que très peu dans les habitudes alimentaires de ses habitants. Les paysans expérimentateurs ont sans doute raison de poser le problème de la complantation des cultures pérennes (café, cacao, banane) et cultures vivrières qui y sont plus indiquées à cause de l'écologie favorable. Ces cultures ne peuvent se pratiquer dans la zone nord qui ne se prête pas à la culture du café, du cacao et du plantain.

*Zobromaï*, dans ces conditions paraît non représentatif de la région. Cependant, il peut être représentatif des villages proches de la zone de forêt dense classée dans la mesure où les actions qui y seront entreprises, si elles sont bien conduites et adoptées par les paysans peuvent servir à fixer les producteurs riverains des forêts classées.

En Guinée maritime, le village de *Touguikhouré* semble beaucoup plus orienté vers les cultures maraîchères et fruitières en raison de la proximité de grands centres propices à l'écoulement de ses productions.

Ici, les essais et tests sont pour la plupart destinés à la promotion de ces cultures mais sur des plaines aménagées ou aménageables alors que la plus grande partie du territoire est constituée de coteau. C'est dire qu'ils ne prennent pas en compte la diversité du territoire villageois ; Est-ce la raison pour laquelle un des groupements a dit lors de notre enquête qu'il sollicite que les chercheurs se rendent dans les champs des agriculteurs où les conditions écologiques sont différentes de celles de la plaine qui abrite les essais. Peut-on résoudre dans cette zone de bas plateau les problèmes des hauts plateaux, de la mangrove et des montagnes ?

Il y a plusieurs raisons qui montrent que les villages aux voisinage des centres ne peuvent pas sauf cas exceptionnel être représentatifs ni de leurs zones, ni de leur région toute entière.

La recommandation n'a cependant pas que des inconvénients, elle a aussi des avantages. En effet, pour un départ, mieux vaut toujours la prudence : ainsi, concentrer ses actions dans un village pour y acquérir de l'expérience afin d'aborder avec plus de sérénité le futur peut être une bonne chose. On sait aussi que les chercheurs guinéens ne possèdent pas la formation et l'expérience en matière de recherche participative en conséquence, ils doivent à travers les premiers villages d'étude s'habituer à ce type de recherche. Si c'est le manque de moyens qui est la raison qui justifie le choix du village d'étude à proximité du centre cela reste discutable étant donné que pour faire face à la diversité régionale il faut bien plus d'un village par



région. Aussi, pour atteindre le but recherché qui est de résoudre le maximum de problèmes agricoles, il faudrait que la Recherche et la Vulgarisation sachent faire intervenir les développeurs dans ce processus.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la démarche, nous avons vu à travers les différentes étapes figurant dans le guide élaboré par le Docteur Stoop et ses collaborateurs, qu'ils se sont fortement inspirés des approches système et participative

Nous allons voir dans le chapitre suivant comment les étapes énumérées dans le guide ont été mises en pratique par les équipes de recherche systèmes des trois centres étudiés (*Sérédou* pour la Guinée forestière, *Foulaya* pour la Guinée Maritime et *Bareng* pour la Moyenne Guinée).

Dans le guide proposé par les concepteurs de la démarche, huit étapes sont proposées pour la réalisation de la démarche village d'étude (zonage, choix raisonné du village, identification des contraintes, choix des paysans partenaires, choix des thèmes d'expérimentation, installation des essais, suivi-évaluation et démonstration). Chaque équipe recherche système devrait s'y référer dans la conduite de son EMP.

### **3. Discussion sur la mise en application de la démarche village d'étude dans les centres**

Ce chapitre présente les niveaux de réalisation atteints par les différents centres et la façon par laquelle chaque centre a mis en œuvre les différentes étapes de la démarche.

#### **a. Les étapes de la démarche dans le village d'étude de *Zobromaï* :**

- en ce qui concerne le diagnostic : l'équipe de *Sérédou* et le SNPRV ont exécuté le diagnostic des contraintes agro-économique dans six villages aux alentours de *Sérédou* comme prévu dans le guide de la démarche village d'étude. Aussi, ce diagnostic ne prend pas en compte toute la problématique agro-économique de la Guinée forestière et donc, le village de *Zobromaï* ne peut être représentatif de la diversité régionale ;
- en ce qui concerne le choix du village, le choix a été fait par le centre de *Sérédou* sans l'implication du SNPRV ;
- le choix des paysans n'a pas été fait sur la base d'une étude des exploitations, mais plutôt sur la base d'un volontariat. En effet, quelques paysans seulement sont souvent prêts à prendre des risques et il faut démarrer avec eux en attendant de convaincre les